

Rapport d'activité 2013





Une solidarité plus forte : nos donateurs font fi de la crise

Bien sûr, une nouvelle fois, la crise nous a inquiétés. Mais nos généreux donateurs ont entendu notre appel du Sidaction 2013, "Contre le sida, ne crions pas victoire". Ils n'ont pas abandonné Sidaction et ont encore répondu présent, plus massivement qu'en 2012. D8, D17 et 6ter sont venues rejoindre la grande chaîne de solidarité des médias : 20 médias ont ainsi relayé tous nos messages de sensibilisation, de solidarité et de collecte de fonds. Qu'ils en soient profondément remerciés. Mais nos remerciements vont également aux 3000 bénévoles mobilisés pendant ces trois jours et aux personnes vivant avec le VIH qui acceptent de témoigner de leur histoire afin de changer les mentalités. Sans eux, Sidaction n'existerait pas.

Ce succès montre aussi que nous avons eu raison de mettre en question, sur le fond et sur la forme, le mot d'ordre qui semblait se dessiner au niveau des institutions mondiales de lutte contre le sida, qui annonçaient la fin proche de l'épidémie. Si les moyens scientifiques et humains permettent effectivement d'envisager cette hypothèse théorique, il n'en est rien sur le terrain.

C'est pourquoi Sidaction s'est mobilisée, cette année encore, à hauteur des besoins exprimés par les acteurs de la lutte contre le sida.


Sur le front de la recherche, les défis sont immenses. Malgré l'arsenal de 26 molécules développées depuis 1996 pour améliorer la vie des patients, on meurt encore du sida aujourd'hui, et l'horizon d'un vaccin reste lointain malgré des avancées encourageantes. Nous avons maintenu notre soutien financier aux jeunes chercheurs parce qu'ils sont l'avenir de la lutte contre le sida.

Sur le front de la prévention, Sidaction a lancé la seconde édition du concours VIH Pocket Films en partenariat avec les ministères de l'Éducation nationale, de l'Agriculture, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, de la Jeunesse et des Sports. Ce concours avait pour objectif de sensibiliser les jeunes de 15 à 25 ans au VIH/sida à travers la production de courts métrages à partir de leur téléphone portable. Nous avons reçu plus de 150 films, dont 11 ont été sélectionnés pour constituer la base d'un outil pédagogique qui sera diffusé en 2014 dans plus de 20 000 structures... Afin que baisse enfin le chiffre de 12% de moins de 25 ans parmi les 6 400 découvertes annuelles de séropositivité.

Nous sommes fiers de la mise en place par le ministère de la Santé d'une semaine annuelle de dépistage sur le modèle de la "Flash Test" lancée en 2012 par Sidaction. Cette semaine permettra de toucher les publics les plus exposés.

Sur le front de l'aide aux malades en France, notre soutien a été essentiellement tourné en direction des publics précaires, des migrants et des détenus. À l'international, Sidaction a soutenu en priorité des projets de formation, de prise en charge globale des personnes vivant avec le VIH et d'aide aux enfants. Fin 2013, 64 000 personnes étaient prises en charge médicalement par des associations bénéficiaires, dont 40 000 sous antirétroviraux.

Sidaction est engagée sur tous les fronts de l'épidémie, ce combat n'étant rendu possible que grâce à nos donateurs, sans lesquels rien ne serait possible, et que nous remercions de tout cœur.



Pierre Bergé
Président



Line Renaud
Vice-présidente

Contre le sida, ne crions pas victoire trop vite !

Le mot d'ordre retenu pour la conférence mondiale sur le sida AIDS 2012, qui s'est tenue à Washington, pouvait laisser penser que la fin du sida était pour demain. Or nous savons qu'il n'en est rien. C'est pour cette raison qu'il nous a semblé important de rappeler que les avancées sont bien réelles, mais que nous sommes encore très éloignés de cette fin annoncée du sida. Si les traitements permettent aujourd'hui de prévenir la transmission de la mère à l'enfant et aux personnes infectées de vivre mieux, elles ne peuvent guérir, et on meurt encore du VIH.

Les avancées ne se traduisent pas toujours dans la vie réelle. Le temps de la recherche n'est pas celui des patients. Le cas du "bébé du Mississippi" rapporté lors de la conférence sur les rétrovirus et les infections opportunistes (CROI) en mars 2013, cette fillette née séropositive traitée par antirétroviraux dès sa naissance et ayant réussi à contrôler le virus sans médicaments pendant des mois, montre que la recherche progresse en tâtonnant et découvre des pistes qui ne sont pas applicables de manière généralisée. Savoir que le traitement précoce améliore l'état de santé et diminue le risque de transmission du VIH aux partenaires et le voir intégré dans les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne signifient pas être capable de l'appliquer à l'échelle du monde.

Les conditions réelles de vie des personnes, partout dans le monde, ne permettent pas l'application de modèles théoriques idéaux. D'une part, parce que les déterminants comportementaux sont complexes, et l'action sur ces déterminants plus encore. D'autre part, parce que les financements demeurent insuffisants. Et pour l'heure, la communauté scientifique n'a pas découvert de vaccin contre le VIH, ni la manière de purger les réservoirs viraux dans lesquels le virus reste tapi en latence, promettant tout patient interrompant son traitement à une reprise quasi certaine de l'activité virale et à une détérioration de son état de santé à plus ou moins court terme.

Dans le monde, des progrès ont été enregistrés, certains pays voyant leurs indicateurs s'améliorer de manière importante, mais ces avancées ne sauraient masquer tous ceux où la situation sanitaire, politique et sociale ne s'améliore pas ou se détériore. Inégalités de genre, préjugés et discriminations alimentent l'épidémie. Même en Europe, les épidémies ne reculent pas. Il faut dire que les programmes mis en place ont été touchés de plein fouet par les choix faits en matière de politiques de santé publique sur fond de crise financière. En France, si les patients bénéficient des progrès thérapeutiques, leur situation sociale s'est fortement dégradée.

Notre appel a été entendu par nos donateurs. Le défi reste immense, nous devons continuer.

François Dupré

Directeur général



LE MOT DU PRÉSIDENT ET DE LA VICE-PRÉSIDENTE	3
ÉDITO DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	4
LES TEMPS FORTS 2013	6
PROGRAMMES SCIENTIFIQUES ET MÉDICAUX	10
Les enjeux en recherche scientifique	12
Les actions menées par Sidaction	13
Exemples de projets scientifiques soutenus	14
PROGRAMMES ASSOCIATIFS FRANCE	18
Les enjeux en France	20
Les actions menées par Sidaction	21
Exemples de projets soutenus en France	22
PROGRAMMES INTERNATIONAUX	26
Les enjeux à l'international	28
Les actions menées par Sidaction	29
Exemples de projets soutenus à l'international	30
COMMUNICATION ET COLLECTE	34
ORGANISATION DE L'ASSOCIATION	40
RAPPORT FINANCIER	48
PARTENAIRES	76
ANNEXES	78
Programmes scientifiques et médicaux	78
Programmes associatifs France	82
Programmes internationaux	84

Les temps forts de l'année 2013

24 JANVIER : DÎNER DE LA MODE

Rendez-vous incontournable de la Fashion Week de début d'année, cette onzième édition a réuni plus de 700 personnalités de la mode et des médias autour de Pierre Bergé et de Line Renaud au Pavillon d'Armenonville. Cette édition 2013 a ainsi permis de collecter 758 000 €.



29 JANVIER : JOURNÉE PREP

La mission Sciences sociales a organisé, en collaboration avec AVAC – Aids Vaccine Advocacy Coalition – une journée internationale sur les prophylaxies préexposition (PrEP) qui a réuni une centaine de personnes. La PrEP est une stratégie de prévention qui s'adresse aux personnes séronégatives et qui consiste à prendre des antirétroviraux avant les rapports sexuels pour réduire le risque d'infection par le VIH.

DU 3 AU 6 MARS : CROI

La conférence sur les rétrovirus et les infections opportunistes (CROI), rendez-vous annuel de présentation des résultats de recherche fondamentale et clinique sur le VIH, s'est déroulée en 2013 à Washington DC, aux États-Unis. Parmi les thèmes phares de cette édition, la place accordée à l'hépatite C était particulièrement importante.

11 MARS : LANCEMENT DU SIDACTION 2013

Plus de 500 personnes ont participé au lancement officiel de la campagne Sidaction 2013 par Line Renaud et Pierre Bergé au musée du Quai Branly en présence des partenaires médias (présidents et animateurs), des partenaires associatifs, de chercheurs et de bénévoles. Les présidents de chaîne ont une nouvelle fois exprimé sur scène les raisons de leur engagement.



DU 5 AU 7 AVRIL : SIDACTION 2013

Les programmes des 20 partenaires médias (TF1, F2, F3, F4, F5, FÔ, CANAL+, M6, W9, 6ter, D8, D17, TMC, MTV, Arte, NT1, LCI, RTL, Europe 1 et Radio France) sont passés aux couleurs de Sidaction : messages de sensibilisation, appels à don, témoignages, jeux au profit de l'association. Sur le terrain, la mobilisation a été très forte, avec plus de 300 animations partout en France, dont un tournoi de football dans trois établissements pénitentiaires. Le compteur affichait, le dimanche soir, un montant de 5,1 millions d'euros de promesses de don soit une hausse de 25% par rapport à l'édition 2012.



19 MAI : CANDLELIGHT DAY

Créé en 1983 et organisé par le GNP+ (Réseau mondial des personnes vivant avec le VIH), le Candlelight Day a lieu tous les ans le troisième dimanche de mai. C'est une des plus anciennes et plus importantes campagnes de mobilisation pour la lutte contre le VIH/sida, dont l'objectif est de sensibiliser le public et de rendre hommage aux personnes disparues et vivant avec le VIH/sida. Pour la deuxième fois, Sidaction, en partenariat avec le Parc de la Villette, associe la France à cette commémoration.



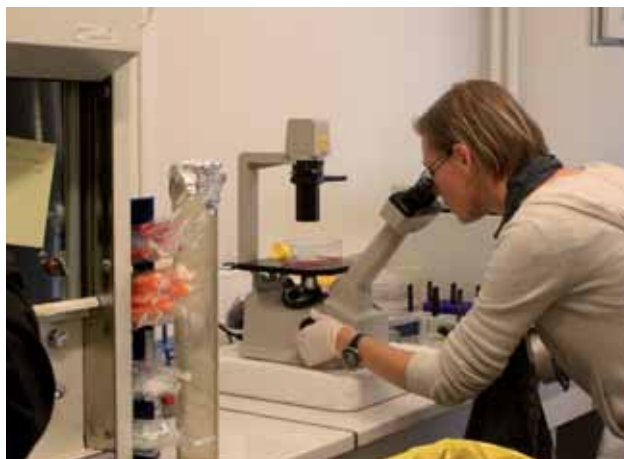
DU 30 JUIN AU 3 JUILLET : CONFÉRENCE DE L'IAS À KUALA LUMPUR

L'International Aids Society (IAS) a organisé une préconférence et une conférence en Malaisie qui se sont révélées très riches en termes de présentation de résultats, de diversité de thématiques et d'échanges. Éric Fleutelot, directeur général adjoint international de Sidaction, est intervenu dans une table ronde sur l'éthique et les attentes des patients par rapport à la recherche pour la guérison/rémission du VIH. Vincent Douris, chargé de mission Qualité de vie et qualité des soins de Sidaction, a animé le satellite Sidaction-ANRS, dont il était l'initiateur, sur les échelles de qualité de vie.

LES TEMPS FORTS

21 SEPTEMBRE : **VISITE DES LABORATOIRES** **DE L'HÔPITAL SAINT-LOUIS**

40 personnes soutenant l'association ont participé à la visite des laboratoires de l'hôpital Saint-Louis soutenus par Sidaction. La présidente du comité scientifique et médical et un nombre des chercheurs les ont accueillis et ont répondu à leurs questions.



DU 12 AU 18 OCTOBRE : UNIVERSITÉ **DES JEUNES CHERCHEURS**

Du 12 au 18 octobre s'est tenue l'Université des jeunes chercheurs 2013. Cette formation a réuni plus de 32 participants et plus de 30 intervenants experts de la lutte contre le sida.



15 OCTOBRE : LANCEMENT **DU CONCOURS VIH POCKET FILMS**

La seconde édition du concours VIH Pocket Films a été lancée lors d'une conférence de presse réunissant autour de Pierre Bergé et Line Renaud les ministres de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, de la Jeunesse et des Sports ainsi que des représentants des deux autres ministères partenaires, l'Éducation nationale et l'Agriculture.

22 NOVEMBRE : VINCENT PARISSI **REMPORTE LA MÉDAILLE DU CNRS**

La médaille de bronze du CNRS récompense le premier travail d'un chercheur, qui fait de lui un spécialiste de talent dans son domaine. Elle a été décernée au Dr Vincent Parissi pour le travail réalisé au sein du laboratoire de microbiologie fondamentale et pathogénicité (MFP) rattaché au CNRS et à l'université Bordeaux Segalen. Il a été soutenu une première fois par Sidaction pour son post-doctorat, puis, une fois son poste obtenu au CNRS, avec une aide aux équipes, pour le financement de son travail sur "les événements de réparation post-intégration comme nouvelle cible anti-VIH".

25 NOVEMBRE : **JOURNÉE DES DOCTORANTS**

Un groupe de jeunes chercheurs effectuant actuellement leur thèse avec le soutien de Sidaction s'est réuni pour une journée de rencontre à l'association. Ce rendez-vous désormais annuel permet à ces jeunes chercheurs, issus de disciplines différentes et travaillant tous sur le VIH, d'échanger sur leur travail de doctorat, de présenter leurs travaux et de mieux connaître Sidaction.

28 NOVEMBRE : **LES "CHEFS SOLIDAIRES"**

Une nouvelle fois, les professionnels de la restauration ont pu exprimer leur générosité en reversant 10% de la recette du jour.



30 NOVEMBRE : 3H ENSEMBLE

Une centaine de donateurs et partenaires ont participé à ce temps de rencontre annuel pour découvrir les actions menées par Sidaction tout au long de l'année.

1^{ER} DÉCEMBRE

À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, Sidaction a organisé pour la septième année une chaîne de solidarité sur le pont des Arts. Les bénévoles de Sidaction ont également été présents sur le Village interassociatif organisé pour la première fois, place de la République. Des manifestations au profit de l'association étaient également organisées un peu partout en France.





Faire émerger les solutions thérapeutiques de demain.”

Constance Delaugerre, présidente du comité scientifique et médical

**PROGRAMMES
SCIENTIQUES
ET MÉDICAUX**

11

Les enjeux en recherche scientifique

En 2013, nous sommes encore au milieu du gué. Si l'identification du VIH par l'équipe du Pr Françoise Barré-Sinoussi dès 1983 a ouvert la voie à la mise au point de tests de dépistage et d'un arsenal thérapeutique conséquent, nous ne disposons toujours pas du vaccin. Les chercheurs font face à un adversaire hautement mutant, ciblant les défenses immunitaires – qui sont stimulées et utilisées d'ordinaire dans les vaccins – et capable de rester caché en intégrant son matériel génétique à l'ADN de cellules dites réservoirs, desquelles il peut sortir pour recoloniser l'organisme au moindre arrêt de traitement.

L'avènement des multithérapies en 1996, sans cesse améliorées depuis, avec six classes thérapeutiques et 15 molécules encore utilisées, permet aux personnes infectées de vivre, avec une espérance de vie parfois équivalente à celle de la population générale, des effets indésirables moindres et une meilleure qualité de vie. Le traitement antirétroviral est aussi efficace sur la transmission du VIH. En particulier, la mise sous traitement des femmes enceintes leur permet de mettre au monde des enfants en bonne santé (avec un risque de transmission inférieur à 1%), quand les traitements sont disponibles et le suivi optimal. Les résultats de l'étude HPTN 052 sont venus confirmer qu'un traitement efficace réduisait, sous certaines conditions, de 96% le risque de transmission du VIH au partenaire séronégatif au sein de couples hétérosexuels.

Pourtant, si l'on sait bloquer le virus aux différents stades de son cycle grâce aux thérapies disponibles, et ainsi en réduire l'impact dans l'organisme des personnes infectées, on meurt encore du VIH en France et dans le monde. En 2012, 1,6 million de personnes sont décédées du VIH (dont 210 000 enfants). Ces personnes, dans le meilleur des cas, c'est-à-dire quand elles bénéficient d'un traitement et d'un suivi biologique, ne peuvent jamais être guéries du virus. Elles doivent prendre leur traitement à vie. Et leur organisme pâtit de cette double exposition prolongée au virus et aux médicaments.

Parmi les pistes de recherche, une meilleure compréhension des mécanismes du VIH afin de mettre

au point des traitements qui permettraient ensuite aux patients de les interrompre sans dommage. Les patients "Visconti" montrent que l'initiation d'un traitement très précocement après l'infection permet à certains, après quelques années d'antirétroviraux, un contrôle de l'infection sans traitement. Bien que seule une minorité de patients soit dans ce cas (environ 10%), il n'en reste pas moins que l'intérêt pour tous d'une mise sous traitement au plus tôt est aujourd'hui reconnu pour diminuer notamment l'établissement des réservoirs viraux.

La communauté scientifique mondiale fait converger ses forces au travers de l'initiative "Towards an HIV Cure" lancée en 2010 sous l'égide du Pr Barré-Sinoussi. L'objectif de rémission passerait par une capacité à purger, au moins partiellement, les réservoirs viraux. Et dans la lignée des résultats encourageants de l'essai RV 144 en 2009, qui ont montré une protection de 31%, les chercheurs poursuivent leurs travaux à la recherche du vaccin préventif.

Dr Constance Delaugerre

Présidente du comité scientifique et médical



Les actions menées par Sidaction

En 2013, Sidaction a consacré 3,6 millions d'euros à la recherche et aux soins. L'association, qui est née deux ans avant l'arrivée des trithérapies en 1996, a contribué durant deux décennies aux avancées de la recherche fondamentale et clinique sur le VIH, à laquelle elle consacre, conformément à ses statuts, 50% des fonds collectés. En 2013, Sidaction a soutenu 49 équipes et 48 jeunes chercheurs investis dans la recherche sur le VIH. Elle a organisé l'Université des jeunes chercheurs (UJC), qui permet la transmission du savoir entre générations de scientifiques. La spécificité de Sidaction est aussi de créer des passerelles entre disciplines et entre chercheurs et associations de patients, marque de fabrique de la lutte contre le sida et gage d'efficacité en recherche.

En 2013, Sidaction a notamment soutenu des recherches sur les mécanismes dont le système immunitaire dispose pour bloquer l'infection par le VIH et sur la manière dont le virus interfère avec ces actions pour les contrer. Ces mécanismes complexes sont au cœur de la recherche d'un vaccin, piste sur laquelle travaille la chercheuse Lucille Adam, également soutenue. Les mécanismes de la vaccination, l'une des armes les plus efficaces en santé publique contre certaines maladies infectieuses, sont loin d'être tous connus. Les approches classiques de la vaccination étant par ailleurs inefficaces ou non utilisables pour un vaccin contre le VIH, de nouvelles stratégies ont été développées. Parmi celles-ci, l'utilisation d'un vaccin ADN, piste sur laquelle travaillent la chercheuse et son équipe.

Par ailleurs, en épidémiologie et en sciences sociales, Sidaction a soutenu en 2013 plusieurs travaux sur les représentations, les comportements et l'impact épidémiologique de connaissances nouvelles. Par exemple, la chercheuse Karen Champenois a reçu un financement pour analyser l'impact du concept de "traitement en prévention" (TasP) sur les comportements sexuels et l'incidence des infections sexuellement transmissibles chez les personnes vivant avec le VIH. Des chercheurs sont également financés en Amérique du Nord (Canada), en Afrique (Mali, Cameroun...) et en Asie (Inde) pour explorer de quelle manière l'épidémie impacte les populations les plus exposées en termes d'incidence, mais aussi de représentations, d'organisation et de réponses communautaires. Autant de connaissances nécessaires au développement de programmes de prévention et de prise en charge efficaces.

Sidaction, qui soutient des travaux sur le vieillissement des personnes vivant avec le VIH menés par Sophie Perrin et son équipe, est tournée vers les réponses aux questions nouvelles d'aujourd'hui et vers les enjeux d'avenir. Comment et par quelle voie les contrôleurs naturels – personnes infectées conservant une charge virale indétectable et un taux de CD4 normal sans traitement – maîtrisent-elles le virus? La thérapie génique permettra-t-elle la mise au point d'un vaccin thérapeutique ou en sommes-nous très éloignés? Comment se fabriquent les réservoirs et comment altérer ce processus ou les purger? Autant de pistes de recherche que Sidaction a soutenues parmi d'autres en 2013 pour faire émerger les clés et solutions thérapeutiques de demain.

Exemples de projets scientifiques soutenus

THAÏLANDE : ADOLESCENTS VIVANT AVEC LE VIH

Sciences sociales (aides aux équipes)
Sophie LECŒUR,
Institut national d'études démographiques
"Teens Living With Antiretroviral (TEEWA)"
Budget : 92 345 € (sur 24 mois)

Sophie Lecœur, qui mène le projet Teens living with antiretroviral (TEEWA), a travaillé auparavant sur la prévention de la transmission mère-enfant du VIH et sur l'impact des traitements sur la vie des adultes infectés par le VIH. Elle présente son étude.

→ *Quel est l'objet de l'étude Teens living with antiretrovirals ?*

En Thaïlande, les enfants infectés à la naissance avant la généralisation de la prévention de la transmission mère-enfant (PTME) en 2000 ont pu bénéficier des traitements antirétroviraux à partir de 2004. Ils atteignent aujourd'hui l'adolescence, où l'on constate malheureusement une remontée de leur mortalité. Quels sont les déterminants expliquant les problèmes de ces jeunes arrivés à un âge clé du développement personnel ? Nous l'ignorons, car nous ne disposons d'aucune description d'ensemble des conditions de vie de ces adolescents. L'objectif de l'étude TEEWA est donc d'évaluer la situation familiale, sociale, et les besoins des enfants thaïs nés avec le VIH et qui, sous traitement, entrent dans l'adolescence. Il s'agit de dresser un bilan objectif de leur situation, mais aussi d'interroger leurs aspirations, leurs comportements et leur qualité de vie.

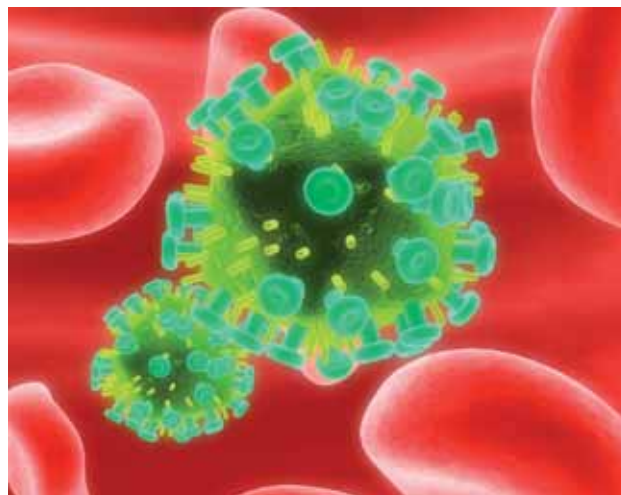


→ *Comment se déroule cette étude ?*

Cette étude repose sur une collecte quantitative auprès d'un échantillon de 941 adolescents âgés de 12 à 19 ans, infectés par le VIH à la naissance, et de leurs tuteurs ou parents, dans 20 hôpitaux répartis dans toute la Thaïlande (environ 10% de l'ensemble des adolescents infectés et traités du pays). Un groupe de référence composé d'adolescents sélectionnés au hasard dans la population générale a également été enquêté. L'autoquestionnaire des adolescents explore leurs conditions de vie, leur scolarité, leurs aspirations, leurs relations avec l'entourage et leur vie affective, mais n'aborde pas le VIH afin de préserver la neutralité du recueil. Les données sur l'histoire familiale des adolescents, les circonstances du diagnostic, le début du traitement, le processus d'annonce du statut VIH et les expériences de discrimination sont fournies par le tuteur. Enfin, un formulaire médical est rempli par l'infirmière qui suit l'adolescent.

→ **Quelle utilisation pourra être faite des résultats de cette étude ?**

Cette enquête permet de mettre en lumière les conditions de vie des adolescents nés avec le VIH. Leur situation familiale et leur parcours de vie diffèrent considérablement de ceux des adolescents de leur âge : 54 % sont orphelins, 19 % vivent en orphelinat et lorsqu'ils sont en famille, ils vivent souvent avec leurs grands-parents (38 %). Ils souffrent souvent d'un retard de croissance et leur scolarité a parfois été fortement perturbée du fait de leur maladie ou de discriminations subies. Concernant les obstacles à l'observance, qui aboutissent au surcroît de mortalité observé, on peut citer la lassitude, les expériences de discrimination, les problèmes de communication avec les adultes ou encore la fin de la prise en charge pédiatrique. Les données permettent également d'étudier l'entrée dans la sexualité et les conduites à risque. Le projet de recherche, mené sur une période de deux ans, fournira une évaluation globale sur la vie des adolescents nés avec le VIH. Au-delà des spécificités thaïes, ces informations sont importantes pour aider à concevoir des interventions ciblées en direction des adolescents, pour les aider à traverser cette période difficile.



À LA RECHERCHE D'UN VACCIN

**Recherche fondamentale et vaccinale
(jeunes chercheurs)**

**Lucille ADAM, CEA – Service d'immunovirologie
UMR E1, Fontenay-aux-Roses**

***“Étude des mécanismes de la vaccination
contre le VIH”***

Budget : 22 133 €

Les approches classiques de la vaccination étant inefficaces ou non utilisables pour un vaccin contre le VIH, de nouvelles stratégies ont été développées. Parmi celles-ci, l'utilisation d'un vaccin ADN nous a permis d'obtenir récemment des résultats encourageants. Nous avons induit chez des primates une forte réponse immunitaire anti-VIH ayant persisté pendant au moins trois ans. Après injection, l'ADN pénètre dans certaines cellules de la peau, qui produisent l'antigène codé dans le vaccin. Nous avons amélioré cette production en appliquant un choc électrique au niveau du site d'injection pour accroître la quantité d'ADN pénétrant dans les cellules de la peau. L'antigène, considéré comme un danger par le système immunitaire, est capturé par des cellules spécialisées (APC). Elles le présentent aux lymphocytes, qui l'éliminent et en gardent une mémoire. Des résultats préliminaires montrent que l'efficacité de l'élimination de l'antigène est dépendante du type d'APC impliqué dans sa capture. Nous identifierons les différents types d'APC et leur rôle dans la prise en charge du vaccin. Cette étude nous permettra d'avoir une vision très large des événements biologiques liés à la vaccination et de définir de nouvelles stratégies pour le développement de vaccins contre le VIH.

DE LA SCIENCE À LA PRÉVENTION

Recherche fondamentale

Nathalie Dejuçq-Rainsford,
université de Rennes 1

“Origine, nature et rôle des cellules infectées par le VIH/SIV dans le sperme : de la science fondamentale aux stratégies de prévention”

Budget : 124 473 €

Le projet piloté par les équipes de recherche dirigées par Roger Legrand au CEA de Fontenay-aux-Roses (département d'immunovirologie) et Nathalie Dejuçq-Rainsford à l'université de Rennes 1 (Inserm U1085-IRSET) vise à la caractérisation des cellules infectées par le VIH présentes dans le sperme et à leur rôle dans la transmission du VIH. Explications.

Aujourd'hui, le VIH est principalement transmis par voie sexuelle et le sperme des patients infectés représente le facteur majeur de dissémination. Il contient à la fois des particules virales libres et des cellules infectées. La contribution des particules libres dans la

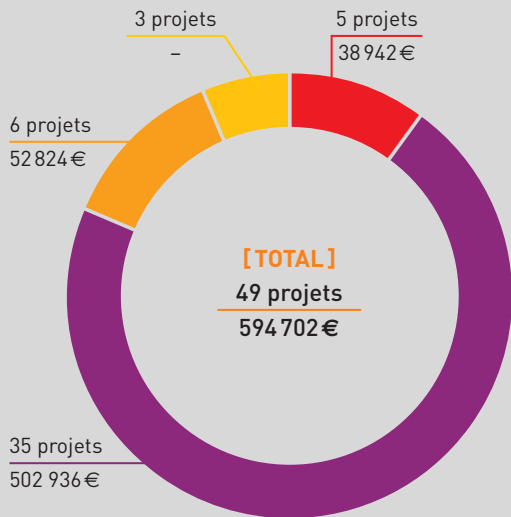
transmission est clairement établie et les mécanismes associés font l'objet de nombreuses recherches chez l'homme et dans les modèles animaux. Les stratégies de prévention, comme les vaccins et les microbicides, ciblent essentiellement ces particules virales libres. En revanche, la contribution des cellules infectées présentes dans le sperme (comme les lymphocytes et les macrophages) dans la transmission du VIH est particulièrement mal connue, notamment en raison des difficultés techniques associées à leur étude. La présence du virus dans ces cellules a pourtant été démontrée et leur nombre peut être important, notamment chez les patients souffrant d'une inflammation du tractus génital. L'objectif de notre projet est d'identifier l'origine de ces cellules, de les caractériser finement et d'identifier les mécanismes par lesquels elles pourraient transmettre l'infection lors des rapports sexuels. Ces études nous paraissent essentielles à l'amélioration des stratégies de prévention. L'efficacité des programmes développés pourrait être accrue en bloquant la diversité des formes virales auxquelles les muqueuses sont exposées lors des rapports sexuels, et non uniquement les particules virales libres.

Qualité de vie – Qualité des soins

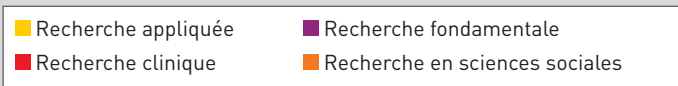
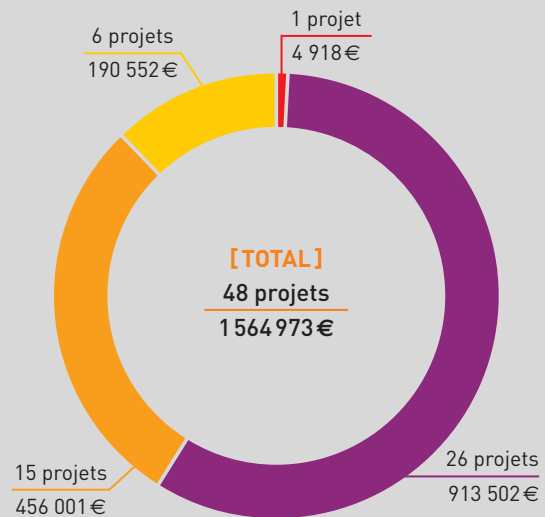
En 2013, Sidaction a soutenu 21 projets dans le cadre de l'appel d'offres Qualité de vie – qualité des soins pour un montant de 310 700 €. Grâce à un don de la fondation *Lily Safra Hope Foundation*, un soutien a également été apporté à la maison d'accueil spécialisée (MAS) "Maison de lumière" du groupement hospitalier de Magny-en-Vexin (Val d'Oise). Enfin, avec le soutien de l'ANRS à hauteur de 3 000 €, Sidaction a organisé un satellite lors de la conférence IAS 2013 sur le thème de la mesure de la qualité de vie dans le VIH/sida. Depuis l'avènement des multithérapies en 1996, qui ont permis un allongement de la durée de vie des personnes séropositives, mais en provoquant souvent des effets indésirables importants, la qualité de vie est devenue un facteur essentiel de la lutte contre le VIH. En complément du soutien à la recherche en qualité de vie, Sidaction développe un appel à projets spécifique, qui tend à promouvoir et valoriser les programmes, prenant en compte la qualité de vie ressentie par les personnes et les actions favorisant l'articulation entre la qualité de vie et la qualité des soins, ainsi que les croisements entre les expériences des personnes vivant avec le VIH et celles des professionnels de la prise en charge globale. Éducation thérapeutique, aide au sevrage tabagique, accompagnement diététique, prévention du risque cardiovasculaire, activités de relaxation, ostéopathie ou encore échanges autour de la santé sexuelle sont autant d'exemples d'activités proposées aux personnes vivant avec le VIH en France, avec le soutien de Sidaction.

↓ Répartition des financements recherche 2013 par domaine

Aides aux équipes

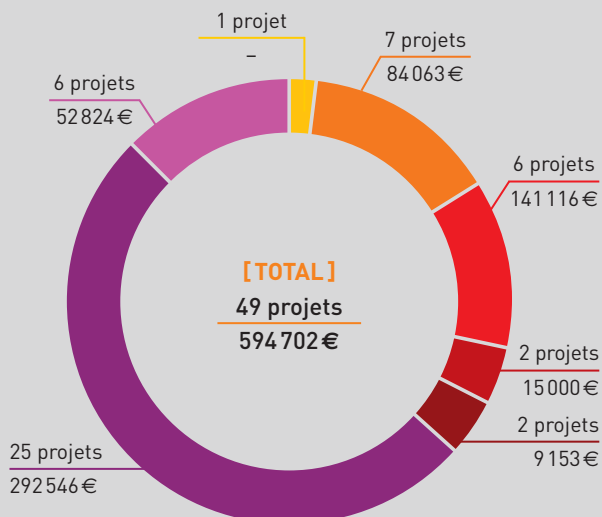


Financements jeunes chercheurs

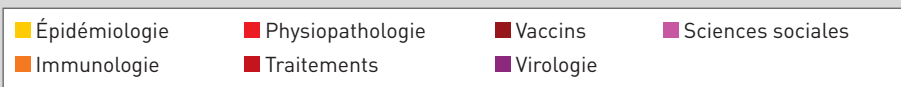
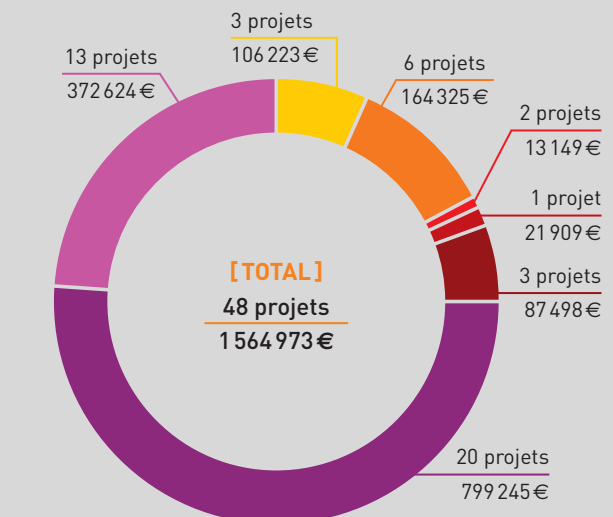


↓ Répartition des financements recherche 2013 par discipline

Aides aux équipes



Financements jeunes chercheurs





“ Offrir aux plus précaires une prise en charge globale.”
Jean-Régis Ploton, président du comité associatif France

**PROGRAMMES
ASSOCIATIFS
FRANCE**

19

Les enjeux en France

En France, l'année 2013 a confirmé le changement de paradigme. Les résultats d'études sur le dépistage et les observations des experts sur le terrain, corrélés aux données de surveillance épidémiologique publiées en novembre, ont montré l'importance de cibler les populations les plus éloignées des soins dans les programmes de dépistage et d'accès au système de santé. Cinq millions de tests de dépistage du VIH sont réalisés chaque année en France, mais le nombre de découvertes est stable depuis plusieurs années (environ 6 400 en 2012), ainsi que l'estimation de 30 000 personnes ignorant leur séropositivité. Les actions de dépistage et d'accompagnement pour l'entrée dans le soin doivent prioritairement cibler les populations les plus exposées : migrants, femmes, HSH, détenus, travailleurs du sexe. Les recommandations de dépistage et de mise sous traitement le plus précocement possible, dans l'intérêt du sujet et en bénéfice de santé publique, indiquent des axes très clairs d'action.

Les données sur l'état de santé et les conditions de vie des personnes vivant avec le VIH montrent une détérioration de leur accès au système de soins et de leur qualité de vie sur fond de crise. En France comme ailleurs en Europe, les besoins sociaux des malades se sont beaucoup accrus, avec un désengagement marqué de l'État sur une approche globale, médicale et sociale, de prise en charge. Résultat, les associations doivent pallier les besoins de première nécessité d'un nombre croissant de personnes confrontées à des problèmes d'alimentation et d'hébergement, avant d'envisager un accompagnement aux soins. La durée d'accompagnement social s'est considérablement allongée, l'urgence se pérennisant pour nombre d'usagers. Et les besoins des personnes vieillissant avec le VIH, notamment sur le plan de d'hébergement, ne sont pas encore résolus.

En termes de coordination des acteurs institutionnels et associatifs de la lutte contre le sida, les marges de progrès collectifs sont importantes. La mise en place des agences régionales de santé (ARS) sur fond de baisse et de sectorisation des financements publics

n'a pas facilité le déploiement d'une politique de santé adaptée aux besoins des populations. C'est l'une des raisons pour lesquelles le plan national de lutte contre le VIH/sida pour la période 2010-2014 n'a pas tenu toutes ses promesses. Si les acteurs institutionnels gagneraient sans doute à mieux articuler leurs actions, les acteurs de terrain également, notamment au travers des Corevih. Enfin, au niveau national, le contexte législatif ne favorise clairement pas une amélioration de la situation des populations les plus exposées. Loi sur le racolage passif, article faisant de la disponibilité théorique de traitements dans un pays d'origine une condition suffisante d'expulsion de migrants malades, absence de progrès sur la réduction des risques en détention et, enfin, opposition politique au modèle des salles de consommation à moindre risque. Les preuves ne suffisant pas pour que les bonnes décisions soient prises, l'épidémie ne recule pas.

Jean-Régis Ploton

Président du comité associatif France



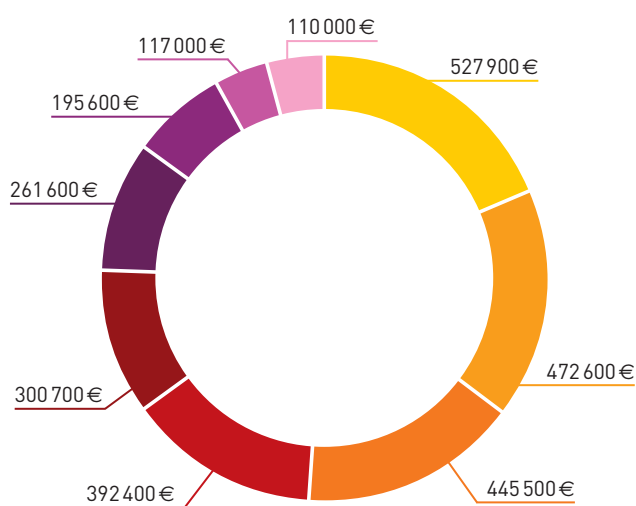
Les actions menées par Sidaction

En 2013, Sidaction a soutenu au total 94 associations et 121 programmes en France. Parmi ces projets, 22 ont apporté des aides et un accompagnement aux publics précarisés, 21 aux migrants et 20 étaient destinés à la prévention en milieu carcéral et au suivi des personnes malades détenues. Si Sidaction a toujours privilégié une approche globale dans le soutien apporté aux personnes infectées, l'année 2013 a été celle de la priorité absolue donnée aux programmes de prise en charge globale en réponse à la précarité croissante des personnes vivant avec le VIH. Les villes et régions prioritaires sont celles de forte prévalence (Île-de-France, DFA, PACA), mais aussi celles isolées, avec une offre faible de dépistage et d'accès aux soins (Mulhouse, Rodez, Sète). Les homosexuels et les personnes prostituées ont aussi figuré au plan des priorités de Sidaction. Ces publics exposés connaissent des prévalences du VIH très importantes, avec une hausse de 14% des découvertes de séropositivité chez les HSH entre 2011 et 2012.

En 2013, l'objectif de mieux cibler la prévention en France a été poursuivi, notamment au travers de l'appel à projets Prévention Gay. La mission concernée a inscrit son action dans la continuité du travail de plaidoyer ayant abouti à l'élargissement de l'offre de dépistage rapide en France, qui permet de toucher les personnes les plus éloignées des dispositifs classiques. Les résultats de l'opération "Flash Test 2012", première semaine de dépistage pour les gays en Île-de-France, ont contribué, avec d'autres projets soutenus par Sidaction, à convaincre de la nécessité d'un meilleur ciblage des groupes les plus exposés. La ministre de la Santé a annoncé en 2013 la création d'une semaine de dépistage annuelle sur le modèle de la "Flash Test", élargie à d'autres groupes (populations afro-caribéennes) et régions (PACA, DFA) prioritaires. Sidaction a appuyé la Direction générale de la Santé dans la mise en place de cette opération. Au-delà des publics gays, la "Flash Test" est ainsi devenue un modèle opératoire pour le dépistage des populations les plus exposées.

Parmi ces groupes, les transgenres ont aussi été l'objet d'une attention particulière. Sidaction soutient depuis plusieurs années le Pastt, qui mène des actions de prévention sur les lieux de prostitution et d'accompagnement en détention. Ces trois dernières années ont vu se créer deux nouvelles associations de personnes transgenres à Paris. La prévalence de l'infection à VIH chez les transgenres (d'homme vers femme) ayant eu recours au travail du sexe est estimée à 36%. Sidaction a décidé de financer les aides directes proposées par Pari-T à ses usagers en matière d'hébergement et le fonctionnement du lieu d'accueil avec service d'orientation et de soutien, qui est géré par Acceptess-T. Cette dernière est également soutenue dans le cadre de l'appel à projets Emploi. Plus globalement, la mission Emploi a mené un travail de sensibilisation des institutionnels et a financé des programmes proposant dans leur accompagnement global un volet insertion professionnelle.

↓ Populations cibles



■ Migrants	■ Homosexuels
■ Personnes vivant avec le VIH	■ Personnes détenues
■ Publics précarisés	■ Enfants et familles
■ Personnes prostituées	■ Femmes
	■ Usagers de drogue

Exemples de projets soutenus en France

ACCOMPAGNER LES PERSONNES TRANSGENRES

Du lundi au vendredi, de 10 heures à 18 heures, les personnes transgenres peuvent pousser la porte du local de l'association Acceptess-T dans le 18^e arrondissement de Paris pour des informations, des conseils et un accompagnement. Les médiatrices reçoivent sur rendez-vous les lundis, mardis et jeudis, et une permanence "assurance sociale" est assurée le mardi. Un accueil sans rendez-vous est proposé le mercredi avec un repérage des urgences et des difficultés. Ce nouveau local, plus spacieux, dans lequel a déménagé l'espace accueil de l'association en mai 2012 pour améliorer la prise en charge, est financé par Sidaction à hauteur de 15800 €. Parmi ses volets d'action, l'association, qui a été créée en 2010 par

et pour des personnes transgenres, propose à travers ce projet soutenu par Sidaction des programmes de prévention et d'information sur le VIH, les hépatites et les autres infections sexuellement transmissibles. Elle propose un accompagnement et un soutien auprès des institutions de santé pour la reconnaissance de leur identité, une formation aux droits et sur le système réglementaire français, et elle met à la disposition des usagers, qu'elle incite au dépistage, des outils et du matériel de prévention. Les personnes sont accompagnées dans leurs démarches administratives, de santé, sociales et juridiques. Un volet emploi est consacré à l'aide à l'insertion socioprofessionnelle par des propositions de formation (en français ou en informatique) et d'un accompagnement vers une activité professionnelle.





HÉBERGEMENT D'URGENCE ET ACCOMPAGNEMENT DES PLUS PRÉCAIRES

La population vivant avec le VIH s'est paupérisée et rencontre des problèmes croissants d'accès aux besoins élémentaires d'hébergement, d'alimentation et d'hygiène. La nécessaire double entrée des personnes dans le soin par le médical et par le social est menacée par la crise et la baisse des subventions étatiques en ce domaine. Comment se soigner quand on vit à la rue, ou que l'on ne dispose pas des moyens de s'alimenter ? Mijaos (Milieu de jour accueil orientation santé), créé en 1991, est un dispositif d'accueil social quotidien de personnes vivant avec le VIH en situation de précarité, comprenant des aides matérielles et une proposition d'hébergement pour les personnes sans domicile. En 2013, le soutien de Sidaction au dispositif s'est élevé à 20000 €. Le projet est porté par l'association Aurore, fondée en 1871 (Société générale pour le patronage et les libertés). L'association dispose de services d'accompagnement social et d'aide par le travail, ainsi que de structures d'hébergement, d'urgence ou non, médicalisées ou non. Elle vise à réinsérer ou réadapter socialement et professionnellement des personnes que la maladie, l'isolement, la détresse morale ou matérielle, un séjour en prison ou à l'hôpital ont conduites à une

situation d'exclusion ou de précarité. Dans cet arsenal solidaire, Mijaos propose un accompagnement psycho-médico-social aux personnes vivant avec le VIH et à celles atteintes de cancer.

GUYANE : ALLER AU PLUS PRÈS DES BESOINS

La Guyane est la région la plus touchée par le VIH en France, suivie de la Guadeloupe et de l'Île-de-France. La situation épidémiologique dans les départements français d'Amérique plonge ses racines dans des causes géographiques, politiques, historiques et culturelles, dans lesquelles viennent s'inscrire, comme toujours en santé publique, des déterminants comportementaux individuels. Sur les rives du fleuve Maroni en Guyane et au Surinam vivent des populations mobiles (piroguiers, travailleurs migrants, femmes prostituées) qui manquent crucialement d'information sur les risques liés à la sexualité, en particulier les IST et le VIH. L'action menée par l'association Wi na Wi cible les populations de Grand-Santi et des communes isolées qui la composent. Les objectifs sont de développer des animations de prévention par l'intermédiaire de relais identifiés dans les différentes communes, de favoriser l'accès à des préservatifs gratuits (approvisionnement des points de distribution) et d'impulser un travail en réseau pour améliorer l'accès au dépistage et aux soins.



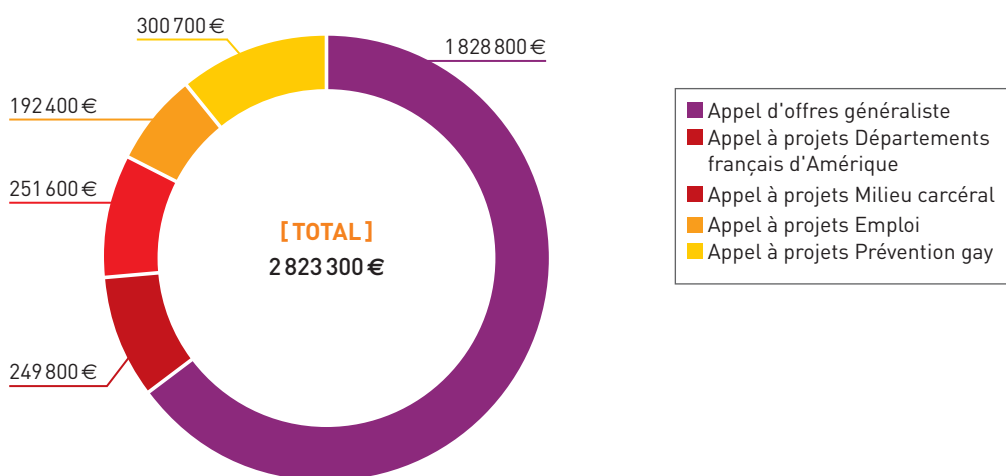
AFRIQUE ARC-EN-CIEL, POUR LES LGBT AFRO-CARIBÉENS

L'association Afrique Arc-en-ciel (AAEC) a pour objectifs une meilleure visibilité des minorités sexuelles d'origine afro-caribéenne et une sensibilisation de la communauté aux risques sexuels. Elle organise des actions de prévention intégrant les spécificités culturelles afro-caribéennes, en vue de favoriser notamment l'appropriation des notions de réduction des risques sexuels par les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes. AAEC mène des activités de prévention comprenant différents volets : les soirées "convivialité/prévention" réunissant un large public afro-caribéen, pendant lesquelles sont diffusés des messages de prévention ; les soirées thématiques, réunissant un nombre plus restreint de participants et permettant l'approfondissement et le débat autour d'un thème précis relatif à la santé sexuelle et à la prévention. En 2013, quatre soirées ont été organisées, auxquelles 500 personnes ont participé. Enfin, l'association propose un accompagnement et un soutien individuel aux personnes qui le souhaitent. Lors des soirées "convivialité/prévention", AAEC utilise la danse, élément important de la culture afro-caribéenne, afin de mobiliser un large public HSH originaire de cette aire géographique et culturelle. Un militant diffuse des messages adaptés de prévention et de réduction des risques sexuels

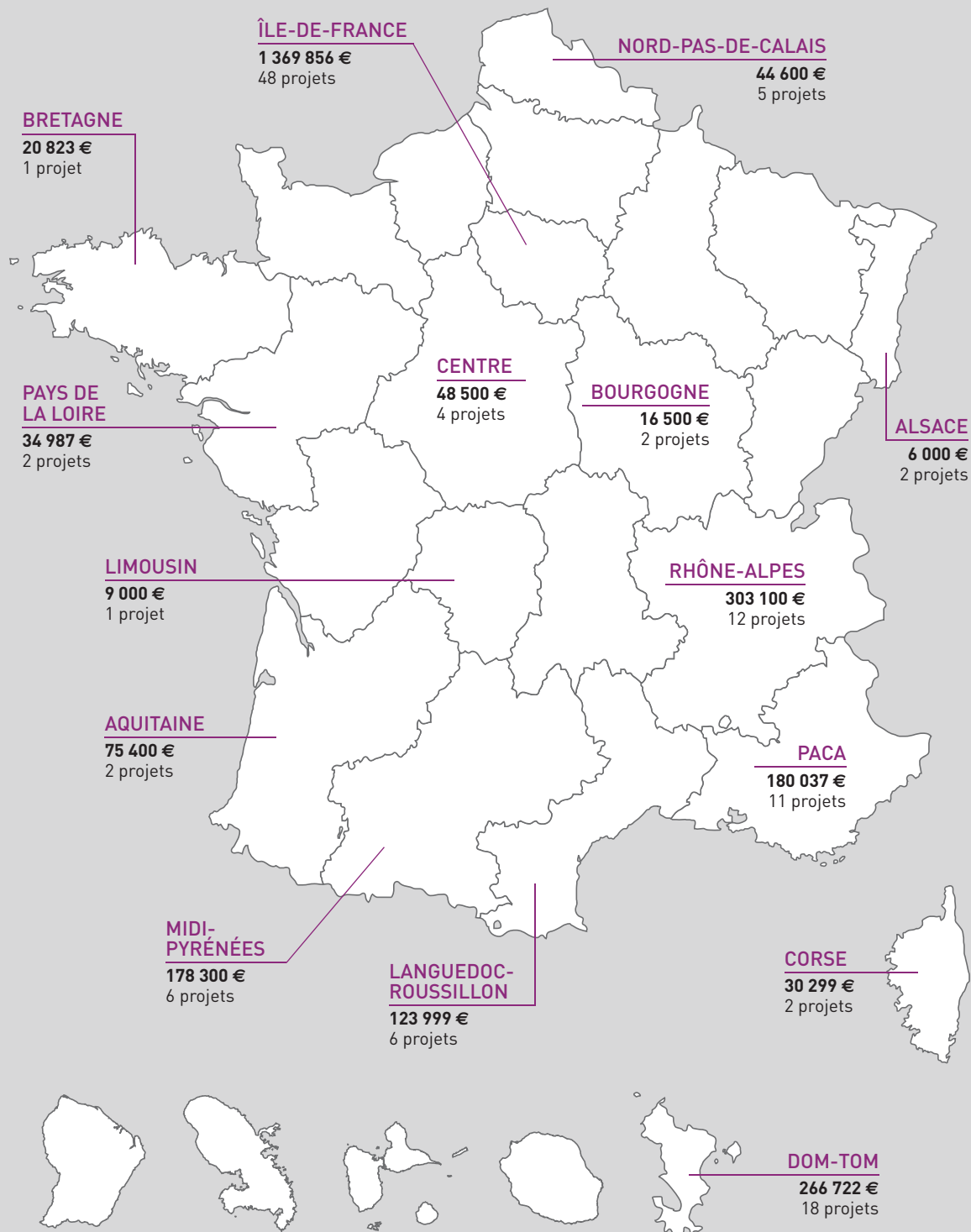
au cours de la soirée. Puis des "pauses prévention", en l'absence de musique, permettent de développer certaines informations. Des brochures et du matériel de prévention sont mis à la disposition des danseurs et un espace isolé est prévu pour des tests de dépistage (50 réalisés en 2013) dans le cadre d'échanges individuels avec les bénévoles (180 en 2013).



↓ Données générales sur les financements votés en 2013



↓ Répartition des fonds par région





Les défis restent immenses, l'ignorer pourrait menacer les acquis et les progrès à venir." *Éric Fleutelot, directeur général adjoint international*

**PROGRAMMES
INTERNATIONAUX**

27

Les enjeux à l'international

Selon les données publiées en 2013, le nombre de nouvelles infections par le VIH dans le monde était en 2012 de 2,3 millions, soit 33% de moins qu'en 2001. Entre 2009 et 2012, le nombre d'enfants nouvellement contaminés a baissé de 35%, ce sont ainsi 670 000 enfants qui ont été épargnés dans le monde. L'impact des actions menées par les acteurs de la lutte contre le sida sur le terrain est considérable. Les progrès en matière de prévention de la transmission de la mère à l'enfant ont parfois été spectaculaires, comme au Ghana, où 90% des femmes enceintes séropositives étaient traitées en 2012 (contre 32% en 2009). Et 9,7 millions de personnes recevaient un traitement contre le VIH dans les pays à revenus faibles ou intermédiaires, soit une hausse de 20% en un an. Pourtant, crier victoire serait une erreur aux conséquences désastreuses. Parce que les disparités sur le terrain sont majeures, parce que les défis restent immenses et que l'ignorer pourrait menacer non seulement les acquis, mais aussi les progrès à venir.

Selon les nouvelles recommandations émises par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en juin 2013, seulement 34% des personnes éligibles à un traitement sont sous antirétroviraux. En 2012, 35,3 millions de personnes vivent avec le VIH, dont 3,3 millions d'enfants. Dans certains pays africains, une femme enceinte sur dix seulement bénéficie d'un traitement pour prévenir la transmission du VIH à son enfant. En 2012, 260 000 enfants sont nés avec le VIH dans le monde. Pour espérer inverser la courbe de l'épidémie, les populations des pays à ressources limitées ont besoin de plus de prévention, d'un suivi biologique efficace et abordable, d'un approvisionnement continu en médicaments, notamment pour les futures mères et les enfants, et de professionnels de santé formés au VIH.

Partout dans le monde, dans les démocraties comme ailleurs, des politiques publiques courageuses sont nécessaires pour que cessent les discriminations qui, au-delà de leurs conséquences humaines, nourrissent l'épidémie. Sidaction agit sur ce front en portant des actions de plaidoyer. Les femmes et les

jeunes filles, pour des raisons tant physiologiques que sociopolitiques, sont surreprésentées dans les statistiques épidémiologiques. Sidaction soutient donc des actions en direction des femmes. Enfin, les populations exclues – homosexuels, usagers de drogue, détenus, personnes prostituées –, qui sont particulièrement exposées au VIH, ont besoin de programmes ciblés de prévention et d'accès au dépistage et aux soins, ainsi que de protection vis-à-vis des discriminations qui les touchent. Sidaction déploie de nombreux programmes pour ces groupes. Les actions menées en population générale et auprès des publics les plus exposés sont complémentaires et une réponse nécessaire pour espérer relever les enjeux soulevés par cette épidémie au niveau mondial.

Éric Fleutelot

Directeur général adjoint international et porte-parole



Les actions menées par Sidaction



En 2013, Sidaction a financé 120 programmes dans le monde. Cet appui a permis de renforcer la prise en charge médicale, psychologique et sociale des personnes vivant avec le VIH et de leurs familles, de mettre en œuvre des projets de formation, ainsi que de couvrir une partie des coûts administratifs et logistiques des structures partenaires. Au total, ce sont 64 structures situées dans 27 pays de l'union européenne, d'Europe orientale, d'Asie et d'Afrique qui ont été soutenues. Sidaction apporte aussi un soutien technique à ses partenaires. Ce renforcement de capacités peut prendre la forme de formations, mais aussi de projets plus spécifiques à destination des enfants et des adolescents, des populations clés et de la population générale. L'année 2013 a ainsi permis, avec le projet Grandir, de consolider les acquis des six dernières années en matière de suivi médical et psychologique des enfants infectés par le VIH ou exposés au risque de transmission, au sein de 17 associations de 11 pays d'Afrique subsaharienne.

Le lien étroit entre les droits humains et la lutte contre le sida est plus évident que jamais, de nombreuses activités de lutte contre le sida ne pouvant être menées correctement dans des pays où sévissent discriminations, parfois légales, et stigmatisation des personnes séropositives. Sidaction s'est engagée dans la défense des droits de ces populations, notamment lorsqu'elles traversent des crises qui mettent à mal le travail des structures partenaires. Ce fut le cas une nouvelle fois au Cameroun en 2013, où l'association Alternatives Cameroun a subi un incendie criminel, dans le contexte d'une vague d'homophobie très violente. De manière générale, Sidaction a renforcé son action en matière d'accès à la prévention et aux soins pour les populations les plus stigmatisées. Elle a soutenu des associations d'Europe de l'Est travaillant auprès des usagers de drogue et a lancé un nouveau programme dans cinq pays africains pour améliorer l'accès à la prévention et aux soins des minorités sexuelles et de genre, des détenus, des travailleuses du sexe et des usagers de drogue.

Les défis restent immenses, que les acteurs de la lutte contre le sida doivent relever ensemble. Sidaction apporte une expertise internationale et de terrain qui permet aux acteurs locaux de bénéficier de financements adaptés, de conseil et de formation technique. Sidaction identifie les besoins, mais également les réponses et solutions innovantes mises en place par certains acteurs, et mutualise ces expériences pour en faire bénéficier le plus grand nombre au sein de son réseau de partenaires et de bénéficiaires. En lien avec les institutions internationales de santé, Sidaction est capable de créer ou de favoriser des synergies tant locales que mondiales, et d'apporter aux acteurs locaux une expertise pratique. Sidaction, qui est membre du comité de coordination des conférences mondiales sur le sida, a ainsi activement participé à la préparation de la 20^e conférence de Melbourne (Australie) en juillet 2014.

Exemples de projets soutenus à l'international

FORMER LES PROFESSIONNELS DE SANTÉ

Sidaction a consacré 18% de ses financements internationaux à la formation en milieu universitaire, associatif ou au sein de centres de santé décentralisés. En 2013, 17 projets ont permis de former 825 professionnels de santé intervenant dans la prise en charge globale des personnes vivant avec le VIH dans 6 pays d'Afrique subsaharienne et 3 pays d'Europe de l'Est. Parmi ces professionnels, environ 140 exerçant en Afrique subsaharienne ont bénéficié d'une formation diplômante. Sidaction contribue également à la professionnalisation des associations communautaires de lutte contre le sida dans le domaine de la gestion des ressources humaines, par exemple, en partenariat avec l'Institut Bioforce Développement. En mars 2013, 24 responsables d'équipe de 12 associations du Bénin, du Cameroun, du Congo, de Côte d'Ivoire et du Niger ont bénéficié d'une formation dans ce domaine. En Côte d'Ivoire, Sidaction a également soutenu la formation de 30 conseillers communautaires pour un montant de 29 900€, au Cameroun, celle de 24 acteurs de la société civile sur l'éthique de la recherche et des soins et en Russie, Sidaction a permis la formation à distance de 100 acteurs de la société civile impliqués dans la prise en charge des enfants infectés et affectés par le VIH et leurs familles.



SENSIBILISER ET ACCOMPAGNER LES HOMOSEXUELS AU CAMEROUN

La loi est très répressive au Cameroun, sanctionnant les relations homosexuelles entre hommes d'une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement. Créée en 2006, l'association Alternatives Cameroun prend en charge les personnes vivant avec le VIH et victimes de discriminations en raison de leur orientation sexuelle et de leur genre. L'association propose plusieurs approches innovantes, comme l'envoi de SMS pour faire passer régulièrement des messages de prévention auprès des bénéficiaires. Enfin, son offre de soins permet d'améliorer la prise en charge des infections sexuellement transmissibles et du VIH pour ces hommes qui ont souvent des difficultés à consulter dans les services publics, en raison d'une forte stigmatisation. Chaque année, environ 3 800 personnes bénéficient des services d'Alternatives Cameroun, et 90 sont sous traitement antirétroviral.

ENFANTS ET USAGERS DE DROGUE EN ROUMANIE

Dans les années 1980, la pénurie de seringues en Roumanie et de mauvaises procédures médicales ont conduit à la contamination de près de 10 000 enfants. La Roumanie connaît aujourd'hui une épidémie essentiellement concentrée (travailleuses du sexe, usagers de drogue par voie injectable (UDVI), hommes homosexuels, minorité rom et enfants des rues). Près de 29% des nouvelles infections pour le VIH concernent des UDVI, dont le nombre à Bucarest est estimé à 20 000. Et pourtant, l'accès aux tests de dépistage et à la prévention est extrêmement compliqué. ARAS (Asociația Română Anti-Sida) développe des activités de réduction des risques et d'assistance sociale à destination de ce public vulnérable (échanges de seringues, maraudes nocturnes, etc.). L'association a aussi une ligne téléphonique d'information et de conseil sur le VIH et les IST ouverte à la population générale. Avec le soutien de Sidaction, elle a mis

sur pied le premier centre associatif méthadone à Bucarest, ARENA. Par ailleurs, avec un soutien de la Fondation d'entreprise Air France octroyé à Sidaction, un programme "2^e chance" est soutenu en 2013. Ce financement permet de répondre aux besoins prioritaires (santé physique et mentale) de 30 jeunes âgés de 16 à 25 ans (usagers de drogue actifs) et de 70 jeunes femmes vulnérables et/ou mères en matière d'éducation sexuelle et de prévention de l'abandon des enfants. Ces jeunes sont en situation de grande précarité et très vulnérables. Le dépistage, la prise en charge du VIH et des pathologies associées sont gratuits. Enfin, Sidaction a soutenu un programme de formation de professionnels de santé.

ACCÈS À LA SANTÉ EN AFRIQUE ET EN ASIE

En 2013, Sidaction a soutenu 25 associations œuvrant auprès des populations les plus exposées au VIH dans les pays en développement et en transition en Asie, en Afrique, en Europe orientale et dans l'Union européenne. Les usagers de drogue, les travailleuses du sexe, les personnes détenues et les minorités sexuelles et de genre sont souvent en marge du système traditionnel de soins. Or, elles sont les plus touchées par le VIH. C'est pourquoi Sidaction a fait du droit à l'accès à la santé pour ces populations un axe prioritaire en 2013. Un nouveau programme triennal est axé sur la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Mali, le Cameroun et le Burundi. Il apporte un appui technique à 12 associations afin d'améliorer la qualité des soins et l'accompagnement des populations les plus marginalisées. Ce programme est réalisé avec le soutien financier de l'Agence française de développement.



2013, UNE ANNÉE CHARNIÈRE POUR LE PROGRAMME GRANDIR

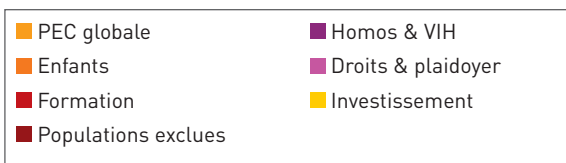
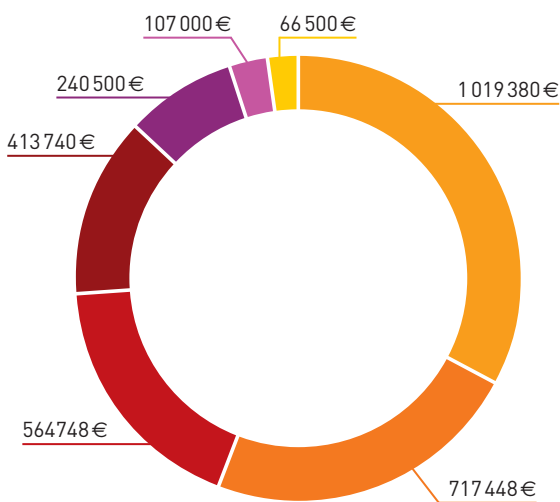
Près de 90 % des enfants infectés par le VIH de moins de 15 ans vivent en Afrique subsaharienne. C'est dans cette région que les cas de transmission du VIH de la mère à l'enfant restent les plus nombreux. Le programme pédiatrique Grandir développé par Sidaction et Initiative Développement, en partenariat avec l'Agence française de développement, la Mairie de Paris et la Fondation Air France, a apporté des réponses pratiques et ciblées à un nombre toujours croissant d'associations. Fin 2013, 4346 enfants et adolescents infectés par le VIH et 1713 nourrissons exposés au risque de transmission étaient suivis par les 17 partenaires du programme répartis dans 11 pays africains. 2013 a marqué l'entrée dans une nouvelle ère pour le programme Grandir. Le double objectif de consolidation des acquis associatifs en matière de prise en charge et d'accompagnement face aux problématiques émergentes est en passe d'être atteint. L'enjeu de ces prochaines années sera d'intervenir en amont du dispositif de PTME, en s'intéressant à la santé de la femme de manière globale, et notamment à celle des adolescentes et jeunes femmes séropositives.



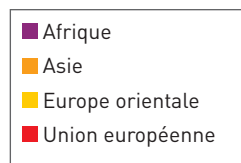
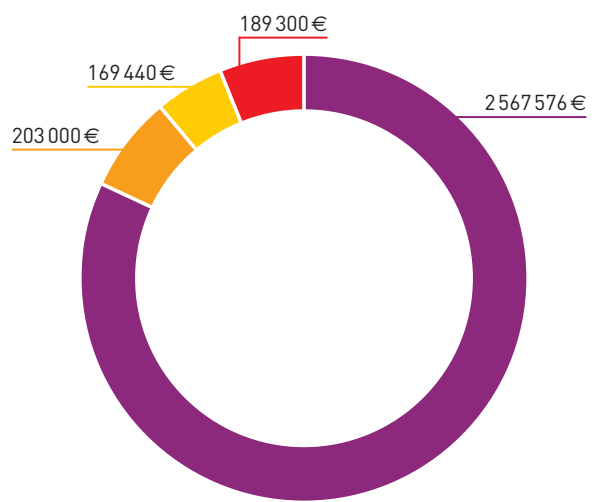
TRAVAILLEURS DU SEXE ET HOMOSEXUELS AU MALI

La clinique des Halles d'Arcad Sida a ouvert en 2010 à Bamako, la capitale du Mali. C'est la première fois qu'un centre de santé offrait des soins gratuits, spécifiques et nocturnes aux travailleuses et travailleurs du sexe et aux hommes ayant des relations homosexuelles. L'équipe d'Arcad Sida permet à ces personnes fortement stigmatisées d'avoir accès à une prise en charge de qualité. Du matériel médical financé par Sidaction a permis à Arcad Sida de développer en 2013 son offre de soins pour les infections sexuellement transmissibles, dont le traitement des conséquences du papillomavirus, auprès de 355 patients. Le soutien de Sidaction a également permis de créer un espace de confiance dans lequel les bénéficiaires sont accueillis sans stigmatisation et peuvent recevoir des soins adaptés.

↓ Répartition des montants versés en 2013



↓ Montants versés par région en 2013



↓ Répartition des fonds par région

1 FRANCE*

110 000 €
2 structures
2 projets

3 AZERBAÏDJAN

29 500 €
3 structures
3 projets

5 UKRAINE

42 000 €
2 structures
3 projets

6 CHINE

70 000 €
2 structures
2 projets

8 NÉPAL

81 000 €
2 structures
2 projets

2 ROUMANIE

79 300 €
2 structures
5 projets

4 RUSSIE

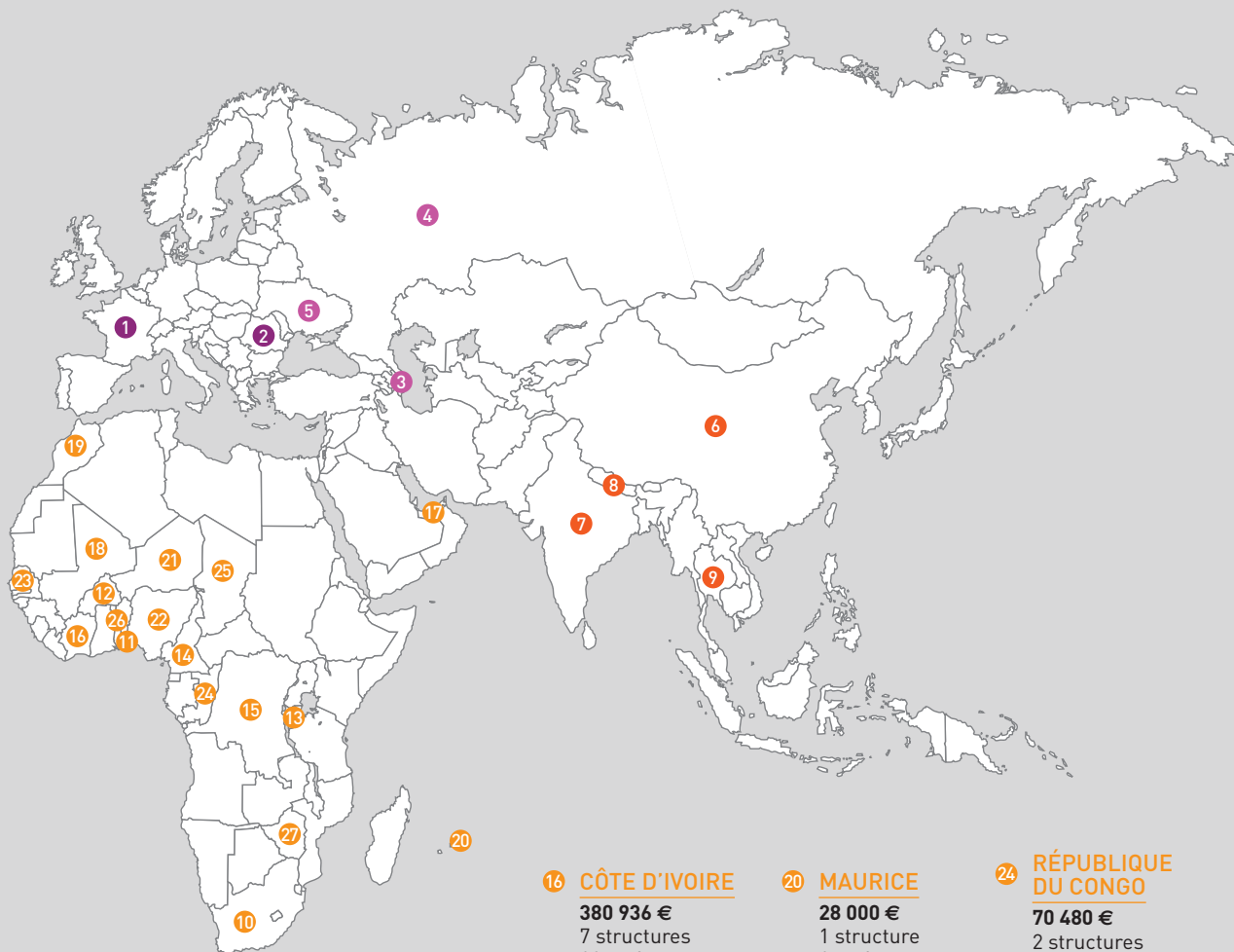
97 940 €
4 structures
5 projets

7 INDE

32 000 €
1 structure
1 projet

9 THAÏLANDE

20 000 €
1 structure
1 projet



16 CÔTE D'IVOIRE

380 936 €
7 structures
11 projets

20 MAURICE

28 000 €
1 structure
1 projet

24 RÉPUBLIQUE DU CONGO

70 480 €
2 structures
3 projets

10 AFRIQUE DU SUD

68 650 €
2 structures
5 projets

13 BURUNDI

483 572 €
2 structures
11 projets

17 DJIBOUTI

32 658 €
1 structure
3 projets

21 NIGER

25 000 €
1 structure
1 projet

25 TCHAD

38 000 €
1 structure
1 projet

11 BÉNIN

68 000 €
1 structure
2 projets

14 CAMEROUN

262 648 €
5 structures
13 projets

18 MALI

256 000 €
3 structures
8 projets

22 NIGERIA

47 400 €
2 structures
3 projets

26 TOGO

206 000 €
5 structures
9 projets

12 BURKINA FASO

468 387 €
7 structures
17 projets

15 CONGO RÉP. DÉM.

54 259 €
2 structures
4 projets

19 MAROC

25 000 €
1 structure
1 projet

23 SÉNÉGAL

15 000 €
1 structure
1 projet

27 ZIMBABWE

37 586 €
1 structure
2 projets

* Programmes menés depuis la France auprès des professionnels de santé des pays en développement.



Je dois aux donateurs et aux chercheurs d'être toujours en vie."
Christine, personne vivant avec le VIH, aux côtés de Sidaction depuis sa création

COMMUNICATION ET COLLECTE

35

Collecte : objectifs atteints en 2013

Nous pouvons être fiers des résultats obtenus : nos objectifs ont été quasiment atteints en matière de collecte de dons privés, de mobilisation et de notoriété. En 2013, Sidaction a renoué avec un niveau de collecte permettant d'honorer tous les engagements de l'association sans baisse des fonds propres pour assurer une continuité des financements.

Malgré un contexte économique défavorable, nous avons veillé à maintenir l'excellence dans nos relations avec :

- nos donateurs, avec lesquels nous devons toujours rester en proximité et en transparence pour les assurer de notre capacité à agir ;
- les bailleurs publics, qui, en période de restriction budgétaire, doivent rester convaincus de l'intérêt de soutenir la lutte contre le sida ;
- et les entreprises, qui nous soutiennent.



SIDACTION 2013 : LES 5, 6 ET 7 AVRIL

Le Sidaction médias est devenu un événement unique en Europe et l'engagement des médias est chaque année de plus en plus fort. De nouvelles chaînes de la TNT nous ont rejoints : D8, D17 et 6ter. Ce sont ainsi 20 médias, qui pendant plus de 72 heures, ont relayé les messages de sensibilisation et de collecte de fonds pour faire de cette nouvelle édition un succès. Mais surtout, ce sont 72 animateurs tous médias confondus qui se sont retrouvés ensemble, pour lancer le Sidaction 2013, tous unis contre le sida... Les mêmes animateurs ont accepté de chanter en duo avec des chanteurs lors de l'émission *Toute la télé chante pour le Sidaction*. En matière de solidarité, la guerre des chaînes n'existe pas ! Un moment rare dans l'histoire des médias.

Ces trois jours sont l'occasion de rappeler que certes les avancées sont bien réelles et concrètes pour les malades (les multithérapies, grâce auxquelles il est désormais possible de vivre durablement avec le sida, la réduction de la transmission du virus de la mère à son bébé), mais que rien ne nous autorise à prédire la fin du sida dans un avenir proche. Tel était le thème de la campagne de ce Sidaction 2013.

Si le contexte et l'actualité sont décisifs lors de l'opération annuelle de collecte, comme en 2012, année marquée par la tenue de l'élection présidentielle en mai, les résultats pour 2013 montrent que les donateurs ont confirmé leur attachement à notre organisation.

Plus de 3000 bénévoles ont aussi été mobilisés pour répondre au 110, notre ligne du don, et pour organiser 300 opérations régionales de collecte : stands d'information, animations de rue, ventes de goodies, événement sportif...

Tous les canaux de collecte sont mobilisés pendant ces trois jours :

- le Web avec un site événementiel "Jeunes chercheurs", car Sidaction les soutient au quotidien afin d'assurer la relève et que la recherche contre le sida se poursuive. Des opérations de webmarketing ont également été menées tout au long de l'événement ;
- le marketing direct avec un mailing de fidélisation et un de réactivation de nos anciens donateurs ;
- la collecte de rue menée par nos bénévoles ;
- le SMS et le 110, la ligne du don.

Le compteur final a affiché un total de 4,5 millions d'euros.



LA COLLECTE HORS SIDACTION

Le marketing direct reste le mode de collecte principal de l'association. Il représente près de 66 % des ressources.

Les chantiers commencés en 2012 (migration de la base de données et de la gestion des dons) se sont achevés et nous permettent aujourd'hui de mieux adapter notre stratégie de collecte.

Notre présence sur les réseaux sociaux a continué à se développer : nous comptons à présent plus de 50 000 fans. Les résultats de collecte *via* le canal Web sont identiques à ceux de 2012 (environ 9 % de la collecte brute). Cependant, pour être au plus proche des préoccupations de nos donateurs, nous avons lancé la refonte de notre site Internet. Le nouveau site sera dévoilé lors du lancement du Sidaction 2014.

Enfin, pour poursuivre son travail de proximité auprès des notaires, Sidaction a une nouvelle fois participé au congrès des notaires, qui s'est tenu à Lyon du 16 au 19 juin.

SIDACTION, MISSION D'INFORMATION

Depuis sa création, Sidaction favorise les rencontres entre disciplines et anime un réseau d'experts. Pour tirer profit de cette richesse, l'association a créé en 2001 le magazine bimestriel *Transversal*, diffusé à 9 000 exemplaires. Destiné aux particuliers et aux professionnels intéressés par le VIH/sida, il rend compte des actualités de la lutte contre le sida dans les domaines de la recherche, de la clinique, des questions sociales, politiques et de droit. Chaque numéro propose un dossier thématique (illustration de couverture) et des sujets variés. Le magazine *Transversal* bénéficie du soutien des laboratoires Gilead Sciences, Janssen Cilag et ViiV Healthcare, de l'agence photographique Roger-Viollet et de la photothèque de l'Institut Pasteur, qui mettent à la disposition de la rédaction leurs fonds photographiques.

Transversal est reconnu comme un magazine de référence dans son domaine.

Sidaction publie également "Les Essentiels" : actes de colloques, guides thématiques et pratiques en coopération avec les services de programmes. Les actualités publiées en ligne complètent ces supports imprimés.

En 2013, Sidaction a publié :

→ **Le guide VIH/sida, comment en parler** (réédition)

Rédigé dans un langage clair et accessible, cet outil est destiné à tous ceux qui veulent comprendre rapidement les enjeux de la lutte contre le sida aujourd'hui et produire des écrits efficaces.

→ **Transversal n° 66 :**

"Emploi et VIH : le grand tabou"

→ **Transversal n° 67 :**

"Contre le sida, ne crions pas victoire trop vite"

→ **Transversal n° 68 :**

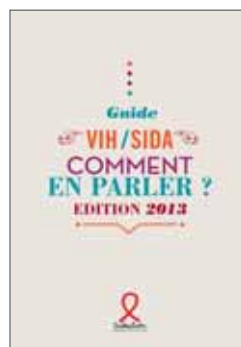
"Contre le sida, il reste tant à faire"

→ **Transversal n° 69 :**

"Afrique du Sud : le renouveau"

→ **Transversal n° 70 :**

"Recherche : l'animal, un modèle nécessaire"



SIDACTION, MISSION DE SENSIBILISATION

En 2004, Sidaction décidait de monter un programme national d'information, de sensibilisation et de prévention sur le VIH/sida spécialement destiné aux 15-25 ans en France : l'opération "Pour la Vie".

Un ensemble d'outils ont été créés et largement diffusés de 2005 à 2008 à l'occasion d'actions menées lors de la Journée mondiale de lutte contre le sida le 1^{er} décembre : établissements scolaires (lycées, centres de formation d'apprentis) et structures locales (associations, missions locales, services municipaux...).

Ces outils ont rencontré un tel succès que des actions parallèles ont été mises en place : participation à des salons dédiés à la jeunesse (Salon de l'éducation et Salon de l'étudiant), organisation d'événements à l'occasion du 1^{er} décembre (séance de sensibilisation dans lycées et collèges), réalisation de deux sondages "Les jeunes et le sida" et "Le regard des parents sur le sida".

En 2009, toujours face à la pression des enseignants, nous mettons en place une nouvelle action basée sur le principe de l'éducation populaire : concours VIH Pocket Films en partenariat avec le CRIPS. Une approche innovante de la prévention basée sur les nouvelles technologies et l'interactivité : le grand public est invité à réaliser des vidéos, tournées avec des téléphones portables, sur les enjeux actuels de la lutte contre le sida autour de quatre thématiques principales : les préservatifs, les prises de risque, l'annonce de la séropositivité et la vie avec le VIH.

L'objectif est d'obtenir des programmes courts reflétant la perception qu'ont les jeunes du VIH et leur niveau de connaissance, afin de créer un nouvel outil pédagogique à destination des enseignants comprenant des fiches pédagogiques.

19 000 structures ont été touchées par l'opération VIH Pocket Films

Nous avons reçu 159 films, dont 12 ont été primés au Festival du pocket film du Forum des images et ont permis d'éditer un nouveau DVD pédagogique, deux ou trois fiches pédagogiques étant associées pour chaque film.

15 OCTOBRE 2013 : NOUVELLE ÉDITION DU CONCOURS VIH POCKET FILMS

Une nouvelle fois, les jeunes de 15 à 25 ans ont été invités à réaliser des films, d'un maximum de deux minutes, traitant des enjeux actuels de la lutte contre le sida : prévention, dépistage, traitements, lutte contre les discriminations, solidarité, annonce du virus, risques...

Au-delà de l'intérêt premier de lutter contre le sida, plusieurs raisons nous ont amenés à reconduire l'opération en 2013 :

- une demande très présente du corps enseignant et des infirmières des établissements scolaires : demande d'information et d'outils pédagogiques pour sensibiliser et organiser des séances de prévention auprès des jeunes ;
- en septembre 2012, France 5 Éducation nous a sollicités pour mettre à jour le site "Le sida & les jeunes" dans le cadre de la refonte de leur site "Curiosphère", qui est devenu un site de référence pour les enseignants dans le cadre du projet "Francetvéducation". Ce nouveau site a été mis en ligne à l'occasion du Salon de l'éducation en novembre 2012. Cette collaboration a montré combien les jeunes étaient mal informés et combien ils minimisaient les risques ;
- le concours s'inscrit également dans le cadre des recommandations du plan national de lutte contre le VIH/sida et les IST 2010-2014, mis en place par la direction générale de la Santé.

Pour cette seconde édition, nous avons bénéficié d'un partenariat avec les ministères de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, de la Justice et des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative, qui ont diffusé l'information au sein de leurs structures.



“ Depuis toujours, Sidaction est organisée pour une efficacité maximale dans l’action autour de valeurs fortes.” *François Dupré, directeur général*

ORGANISATION DE L'ASSOCIATION

41

Nos valeurs

Socle de l'action de Sidaction, les valeurs qui structurent l'association et guident ses actions permettent une réponse appropriée aux besoins des personnes vivant avec le VIH.

→ *Respect des malades*

Les actions de Sidaction bénéficient à toutes les personnes vivant avec le VIH, sans distinction. L'intérêt des malades dicte la stratégie de l'association dans ses choix au quotidien.

→ *Indépendance et impartialité*

Sidaction est financée à 93% par la générosité du public. Son indépendance politique et financière, garantie par ses centaines de milliers de donateurs fidèles, permet à Sidaction d'être libre de ses orientations et de ses décisions.

→ *Une vision globale permanente de la lutte*

Sidaction a toujours eu vocation à rassembler, à agir sur tous les fronts et à répondre aux besoins urgents du terrain. Le conseil d'administration de Sidaction accueille, dans un équilibre et une diversité qui sont le reflet de la multiplicité de ses actions, des militants de la première heure, garants de son histoire et de son engagement, des chercheurs et des acteurs associatifs.

→ *Défense des droits humains*

Respect des personnes, des droits humains, des règles éthiques de recherche, lutte contre les discriminations sont autant de valeurs que Sidaction veut défendre dans toutes ses actions. Sidaction ne transige sur aucun de ces points.

→ *Transparence et rigueur de gestion*

Depuis sa création, Sidaction a instauré des procédures efficaces et rigoureuses, validées par la Cour des comptes, qui sont naturellement toujours en vigueur. Respectueuse de son engagement pris en 1994, Sidaction finance à parts égales les projets d'aide aux malades et de prévention et la recherche et les soins. Elle consacre un ratio important aux missions sociales. Cet engagement est une priorité. La transparence à laquelle s'astreint Sidaction, garantie par la publication annuelle des rapports d'activité et financier, est également exigée des structures soutenues par Sidaction. Chaque année, Sidaction mandate également un cabinet d'audit indépendant, pour contrôler sur place en moyenne 20 associations et structures de recherche.

→ *Respect des donateurs*

Sidaction est financée à 93% par des fonds privés. Elle informe régulièrement les donateurs de ses actions, de l'utilisation de leur don.



→ CONSEIL D'ADMINISTRATION DE SIDACTION

Notre organisation

Sidaction a mis en place une organisation structurée garantissant clarté et efficacité dans l'action. Le conseil d'administration, formé de 22 membres bénévoles impliqués de longue date dans la lutte contre le sida, est constitué de quatre collèges : associatif France, scientifique et médical, international et des personnalités qualifiées, reconnues pour leur connaissance ou leur apport à la lutte contre le sida.

Il est seul décisionnaire des financements alloués. Ses décisions se font selon les recommandations des comités d'experts.

Conseil d'administration

Pierre BERGÉ, Président

Line RENAUD, Vice-présidente

Hugues CHARBONNEAU, Secrétaire général

Edmond-Luc HENRY, Trésorier

Louis GAUTIER, Administrateur,
conseiller maître à la Cour des comptes

Éric FLEUTELOT, Administrateur

Yves DUPONT, Administrateur

→ Collège associatif

Dr Michel OHAYON, Administrateur, le 190

Laure PORA, Administratrice, Act Up-Paris

Christian DOUBRÈRE, Administrateur, le Kiosque
Info Sida

Dr Carine FAVIER, Administratrice, Planning familial

Bruno SPIRE, Administrateur, Aides

→ Collège scientifique et médical

Pr Françoise BARRÉ-SINOUSI, prix Nobel
de médecine et de physiologie 2008, Institut Pasteur

Pr Jean-François DELFRAISSY, Administrateur,
hôpital de Bicêtre

Dr Éric BILLAUD, Administrateur, SFLS

Dr Renaud BECQUET, PhD, Administrateur, Inserm

Pr Christine ROUZIUX, Administratrice,
hôpital Necker

→ Collège international

Jeanne GAPIYA-NIYONZIMA, Administratrice, ANSS
(Burundi)

Pr Hakima HIMMICH, Administratrice, ALCS
(Maroc)

Martine SOMDA, Administratrice, REVS+
(Burkina Faso)

Nicolas RITTER, Administrateur, association PILS
(île Maurice)

Dr Gilles RAGUIN, Administrateur, GIP ESTHER.

Dr Constance DELAUGERRE, Présidente du comité
scientifique et médical

Jean-Régis PLOTON, Président du comité
associatif sida

Pascal OBISPO, membre d'honneur

Merci aux administrateurs dont le mandat a pris fin en 2013 :

Dr Odile PICARD, Administratrice, Dessine-moi un mouton

Dr Philippe MSELATTI, Administrateur, IRD (Cameroun)

*Issoufou TIENDREBEOGO, Administrateur, African Solidarité
(Burkina Faso).*

Conseil scientifique et médical

Il est composé de 26 membres cliniciens en activité dans des services de maladies infectieuses ou d'immunologie clinique, de chercheurs investis dans des travaux de recherche fondamentale, appliquée ou en sciences sociales et de deux représentants d'associations de malades.

Ces experts apportent au conseil d'administration l'éclairage scientifique nécessaire à une bonne étude des demandes, évaluent les résultats obtenus par les programmes soutenus par Sidaction et collaborent aux activités d'information et de vulgarisation scientifique de l'association.

→ Présidente

Dr Constance DELAUGERRE* – Laboratoire de virologie de l'hôpital Saint-Louis, Inserm U941, faculté de médecine Paris-Diderot – Paris

→ Membres

Dr Geneviève BECK-WIRTH – Département d'hématologie clinique – Hôpital Émile-Muller – Mulhouse

Dr Anne-Sophie BEIGNON⁽¹⁾ – Service d'immuno-virologie (SIV), Institut des maladies émergentes et des thérapies innovantes (iMETI), CEA & UMR E1 Université Paris 11 – Fontenay-aux-Roses

Dr Marc BESSIN⁽²⁾ – Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (IRIS) – EHESS Paris

Dr Guislaine CARCELAIN – Laboratoire d'immunologie cellulaire et tissulaire – Inserm U543 – Hôpital de la Pitié-Salpêtrière – Paris

Dr Andrea CIMARELLI – Laboratoire de virologie humaine – Inserm U758 – École normale supérieure de Lyon

Pr Pierre DELOBEL⁽¹⁾ – Unité Inserm 1043 Centre de physiopathologie de Toulouse Purpan – CHU de Toulouse

Dr Rosemary DRAY-SPIRA* – Centre de recherche en épidémiologie et santé des populations – Inserm U1018 – Hôpital Paul-Brousse, Villejuif

Dr Stéphane EMILIANI⁽⁴⁾ – Département des maladies infectieuses – Institut Cochin – Paris

Pr Roger GUEDJ – Laboratoire de chimie bioorganique – CNRS UMR 6001 – faculté des sciences – Nice

Jean-Pierre FOURNIER⁽¹⁾ – Actions Traitements/TRT-5 – Paris

Dr Claire HIVROZ⁽³⁾ – Laboratoire d'immunité et cancer – Institut Curie – Paris

Dr Nolwenn JOUVENET – CNRS URA 3015 – Département de virologie – Institut Pasteur – Paris

Dr Karine LACOMBE⁽¹⁾ – Service de maladies infectieuses et tropicales – Hôpital Saint-Antoine – Paris

Pr Jean-Daniel LELIÈVRE* – Service d'immunologie clinique – Hôpital Henri-Mondor – Créteil

Pr Vincent LEMOING⁽⁴⁾ – Service des maladies infectieuses et tropicales – Hôpital Gui-de-Chauliac – Montpellier

Dr Nicolas MANEL* – Groupe immunité innée chez l'Homme – Inserm U932 – Institut Curie – Paris

Dr Florence MARGOTTIN-GOGUET – Interférences moléculaires virus-cellule, département de biologie cellulaire et interactions hôtes pathogènes – Institut Cochin – Paris

Dr Christiane MOOG – Physiopathologie du système nerveux – Inserm UMR S 575 – Centre de neurochimie – Strasbourg

Dr Matteo NEGRONI – Laboratoire architecture et réactivité de l'ARN – Institut de biologie moléculaire et cellulaire – Strasbourg

Dr Hélène POLLARD⁽¹⁾ – Association Solensi, membre du TRT-5, Paris

Dr Marc RUFF⁽⁴⁾ – Département de biologie structurale et de génomique – IGBMC – Illkirch

Dr Asier SAEZ CIRION⁽¹⁾ – Institut Pasteur, unité de régulation des infections rétrovirales, Paris

Dr Bernard TAVERNE – UMI 233 TransVIHMI, IRD, Montpellier/Dakar

Pr Naomi TAYLOR – Groupe d'immunomodulation et immunothérapie – CNRS UMR 5535 – IGMM – Montpellier

Dr Linda WITTKOP⁽¹⁾ – Service d'information médicale du CHU de Bordeaux – Inserm U897, université de Bordeaux – ISPED – Bordeaux

Les experts qui ne siègent plus au comité au 1^{er} juin 2014, mais qui étaient membres en 2013 :

Georges POINT – Dessine-moi un mouton / TRT-5 – Pantin

Frank RODENBOURG – Action Traitements / TRT-5 – Pantin

Démissions en 2013 :

Dr Rodolphe THIÉBAUT – Institut d'épidémiologie, santé publique et développement – Inserm U897 – Université Victor-Segalen Bordeaux 2 – Bordeaux

Pr Jean-Paul VIARD – Unité fonctionnelle de thérapeutique en immuno-infectiologie (T2i) – Centre de diagnostic et de thérapeutique – Hôtel-Dieu – Paris*

Démission en 2014 :

Pr Vinh-Kim NGUYEN – Fondation Maison des sciences de l'homme (FMSH), Paris

* Membres de la commission permanente

(1) 8 nominations en 2013

(2) 1 nomination en 2014 (CA du 18 mars 2014)

(3) 1 renouvellement de mandat en 2013

(4) 3 renouvellements de mandat en 2014 (CA du 18 mars 2014)

Comité Qualité de vie et qualité de soins

Jean-Baptiste BOLLENS – Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé, Paris

Hélène BOUDE-HEN – Association ReVih, centre hospitalier de Mulhouse

Dr Agnès CERTAIN – Hôpitaux universitaires Paris-Nord Val-de-Seine – Hôpital Bichat-Claude-Bernard, Paris

Dr Martin DURACINSKY – Hôpital Saint-Louis, Paris

Jean-Luc ECOBICHON – Corevih Île-de-France Ouest

Marie EICHELBRENNER – Association D'un Monde à l'autre, Saint-Gely-du-Fesc

Dr Catherine FAGARD – Université Victor-Segalen Bordeaux 2

David FRIBOULET – Institut Alfred-Fournier, Paris

Dr Nicolas GRUAT – ACT, Aurore, Pontoise

Olivia LENOIRE – Association Entr'Aids, Lyon

Ève PLENEL – Associations Arcat et le Kiosque Info Sida et Toxicomanies, Paris

Marie-Hélène TOKOLO – Association Marie-Madeleine, Versailles

Céline VILDER – ACT 94, fondation Maison des Champs, Le Kremlin-Bicêtre

Comité associatif

Il est composé de 24 personnes qualifiées : acteurs du secteur sanitaire et social, médecins, soignants, militants associatifs, tous œuvrant au sein d'associations françaises locales ou nationales. Ces experts étudient les demandes de financement faites par les associations françaises de lutte contre le sida et forment des propositions au conseil d'administration.

Jean-Régis PLOTON – Autres Regards, Marseille, président du comité

Geneviève BARATON – Mijaos, Paris, vice-présidente du comité

Karine ADAM – Bruges

Vincent AUTIN – LGB Montpellier, Montpellier

Éric BARTHÉLEMY – Sol en Si, Paris

Jean-Pierre BIBARD – Le Château-d'Olonne

Hortense BLÉ – Uraca, Paris

Marc BRISSON – Office départemental de prévention du sida, Grenoble

Christine ETCHEPARE – Arcat, Paris

Murièle CONORT – La Marmite, Bondy

Katherine DANIEL – Adis, Dunkerque

Omar DIOP – Grigny

Patricia ENEL – Corevih PACA Ouest Corse, Marseille

Florence GARCIA – Cabiria, Lyon

Anne GUERIN – MAS Francis de Pressensé, Saint-Denis

Sylvain GUILLET – Enipse Midi-Pyrénées-Limousin, Toulouse

Caroline MARTIN – Les Amis du bus des femmes, Paris

Max MELIN – Entraide Gwadeloup', Abymes, Guadeloupe

Abdou NDIAYE – Aremedia, Paris

André JEAN RÉMY – UCSA, Perpignan

Giovanna RINCON – Acceptess-T, Paris

Bernadette RWEGERA – Ikambere, Saint-Denis

Antoine SIMON – Aides, Marseille

Nathalie VALLET – Arapej 93, Montreuil

Alain VOLNY-ANNE – SOS Hépatites, Paris

Arthur VUATTOUX – Act Up-Paris, Paris

ORGANISATION DE L'ASSOCIATION

Comité international

Il est composé de 22 membres, experts des programmes internationaux de lutte contre le sida. Ils sont chargés d'instruire les demandes de financement faites à Sidaction dans le cadre des appels à projets internationaux. Pour l'appel à projets Formation, un comité spécialisé s'adjoit au comité international.

→ Membres

Dr Emma ACINA – Solidarité féminine – Djibouti
Dr Camille ANOMA – Espace Confiance – Côte d'Ivoire
Benjamin CLAPHAM – AMFAR – États-Unis
Fabrice CLOUZEAU – Sida Info Service – France
Nicoleta DASCALU – ARAS – Roumanie
Dr Joseph ESSOMBO – Elizabeth Glazer Pediatric Aids Foundation – Côte d'Ivoire
Dr Alice GOUGOUNON – Consultante – Canada
Christine KAFANDO – MAS – Burkina Faso
Othman MELLOUK – ALCS – Maroc
Candide KAYONDE – ANSS – Burundi
Dr Agathe DE LAUSANNE – Hôpital Robert-Debré – France
Karine POUCHAIN-GRÉPINET – Fondation de France – France
Hélène ROGER – SOLTHIS – France
Yvonne TAVI – Consultante – Togo
Alexander TSEKHANOVICH – Humanitarian Action – Russie
Yves YOMB, Alternatives Cameroun - Cameroun
Émilie HENRY – GIP ESTHER – France
Dr Fabienne HEJOAKA – Centre IRD de Montpellier – France
Dr Laurent HIFLER – Appétit ThérapÉthique – France
Dr Jean-François SOMÉ – PASCI/PNUD – Togo
Dr Louise-Hortense AKA DAGO-AKRIBI – Université Félix-Houphouët-Boigny – Côte d'Ivoire

Comité formation

Dr Emma ACINA – Solidarité féminine – Djibouti
Anne BEUGNY – ESTHER – France
Jacques CHAPALAIN – Hôpital Tenon – France
Charlotte DÉZÉ – Consultante – Burkina Faso
Pr Joseph DRABO – Université de Ouagadougou – Burkina Faso
Dr Joseph ESSOMBO – Elizabeth Glazer Pediatric Aids Foundation – Côte d'Ivoire
Madina KOUYATE – Arcad Sida – Mali
Dr Françoise LINARD – Hôpital Tenon – France
Pr Sophie MATHERON – CHU Bichat-Claude-Bernard – France
Marie-Josée MBUZENAKAMWE – FHI – Djibouti
Guy-Bertrand TENGPÉ – 3SH – Cameroun
Dr Abdon Olympe GOUDJO – PASST-AFD, ministère de la Santé publique – Tchad

L'équipe salariée au 1^{er} juin 2014

→ Direction générale

François DUPRÉ – Directeur général
Robert LEBRUN – Responsable ressources humaines et juridique
Lynda DODO – Assistante administrative

→ Service administratif et financier

Michel WILMET – Directeur administratif et financier
Maryse LE PALMEC – Comptable
Séverine FOURAN-PERALTA – Contrôleur de gestion programmes associatifs
Marie NAQUET – Responsable de l'unité appel à projets, gestion et finances
To-chau TRAN – Chargée de gestion administrative et financière des programmes internationaux
Benoît DESMIDT – Contrôleur de gestion siège et programmes internationaux

→ **Service collecte et communication**

Christine TABUENCA – Directrice collecte et communication

Marion PALM – Assistante de direction

Sophie ODEH – Attachée de presse*

Neijma LECHEVALLIER – Responsable du pôle éditorial/Rédactrice en chef

Francis GIONTI – Responsable relations presse

Bérénice PIERSON – Chargée de communication

Virginie MAUJEAN – Responsable marketing direct

Miassa AIMENE – Webmarketeur

Christelle MUNDALA – Responsable relations donateurs

Mélanie DESPREZ – Chargée de marketing

Carole GRILLE-LUCAS – Responsable legs, donations, assurances vie et mécénat financier

Thomas GAUTIER-LALLIA – Responsable événementiel et partenariat (non financier)

Françoise GODARD – Responsable des opérations de collecte (organisées par des tiers)

→ **Service des programmes scientifiques et médicaux**

Nadia ABID – Responsable des financements programmes scientifiques et médicaux

Vincent DOURIS – Responsable des programmes Qualité de vie et qualité des soins

Therena DIALLO – Assistante administrative, financement programmes Jeunes chercheurs

Sophie LHUILLIER – Chargée de communication scientifique

Veronica NOSEDA – Responsable recherche en sciences sociales, programmes scientifiques et médicaux

→ **Service des programmes associatifs :**

Marc DIXNEUF – Directeur des programmes associatifs France

Séverine DJOUADA – Assistante administrative programmes associatifs France

Frédérique VIAUD – Responsable programmes régionaux/ Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, La Réunion, Centre, Alsace

Jennifer COUBARD – Responsable programmes régionaux/ Nord-Pas-de-Calais, Bretagne, Pays de la Loire, Aquitaine, Corse, PACA, Languedoc-Roussillon, DFA

Corinne LE HUITOUZE – Responsable programmes régionaux IDF

Ridha NOUIOUAT – Responsable programmes/ VIH et Hépatites en milieu carcéral

Sandrine FOURNIER – Responsable programmes Prévention gay

→ **Service des programmes internationaux**

Éric FLEUTELOT – Directeur général adjoint international

Loanie BRUNEEL – Assistante logistique et administrative

Charline LASCARIDES – Assistante logistique et administrative*

Clémentine LACROIX – Responsable des programmes Formation

Florence THUNE – Responsable de l'unité Renforcement des capacités

Laura MARTELLI – Responsable programmes Populations exclues

Réjane ZIO – Responsable programmes Santé de la mère et de l'enfant

Alexandre MAUCHE – Assistant programmes Homosexualité et VIH en Afrique

** Contrat à durée déterminée.*

Mille mercis à tous les stagiaires qui, en 2013, sont venu renforcer les différentes équipes :

Jasmin TIGIL, Victoria PEDOT CARBONNE, India DABON, Philippe LEBAILLY.



2013 est l'année de la stabilisation budgétaire : nous poursuivons nos actions pour la recherche et les malades." *Edmond-Luc Henry, trésorier*

RAPPORT FINANCIER

49

2013 : année de la stabilisation budgétaire

Après deux années de déficit significatif, l'objectif de l'année 2013 était de positionner l'association dans un budget de ressources et d'emploi équilibré, avec un ratio de missions sociales important, de conserver une structure de ressources en très grande majorité dépendante de ressources privées.

Cet objectif est globalement atteint, comme en témoignent les données ci-dessous :

- 1) Le budget global des ressources de l'association est de 17 millions d'euros ;
- 2) Les ratios d'utilisation des fonds respectent les règles d'usage et se définissent comme suit :
 - la part consacrée aux missions sociales représente 68 % des emplois ;
 - la part consacrée aux frais de collecte représente 24 % des emplois ;
 - la part consacrée aux frais de fonctionnement représente 8 % des emplois ;
- 3) Le résultat 2013 est proche de l'équilibre, avec un déficit de 370 000 €, correspondant à 2 % du budget ;
- 4) Les ressources de l'association sont à 93 % d'origine privée.

Sidaction accorde une très grande importance au contrôle des fonds distribués par l'association. Outre le renforcement de l'équipe interne dédié au contrôle, Sidaction a de nouveau, cette année, comme par le passé, fait appel à un cabinet d'audit indépendant pour contrôler 24 structures, laboratoires de recherche ou associations ayant bénéficié de financements de la part de Sidaction ces dernières années. Ces contrôles permettent de vérifier que les fonds ont bien été utilisés conformément aux conventions passées avec les structures, et que celles-ci sont bien dotées des outils de suivi et de gestion adaptés.

En 2014, Sidaction célébrera ses 20 ans d'existence. À cette occasion, confrontée à une épidémie toujours présente, elle espère pouvoir davantage sécuriser son modèle économique pour être à même de répondre à l'avenir, et dans la longue durée, à une mobilisation et à l'octroi de ressources indispensables à la recherche et au soutien des malades en France et dans le monde.

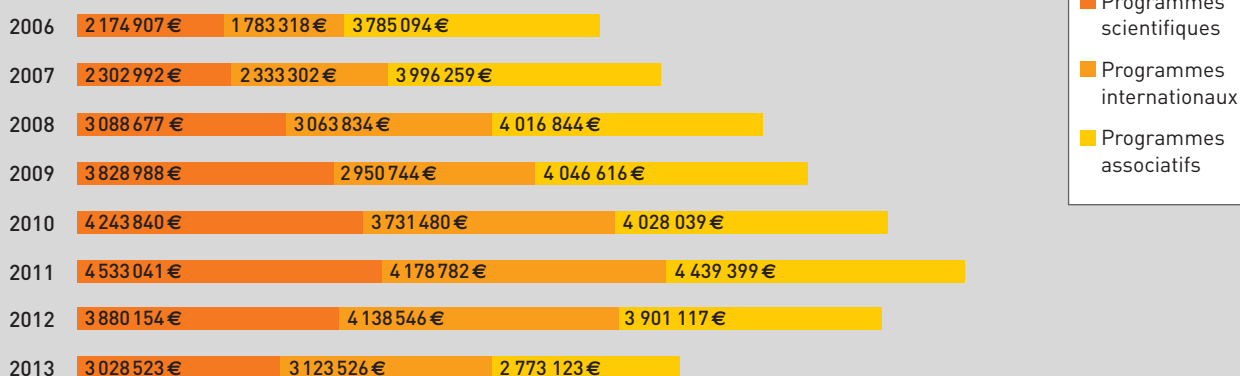
Edmond-Luc Henry

Trésorier



↓ Évolution des transferts financiers depuis 2006

Source : comptes de résultat 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013.

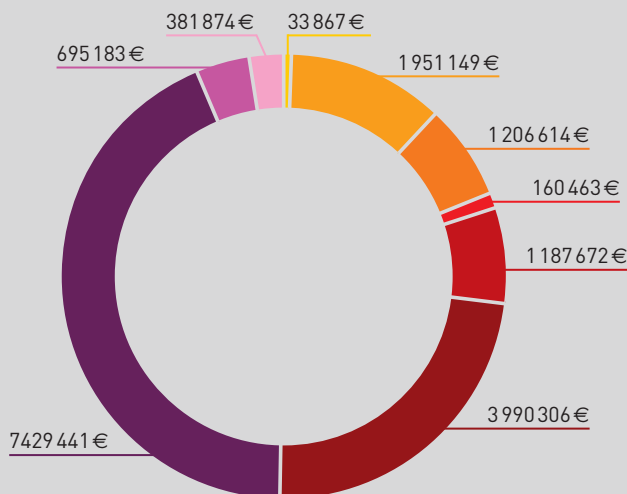


- Programmes scientifiques
- Programmes internationaux
- Programmes associatifs

↓ Ressources collectées en 2013

Répartition par type de ressources conformément au compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public.

Total des ressources de l'exercice inscrites au compte d'emploi : **17 036 568 €**

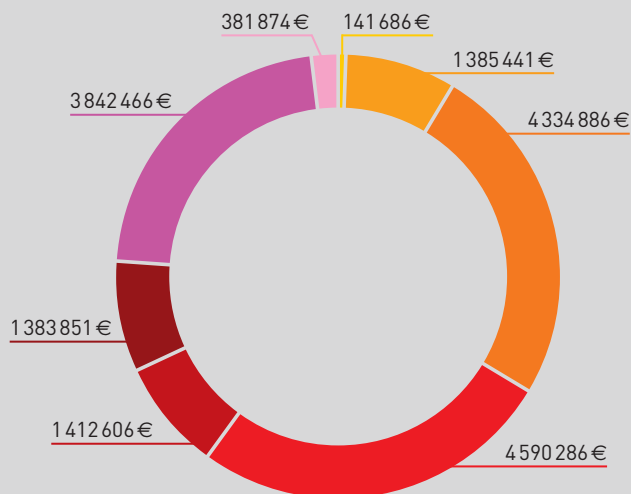


- Fonds de Line Renaud : 33867 €
- Fonds de dotation Pierre Bergé : 1951149 €
- Partenariats et événements : 1206614 €
- Legs : 160463 €
- Financements publics : 1187672 €
- Sidaction médias : 3990306 €
- Marketing direct et relations donateurs : 7429441 €
- Collecte Web : 695183 €
- Autres produits et reprises de provisions : 381874 €

↓ Emploi des ressources

Répartition de l'emploi des ressources collectées conformément au compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public.

Total des emplois de l'exercice inscrits au compte d'emploi : **17 406 792 €**



- Coûts indirects liés aux missions sociales : 141686 €
- Actions de lutte contre le sida menées par l'association : 1385441 €
- Financement des programmes d'aide aux malades : 4334886 €
- Financement des programmes de recherche : 4590286 €
- Suivi des financements, conseil et formation : 1412606 €
- Administration de l'association : 1383851 €
- Dotations aux provisions : 0 €
- Frais d'appel à la générosité du public : 3842466 €
- Frais de recherche de fonds privés : 315570 €

Bilan de Sidaction au 31 décembre 2013

ACTIF	Brut 2013	Amortissements et provisions	Net 2013	Net 2012
Actif immobilisé	1 765 539 €	507 766 €	1 257 773 €	1 193 191 €
<i>Immobilisations incorporelles</i>	76 960 €	76 960 €	-	2 346 €
<i>Immobilisations corporelles</i>	1 548 247 €	430 806 €	1 117 441 €	1 138 622 €
<i>Immobilisations financières</i>	52 175 €	-	52 175 €	52 223 €
<i>Immobilisations en cours</i>	88 157 €	-	88 157 €	-
Actif circulant	3 638 887 €	-	3 638 887 €	4 353 685 €
<i>Stocks</i>	75 148 €	-	75 148 €	50 081 €
<i>Avances et acomptes versés</i>	13 919 €	-	13 919 €	20 720 €
<i>Créances</i>	12 215 €	-	12 215 €	35 681 €
<i>Autres</i>	34 404 €	-	34 404 €	90 226 €
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	2 240 682 €	-	2 240 682 €	2 764 633 €
<i>Disponibilités</i>	1 262 520 €	-	1 262 520 €	1 392 343 €
Comptes de régularisation	164 883 €	-	164 883 €	151 523 €
<i>Charges constatées d'avance</i>	164 883 €	-	164 883 €	151 523 €
TOTAL ACTIF	5 569 309 €	507 766 €	5 061 543 €	5 698 399 €
Stock de legs en cours	895 800 €	-	-	-

PASSIF	Brut 2013	Amortissements et provisions	Net 2013	Net 2012
Fonds propres	2 070 665 €	-	2 070 665 €	2 070 665 €
<i>Réserves statutaires</i>	46 175 €	-	46 175 €	46 175 €
<i>Autres réserves</i>	2 024 490 €	-	2 024 490 €	2 024 490 €
Résultat	(370 224 €)	-	(370 224 €)	(3 384 281 €)
Provisions pour risques et charges	87 368 €	-	87 368 €	157 368 €
Fonds dédiés	745 008 €	-	745 008 €	1 147 249 €
Dettes	1 904 233 €	-	1 904 233 €	1 585 690 €
<i>Dettes fournisseurs</i>	912 027 €	-	912 027 €	496 556 €
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	992 206 €	-	992 206 €	1 020 704 €
<i>Autres dettes</i>	-	-	-	68 430 €
Comptes de régularisation	624 493 €	-	624 493 €	737 427 €
<i>Produits constatés d'avance</i>	624 493 €	-	624 493 €	737 427 €
TOTAL PASSIF	5 061 543 €	-	5 061 543 €	5 698 399 €

Compte de résultat de Sidaction au 31 décembre 2013

	2013 (12 mois)	2012 (12 mois)
Produits d'exploitation	16 475 726 €	16 837 311 €
<i>Ventes de marchandises</i>	17 743 €	18 194 €
<i>Subventions d'exploitation</i>	1 187 672 €	915 309 €
<i>Reprises sur provisions et transferts de charges</i>	70 000 €	319 575 €
<i>Dons, droits et autres produits</i>	15 200 312 €	15 584 233 €
Charges d'exploitation	17 377 652 €	20 301 137 €
<i>Charges courantes et de collecte</i>	4 751 973 €	4 239 342 €
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	312 255 €	337 934 €
<i>Salaires et traitements</i>	2 094 067 €	2 321 242 €
<i>Charges sociales</i>	1 006 963 €	1 187 520 €
<i>Dotations aux amortissements</i>	28 140 €	41 204 €
<i>Dotations aux provisions</i>	-	20 000 €
<i>Financements versés</i>	8 912 614 €	11 900 180 €
<i>Autres charges</i>	271 640 €	253 714 €
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(901 926 €)	(3 463 826 €)
Produits financiers	10 759 €	31 193 €
<i>Produits nets sur cession de SICAV</i>	2 206 €	24 484 €
<i>Autres produits financiers</i>	8 552 €	6 709 €
Charges financières	133 €	1 €
<i>Intérêts et charges assimilées</i>	133 €	1 €
RÉSULTAT FINANCIER	10 626 €	31 192 €
Produits exceptionnels	1 380 €	740 €
<i>Produits sur opérations de gestion</i>	1 380 €	740 €
Charges exceptionnelles	29 007 €	1 544 €
<i>Charges sur opérations de gestion</i>	29 007 €	1 544 €
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(27 627 €)	(128 €)
SOLDE INTERMÉDIAIRE	(918 928 €)	(3 432 762 €)
<i>Reprise sur fonds dédiés</i>	17 955 496 €	20 350 487 €
<i>Affectation aux fonds dédiés</i>	17 036 568 €	16 917 725 €
EXCÉDENT / DÉFICIT	0 €	0 €
<i>Total des produits</i>	17 036 568 €	16 917 725 €
<i>Total des charges</i>	17 406 792 €	20 302 006 €
Résultat profit (perte)	(370 224 €)	(3 384 281 €)

Annexes aux comptes de Sidaction

Exercice clos le 31 décembre 2013

Dérogations, modifications aux principes et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis et présentés conformément au plan comptable particulier des associations et fondations. Aucune dérogation ou modification aux principes et méthodes comptables n'a été mise en place au cours de l'exercice 2013. Le compte d'emploi annuel des ressources est établi conformément au règlement du Comité de la réglementation comptable n° 2008-12 du 7 mai 2008, homologué par arrêté du 11 décembre 2008.

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

Actif

→ Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes

Total au	Acquisitions	Diminutions	Total au
31/12/2012	2013	2013	31/12/2013
76 960 €	0 €	0 €	76 960 €

Amortissements

Total au	Dotations	Diminutions	Total au
31/12/2012	2013	2013	31/12/2013
74 613 €	2 347 €	0 €	76 960 €

(Amortissement linéaire sur durée de vie du bien)

→ Immobilisations corporelles

La durée réelle d'utilisation des immobilisations corporelles est prise en compte comme base de calcul. Les durées d'amortissement sont donc les suivantes :

- 5 ans pour les travaux et les imprimantes ;
- 3 ans pour les ordinateurs fixes ;
- 3 ans pour le mobilier de bureau ;
- 2 ans pour les ordinateurs portables.

Construction de l'association

Valeurs brutes

Total au	Acquisitions	Diminutions	Total au
31/12/2012	2013	2013	31/12/2013
1 090 997 €	0 €	0 €	1 090 997 €

(Non amortissable - œuvre d'art)

Installations du siège de l'association

Valeurs brutes

Total au	Acquisitions	Diminutions	Total au
31/12/2012	2013	2013	31/12/2013
202 840 €	0 €	0 €	202 840 €

Amortissements

Total au	Dotations	Diminutions	Total au
31/12/2012	2013	2013	31/12/2013
173 370 €	16 809 €	0 €	190 179 €

(Amortissement linéaire sur durée de vie du bien)

Matériel informatique

Valeurs brutes

Total au 31/12/2012	Acquisitions 2013	Diminutions 2013	Total au 31/12/2013
224 217 €	4 613 €	0 €	228 830 €

(Amortissement linéaire sur durée de vie du bien)

Amortissements

Total au 31/12/2012	Dotations 2013	Diminutions 2013	Total au 31/12/2013
206 061 €	8 986 €	0 €	215 047 €

Mobilier de bureau

Valeurs brutes

Total au 31/12/2012	Acquisitions 2013	Diminutions 2013	Total au 31/12/2013
25 580 €	0 €	0 €	25 580 €

(Amortissement linéaire sur durée de vie du bien)

Amortissements

Total au 31/12/2012	Dotations 2013	Diminutions 2013	Total au 31/12/2013
25 580 €	0 €	0 €	25 580 €

→ Immobilisations financières

Ce montant correspond principalement au dépôt de garantie versé par l'association pour ses locaux administratifs. Il s'agit donc de créances à plus d'un an.

→ Stocks

Les stocks s'élèvent à 75 148 €, à la fois pour la boutique et pour les opérations régionales.

→ Avances et acomptes versés

Les avances et acomptes versés s'élèvent à 13 919 €. Ils comprennent essentiellement une avance de 11 306 € à notre partenaire ID sur le projet Grandir. À cela s'ajoutent des avances consenties à certains salariés se déplaçant à l'étranger ou dans les DOM-TOM et en vue du congrès des notaires.

→ Créances

Les créances s'élèvent à 12 215 €. Elles concernent les postes suivants :

- Sidaction 2013 : 3 779 €;
- Sacem : 4 018 €;
- Dîner de la mode 2012 : 1 800 €;
- Diverses refacturations : 2 618 €.

→ Autres créances

Les autres créances, d'un montant de 34 404 €, correspondent notamment à :

- des produits à recevoir et des restitutions pour 10 266 €;
- de la formation pour 18 899 €;
- des créances diverses pour 5 239 €.

Toutes les créances ont une échéance de moins d'un an.

→ Valeurs mobilières de placement

Le stock de valeurs mobilières de placement constaté au 31 décembre 2013 représente une valeur liquidative totale de 2 240 682 €.

La plus-value latente de fin d'année est non significative.

RAPPORT FINANCIER

→ Disponibilités

Les disponibilités sont constituées :

- des valeurs à l'encaissement de dons reçus au mois de janvier 2014 mais datés de l'année 2013, pour un montant de 686 427 € ;
- des comptes bancaires et postaux courants de l'association, qui affichent une valeur globale de 574 267 € ;
- de la caisse, pour un montant de 1 826 €.

→ Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 164 883 €. Il s'agit :

- des contrats d'abonnement et de maintenance courant sur plusieurs exercices, des assurances et des loyers du premier trimestre, pour un montant de 92 835 € ;
- des voyages 2014 réglés en 2013, pour 7 841 € ;
- des charges de communication (conseils et opérations régionales 2014), pour 56 507 € ;
- autres charges diverses, pour 7 700 €.

Passif

→ Fonds propres

La dotation statutaire de 46 175 € est maintenue. La réserve votée par l'assemblée générale en 1998 (1 524 490 €) a été augmentée d'une partie du résultat 2007 pour 500 000 € par l'assemblée générale en 2008, elle s'élève à 2 024 490 €.

Le résultat fait l'objet d'une affectation aux fonds dédiés décidée par le CA, pour une moitié aux programmes de recherche et pour l'autre moitié aux programmes associatifs, conformément aux statuts de l'association.

Le détail des fonds propres est présenté dans le tableau suivant :

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise				
<i>Valeur du patrimoine intégré</i>				
Fonds statutaires	46 175 €	0 €	0 €	46 175 €
<i>Apports</i>				
<i>Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés</i>				
<i>Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables</i>				
Écarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves				
<i>Réserves indisponibles</i>				
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>				
<i>Réserves réglementées</i>				
Autres réserves	2 024 490 €			2 024 490 €
TOTAL FONDS PROPRES	2 070 665 €	0 €	0 €	2 070 665 €

→ Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges, d'un montant de 87 368 €, correspondent à deux procédures d'appel.

Total au 31/12/2012	Acquisitions 2013	Diminutions 2013	Total au 31/12/2013
157 368 €	0 €	70 000 €	87 368 €

→ Dettes

Les dettes fournisseurs (912 027 €) correspondent à des frais du dernier trimestre 2013 dont le règlement interviendra en 2014 (668 940 €), à des factures non parvenues (164 374 €) et à des engagements envers nos partenaires (78 713 €).

Les dettes fiscales, sociales et autres dettes (992 206 €) correspondent :

- aux charges salariales du quatrième trimestre 2013, réglées en 2014 (209 073 €);
- à des remboursements CPAM (2 206 €);
- à des tickets-restaurant (3 538 €);
- aux charges fiscales 2013, réglées en 2014 (60 055 €);
- aux provisions pour congés payés et compte épargne temps (719 953 €);
- à la provision pour prime de précarité sur les CDD en cours au 31/12/2013 (4 525 €);
- autres salaires (68 €);

Toutes les dettes ont une échéance de moins d'un an.

→ Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 624 493 €. Il s'agit de produits encaissés en 2013 pour des projets 2014 correspondant à :

- une subvention de l'Agence française de développement pour 154 964 €;
- une subvention de la Mairie de Paris pour 295 000 €;
- des fonds reçus dans le cadre du Dîner de la mode 2014 pour 96 400 €;
- Unitaid pour 30 920 €;
- IAS pour 33 660 €;
- Areva pour 12 650 €;
- ANRS pour 899 €.

Engagements hors bilan

→ Missions sociales

Dans la procédure d'attribution de financements, les engagements du conseil d'administration ne deviennent exécutoires qu'à compter de la signature d'une convention de financement avec le tiers destinataire des fonds. Toutefois, il a paru utile de faire figurer ici l'ensemble des décisions du conseil d'administration portant sur les financements. En 2013, les engagements sont donc les suivants :

	Fonds prévention et aide aux malades	Fonds recherche
Solde des soutiens financiers à verser au 31/12/2012	4 394 208 €	6 528 154 €
Engagements nouveaux de l'exercice 2013	3 829 447 €	3 005 916 €
Versements effectués durant l'exercice 2013	4 362 959 €	4 618 359 €
Reliquats affectés aux versements 2013	- 105 852 €	- 8 675 €
Solde des soutiens financiers au 31/12/2013	3 754 845 €	4 907 036 €

RAPPORT FINANCIER

Les soutiens financiers en faveur des programmes dans les pays en développement sont affectés pour moitié au fonds recherche et pour moitié au fonds prévention et aide aux malades.

→ *Subventions signées en 2013*

- Dans le cadre du projet DAS financé par l'AFD, un montant de 931 000 € sera versé par l'AFD courant 2014, 2015 et 2016 ;
- FEI Canal 1 Burundi : versement attendu en 2014 de 16 000 € ;
- FEI OPP-ERA : versement attendu en 2014 de 22 000 € ;
- Fondation Air France : versement attendu en 2014 de 18 000 € ;
- Fondation Areva : versement attendu en 2014 de 25 000 €.

INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

→ *Ventilation des produits*

Les opérations de ventes de marchandises se composent :

- des abonnements aux journaux *Transversal* et *Ensemble* pour 10 983 € ;
- de la boutique sur notre site pour 6 180 € ;
- de matériel pour 580 €.

Les subventions d'exploitation (1 187 672 €) se composent :

- des subventions de l'Agence française de développement (683 903 €) dans le cadre des projets internationaux ;
- des subventions de la direction générale de la Santé (90 000 €), du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (1 500 €) et du ministère de la Justice (24 000 €) dans le cadre des projets de prévention et d'aide aux malades en France ;
- une subvention de la Mairie de Paris (295 000 €) ;
- des subventions FEI et Fonds mondial (68 830 €) ;
- une subvention Unitaid (11 438 €) ;
- des subventions Inserm/ANRS (13 000 €).

Les reprises sur provisions (70 000 €) concernent :

- des litiges prud'homaux.

Les autres produits concernent :

- les redevances, droits d'auteurs et de reproduction (24 328 €) ;
- les dons du public (11 639 017 €) ;
- les produits des différentes opérations de collecte et de mécénat (3 053 732 €) ;
- les produits des legs encaissés durant l'exercice, ainsi que des assurances vie (160 463 €) ;
- les partenariats médias (40 771 €) ;
- les cotisations des membres (1 000 €) ;
- les produits divers de gestion (281 001 €, dont 242 381 € de restitutions de nos partenaires).

Les produits financiers (10 759 €) concernent les plus-values et intérêts générés par les placements à court terme de la trésorerie de l'association pour 2 206 € et d'autres produits financiers à hauteur de 8 552 €.

Les produits exceptionnels (1 380 €) concernent des chèques non débités de plus d'un an pour 780 € et 600 € de divers.

→ *Charges exceptionnelles*

Les charges exceptionnelles sont essentiellement composées de versements effectués dans le cadre de litiges prud'homaux pour 29 007 €.

→ *Remboursements des frais aux administrateurs*

En 2013, Sidaction a pris en charge les frais engendrés par la participation aux conseils d'administration et aux assemblées générales des administrateurs pour un montant de 26 915 €. Ces frais correspondent essentiellement aux déplacements des membres du collège international.

→ *Valorisation des dons et apports en nature*

Conformément à la recommandation en 2008 de l'inspection générale des Affaires sociales (IGAS), nous avons évalué les concours bénévoles et les ressources en nature dont bénéficie Sidaction.

Le bénévolat

Pour l'instruction des demandes de financement émanant des associations, des laboratoires de recherche, des jeunes chercheurs et d'acteurs du secteur des soins, Sidaction fait appel à des responsables d'associations, des scientifiques et des médecins qui apportent bénévolement leur expérience de la lutte contre le sida dans le processus d'attribution des fonds collectés auprès du public. Ils interviennent en amont des réunions de comité pour expertiser les dossiers de demande de financement et se réunissent en session plénière pour examiner les projets présentés ou en comité restreint pour l'évaluation des projets soutenus, les demandes de report ou de modification d'affectation de financement, les demandes d'aide d'urgence ou les demandes de financement exceptionnel.

Au 31 décembre 2013, le comité associatif sida, chargé d'instruire les dossiers d'aide aux malades déposés par les associations françaises, comptait 24 membres.

Le comité scientifique et médical, chargé d'instruire les dossiers de recherche scientifique et médicale et les demandes de jeunes chercheurs, comptait 26 membres et le comité Qualité de vie et qualité des soins 14 membres.

Le comité international, chargé d'instruire les dossiers des associations étrangères dans le cadre de l'appel d'offres international, des appels à projets Homosexuels en Afrique, Éthique et Populations exclues, comptait 21 membres, dont 8 membres chargés d'instruire les demandes du programme Grandir – VIH Pédiatrique, et le comité formation chargé d'instruire les demandes de programmes de Formation dans les pays en développement, 13 membres.

Chaque dossier est expertisé par 2 à 3 instructeurs, le temps d'expertise étant de 1 à 3 heures, selon le type de projet présenté. Compte tenu du nombre de dossiers étudiés, que ce soit pour une demande de financement ou une évaluation, le temps que les experts ont consacré à l'examen des financements accordés par Sidaction est estimé en 2013 à :

- 1 839 heures de travail pour les experts du comité associatif sida ;
- 791 heures de travail pour les experts du comité scientifique et médical ;
- 386 heures de travail pour les experts du comité Qualité de vie et qualité des soins ;
- 686 heures de travail pour les experts du comité international ;
- 148 heures de travail pour les experts du comité formation ;
- 130 heures de travail dédiées à l'organisation de l'Université des jeunes chercheurs 2012 ;
- 32 heures de travail pour les experts du comité fonds de dotation Pierre Bergé.

Différents experts sont aussi sollicités dans le cadre des missions menées par Sidaction, pour participer à des groupes de travail et de réflexion, comme le groupe expert prison ou le groupe de réflexion sur la prévention jeunes ou encore la prévention gay. En 2013, ils ont effectué 1 519 heures de travail bénévole.

Enfin, les experts des différents comités, et notamment les présidents, sont régulièrement sollicités pour participer aux opérations de communication menées par l'association. Ils y ont consacré 177 heures en 2013.

La diversité des situations professionnelles et personnelles de chacune de ces personnes, qui apportent toutes une expertise de qualité, ne permet pas de valoriser financièrement ces 5 708 heures de travail qui nous sont offertes.

Par ailleurs, Sidaction a fait appel au bénévolat dans le cadre de l'organisation des opérations de collecte et de communication et en soutien occasionnel pour les différents services de Sidaction. Nous avons choisi de valoriser au SMIC horaire chaque heure de bénévolat offerte.

La générosité de 3 000 bénévoles, dans le cadre de l'opération Sidaction médias 2013, pour assurer la réception des appels des téléspectateurs souhaitant faire une promesse de don, a apporté 6 649 heures de réponse téléphonique à l'association valorisées pour un total de 77 750 €.

Toujours dans le cadre de la collecte de fonds, nous avons également organisé différentes opérations (Dîner de la mode, Candlelight Day...), durant lesquelles nous avons fait appel à des bénévoles pour un nombre total de 248 heures. Cela représente un apport de 3 538 €.

Les bénévoles nous soutiennent aussi lors de manifestations ou événements comme la Journée mondiale de lutte contre le sida le 1^{er} décembre. Au total, 204 heures de travail ont pu être valorisées, pour un montant de 2 970 €, à travers ces différentes opérations.

Les prestations et dons en nature

Le Sidaction médias, qui permet de collecter un quart environ des ressources annuelles de l'association, ne pourrait exister sans la générosité de nos partenaires, qu'il s'agisse des 20 médias qui pendant trois jours ouvrent leurs antennes à Sidaction, des entreprises qui mettent à notre disposition leurs plateaux téléphoniques pour la réception des promesses de dons, ou des réseaux d'affichage, titres de presse et sites Internet qui diffusent notre campagne d'appel aux dons.

Il est impossible d'évaluer précisément la valeur des gratuités dont nous bénéficions, faute de référence, aucune opération de ce type n'étant menée par le secteur lucratif. Pour l'année 2013, nous pouvons valoriser une partie de ces gratuités pour un montant total de 1 172 667 € uniquement dédiés à la diffusion de la campagne d'appel à dons.

Nous avons aussi bénéficié de gratuités pour l'organisation du Dîner de la mode pour un montant de 95 164 €.

Tous les dons en nature ont été valorisés au coût réel de la prestation ou du bien lorsque nous avons l'information, ou au coût d'une prestation ou d'un bien équivalent.

→ *Information sur la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants au sens de l'article 20 de la loi du 23 mai 2006*

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association Sidaction sont le Président, la Vice-présidente et le Trésorier. Ils ne perçoivent aucune rémunération de l'association Sidaction.

→ *Information sur les cinq plus hautes rémunérations*

Le montant annuel brut des cinq rémunérations les plus importantes s'élève à 356 124 €.

→ Information sur les provisions pour indemnités de départ à la retraite des salariés

L'application des modalités du droit du travail pour le calcul des provisions d'indemnités qui seraient dues aux salariés de l'association au titre de leur départ à la retraite détermine une somme dont l'impact est négligeable pour l'exercice 2013. Aucune provision n'a donc été constatée pour ce poste.

Le calcul basé sur un taux de revalorisation des salaires de 1 %, un taux d'actualisation de 3,38 %, un taux de turnover appliqué par tranche d'âge et un âge de départ à la retraite de 62 ans donne un résultat de 184 K€.

→ Information sur le DIF (droit individuel à la formation) des salariés

Le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF par les salariés est de 3 720 heures.

→ Modification de la composition du personnel

Catégorie	Effectif au 31/12/2012	Entrées ⁽¹⁾	Départs ⁽¹⁾	Effectif au 31/12/2013
Non-cadres	13 CDI / 2 CDD	0 CDI / 3 CDD	4 CDI / 3 CDD	9 CDI / 2 CDD
Cadres	34 CDI / 0 CDD	2 CDI / 0 CDD	5 CDI / 0 CDD	31 CDI / 0 CDD
TOTAL	49	5	12	42⁽²⁾

(1) Y compris les passages d'un statut non-cadre à cadre, ou les transformations de CDD en CDI.

(2) Correspondant à 41 Équivalent temps plein.

→ Information sur les honoraires du commissaire aux comptes

Conformément au décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2013 est de 12474 € au titre du contrôle légal et de 52755 € au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées au contrôle des conventions programmes.

→ Information sur les legs et donations à encaisser

Années CA	Nombre de dossiers acceptés	Reste à encaisser
2006	11	11 000 €
2007	10	13 500 €
2008	10	112 400 €
2011	7	45 100 €
2012	7	385 500 €
2013	6	328 300 €
TOTAL		895 800 €

RAPPORT FINANCIER

→ Les legs et donations encaissés en 2013

N° du dossier	Nature du legs ou de la donation	Montant encaissé
10/004/L	Bien immobilier	9 698 €
12/002/L	Liquidités	8 830 €
07/003/L	Bien immobilier	7 054 €
12/005/L	Liquidités	12 415 €
10/003/L	Liquidités	7 560 €
07/007/L	Liquidités	10 934 €
12/001/L	Acompte notaire	50 000 €
09/002/L	Liquidités	1 261 €
03/006/L	Bien immobilier	661 €
TOTAL		108 413 €

→ Les assurances vie encaissées en 2013

N° du dossier	Montant encaissé
13/001/A	1 868 €
13/002/A	4 112 €
13/003/A	3 102 €
13/004/A	8 387 €
13/005/A	24 635 €
13/006/A	9 946 €
TOTAL	52 050 €

Bilan de Sidaction après affectation du résultat de l'année au 31/12/2013

ACTIF	Brut 2013	Amortissements et provisions	Net 2013	Net 2012
Actif immobilisé	1 765 539 €	507 766 €	1 257 773 €	1 193 191 €
<i>Immobilisations incorporelles</i>	76 960 €	76 960 €	-	2 346 €
<i>Immobilisations corporelles</i>	1 548 247 €	430 806 €	1 117 441 €	1 138 622 €
<i>Immobilisations financières</i>	52 175 €	-	52 175 €	52 223 €
<i>Immobilisations en cours</i>	88 157 €	-	88 157 €	-
Actif circulant	3 638 887 €	-	3 638 887 €	4 353 685 €
<i>Stocks</i>	75 148 €	-	75 148 €	50 081 €
<i>Avances et acomptes versés</i>	13 919 €	-	13 919 €	20 720 €
<i>Créances</i>	12 215 €	-	12 215 €	35 681 €
<i>Autres</i>	34 404 €	-	34 404 €	90 226 €
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	2 240 682 €	-	2 240 682 €	2 764 633 €
<i>Disponibilités</i>	1 262 520 €	-	1 262 520 €	1 392 343 €
Comptes de régularisation	164 883 €	-	164 883 €	151 523 €
<i>Charges constatées d'avance</i>	164 883 €	-	164 883 €	151 523 €
TOTAL ACTIF	5 569 309 €	507 766 €	5 061 543 €	5 698 399 €
Stock de legs en cours	895 800 €	-	-	-

PASSIF	Brut 2013	Amortissements et provisions	Net 2013	Net 2012
Fonds propres	2 070 665 €	-	2 070 665 €	2 070 665 €
<i>Réserves statutaires</i>	46 175 €	-	46 175 €	46 175 €
<i>Autres réserves</i>	2 024 490 €	-	2 024 490 €	2 024 490 €
Provisions pour risques et charges	87 368 €	-	87 368 €	157 368 €
Fonds dédiés	374 785 €	-	374 785 €	1 147 249 €
Dettes	1 904 233 €	-	1 904 233 €	1 585 690 €
<i>Concours bancaire</i>	-	-	-	-
<i>Dettes fournisseurs</i>	912 027 €	-	912 027 €	496 556 €
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	992 206 €	-	992 206 €	1 020 704 €
<i>Autres dettes</i>	-	-	-	68 430 €
Comptes de régularisation	624 493 €	-	624 493 €	737 427 €
<i>Produits constatés d'avance</i>	624 493 €	-	624 493 €	737 427 €
TOTAL PASSIF	5 061 543 €	-	5 061 543 €	5 698 399 €

Compte d'emploi annuel auprès du public

EMPLOIS	Emplois de 2013 = compte de résultat	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées en 2013
1. Missions sociales	11 864 905 €	8 057 841 €
1.1 Réalisées en France		
<i>Actions réalisées directement</i>	1 500 539 €	1 019 064 €
<i>Versements à d'autres organismes agissant en France</i>	5 801 646 €	3 940 085 €
1.2 Réalisées à l'étranger		
<i>Actions réalisées directement</i>	1 439 195 €	977 404 €
<i>Versements à d'autres organismes</i>	3 123 526 €	2 121 287 €
2. Frais de recherche de fonds	4 158 036 €	2 823 857 €
<i>Frais d'appel à la générosité du public</i>	3 842 466 €	2 823 857 €
<i>Frais de recherche de fonds privés</i>	315 570 €	
<i>Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics</i>		
3. Frais de fonctionnement	1 383 851 €	939 818 €
I. TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RÉSULTAT	17 406 792 €	-
II. DOTATIONS AUX PROVISIONS	-	-
III. ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES	17 036 568 €	-
IV. EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	-	-
V. TOTAL GÉNÉRAL	34 443 360 €	11 821 516 €
VI. Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public	-	-
VII. Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public	-	-
VIII. Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public	-	11 821 516 €
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Missions sociales	-	-
Frais de recherche de fonds	1 388 962 €	-
Frais de fonctionnement et autres charges	-	-
TOTAL	1 388 962 €	-

des ressources collectées (au 31 décembre 2013)

RESSOURCES	Ressources collectées sur 2013 = compte de résultat	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées en 2013
Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice		
1. Ressources collectées auprès du public	11 821 516 €	11 821 516 €
1.1 Dons et legs collectés		
<i>Dons manuels non affectés</i>	-	-
<i>Dons manuels affectés</i>	11 416 415 €	11 416 415 €
<i>Legs et autres libéralités non affectés</i>	158 541 €	158 541 €
<i>Legs et autres libéralités affectés</i>	1 922 €	1 922 €
1.2 Autres produits liés à l'appel à la générosité du public	244 639 €	244 639 €
2. Autres fonds privés	3 062 935 €	-
3. Subventions et autres concours publics	1 187 672 €	-
4. Autres produits	345 741 €	-
I. TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RÉSULTAT	16 417 865 €	-
II. REPRISES DES PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS	70 000 €	-
III. REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTÉRIEURS	17 955 496 €	-
IV. VARIATION DES FONDS DÉDIÉS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC (CF. TABLEAU DES FONDS DÉDIÉS)	-	-
V. INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	-	-
VI. TOTAL GÉNÉRAL	34 443 361 €	11 821 516 €
Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public	-	11 821 516 €
Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice	-	-
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	84 258 €	-
Prestations en nature	1 304 704 €	-
Dons en nature	-	-
TOTAL	1 388 962 €	-

NOTES SUR LE COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES PAR SIDACTION

Règles et méthodes d'établissement du CER

Le règlement du Comité de la réglementation comptable n° 2008-12 du 7 mai 2008 afférent à l'établissement du compte d'emploi annuel des ressources des associations et fondations, homologué par arrêté du 11 décembre 2008, prévoit désormais un cadre normalisateur applicable à compter du 1^{er} janvier 2009.

Il s'agit du 5^e exercice d'application par l'association Sidaction.

Le CER est établi sur la base du bilan après affectation du résultat de l'année aux fonds dédiés.

→ Note sur les emplois

La nouvelle présentation du CER fait apparaître les charges totales de l'année et la part financée par les ressources collectées auprès du public. Le total des emplois est de 17 406 792 €.

1. Information sur les missions sociales

Conformément aux statuts de Sidaction, les missions sociales se définissent comme suit :

“Sidaction mène des actions de lutte contre le sida par la collecte et la répartition de fonds destinés au financement de la recherche et des activités de prévention, d'entraide, d'amélioration de la qualité de la vie et de soutien aux personnes atteintes par l'infection à VIH et/ou à leurs proches. L'association soutient la réalisation de nouvelles actions et le développement et l'extension des actions entreprises à cette fin.”

Avec le cadre normalisateur du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER), les missions sociales sont réparties entre :

- les actions réalisées en France ;
- les actions réalisées à l'étranger,

et en deux secteurs d'activité distincts :

- les actions menées directement par Sidaction ;
- les versements à d'autres structures associatives ou de recherche menant des actions de lutte contre le sida.

1.1. Information sur les actions réalisées en France

Actions réalisées directement

Les programmes en France soutenus par Sidaction pour un montant total de 1 500 539 € se décomposent comme suit :

- 760 097 € pour les actions d'information, de prévention et d'aide aux malades en France dans le cadre des missions DFA, Milieu carcéral, Emploi, Prévention jeunes, Prévention gay ;
- 548 026 € pour les actions en direction de la recherche scientifique et médicale et d'amélioration de la qualité de vie des malades et des soins menées en France ou portées par des structures de recherche basées en France dans le cadre des missions Sciences sociales, Qualité de vie et qualité des soins, Recherche dans les PED et Jeunes chercheurs ;
- 192 416 € pour l'information et les événements d'échange et de visibilité, tels que le magazine *Transversal* ou “Les Essentiels”, l'Université des jeunes chercheurs et les actions de sensibilisation autour du 1^{er} décembre.

Les actions menées en propre par Sidaction regroupent les coûts directs et indirects affectés aux missions sociales qui disparaîtraient, conformément à la réglementation, si la mission sociale n'était pas réalisée.

Ces coûts se répartissent en trois grandes familles :

- *les coûts directs des missions*

Ce sont les achats, les prestations de services, les frais de déplacement, les frais d'audit et les salaires et charges sociales des chargés de mission ;

- *le suivi des financements, conseil et formation*

Ce sont les coûts d'instruction et de suivi des projets financés (réunion des comités, suivi des structures financées) et les coûts des salaires et charges et des frais généraux directs des services de programmes (associatifs, scientifiques et internationaux), hors frais liés aux missions conduites en propre par l'association ;

- *les frais indirects des actions réalisées*

Cette rubrique comprend un pourcentage des frais de structure, principalement des frais généraux liés au bâtiment et au matériel. La clé de répartition de ces frais de structure est les mètres carrés de bureaux utilisés par service et projet. Chaque année, le tableau des mètres carrés est revu en fonction des embauches et départs et de la nouvelle répartition des locaux.

Versements à d'autres organismes agissant en France

Cette rubrique comprend les financements accordés par Sidaction à des structures menant des actions de lutte contre le sida en France, que ce soit pour les programmes d'information, de prévention et d'aide aux malades en France, pour la recherche scientifique et médicale et les projets d'amélioration de la qualité de vie des malades, ou la participation au financement de conférences.

Les financements des programmes en France se répartissent comme suit :

Versements effectués en 2013

Financements aide aux malades	2 773 123 €
<i>Appel d'offres</i>	1 778 572 €
<i>Appel à projets Départements français d'Amérique</i>	234 454 €
<i>Appel à projets Emploi</i>	165 222 €
<i>Appel à projets en milieu carcéral</i>	240 821 €
<i>Appel à projets Prévention gay</i>	299 054 €
<i>Investissements</i>	55 000 €
Financements jeunes chercheurs	1 579 708 €
Aides aux équipes de recherche	1 128 671 €
Amélioration de la qualité de vie	320 144 €
TOTAL FINANCEMENTS France	5 801 646 €

1.2. Information sur les actions réalisées à l'étranger

Actions réalisées directement

Les programmes à l'étranger soutenus par Sidaction sont l'ensemble des programmes menés en Afrique, en Asie et en Europe de l'Est gérés par le service des programmes internationaux et portent sur :

- le développement de nos actions à l'international ;
- les actions de lutte contre le sida menées dans les pays en développement ou en transition ;
- le soutien aux conférences internationales de lutte contre le sida.

RAPPORT FINANCIER

Ces actions s'élèvent à 1 439 195 € et regroupent les missions :

- Paris sida Sud ;
- Homosexuels en Afrique ;
- Formation dans les PED ;
- Grandir-pôle enfants ;
- Populations exclues ;
- Médicaments ;
- Éthique dans la recherche ;
- Financements exceptionnels,

ainsi que les lignes Urgence, plaidoyer et la mise en place de nouveaux projets.

Versements à d'autres organismes agissant à l'étranger

Cette rubrique comprend les financements accordés par Sidaction à des structures menant des actions de lutte contre le sida, prévention, aide aux malades et recherche, dans les pays en développement ou en transition, ou la participation au financement de conférences.

Les financements des programmes à l'international se répartissent comme suit :

Versements effectués en 2013

Financements aide aux malades et recherche	2 563 570 €
<i>Appel d'offres étranger</i>	1 194 207 €
<i>Appel d'offres Populations exclues</i>	399 050 €
<i>Appel d'offres Grandir</i>	735 812 €
<i>Appel d'offres Homosexuels en Afrique</i>	234 501 €
Financements Formation PED	559 956 €
TOTAL FINANCEMENTS International	3 123 526 €

2. Information sur les frais de recherche de fonds

Les coûts affectés aux frais de recherche de fonds s'élèvent à 4 158 036 € et sont répartis en :

- frais d'appel à la générosité du public ;
- frais de recherche de fonds privés.

2.1. Frais d'appel à la générosité du public

Cette rubrique comprend tous les coûts directs liés aux appels à dons (conception, réalisation et diffusion de mailing, newsletters, organisation de l'événement Sidaction médias...), au traitement des dons (émission de reçus fiscaux, base de données, frais financiers...), ainsi que les frais liés à la communication institutionnelle à destination principalement des donateurs (site Internet, rapport d'activité) ou des notaires et du grand public dans le cadre de la politique de développement des legs.

Le Sidaction médias a engendré des coûts à hauteur de 691 891 €, comprenant les frais des opérations de marketing direct menées en parallèle de l'opération et y prenant appui pour susciter les dons (202 030 €).

Les coûts directs d'appel à la générosité publique représentent un total de 3 842 466 €. Ils se décomposent, en plus des 691 891 € des coûts d'organisation du Sidaction médias, en :

- coûts d'appel à la générosité publique (2 673 530 €) ;
- coûts d'appel à la générosité publique sur le Web (233 284 €) ;
- coûts de compte rendu aux donateurs et aux partenaires de l'association et coûts de relations médias (127 786 €) ;
- coûts de traitement des legs et de communication auprès des notaires et du grand public (54 385 €).

Par ailleurs, cette rubrique comprend aussi les frais de fonctionnement directs du service collecte et communication, achats de biens et de services, frais de participation à des conférences, salaires et charges, le pourcentage de répartition des frais de structures, conformément à la clé de répartition par superficie des bureaux, ainsi que les frais de communication tels que les relations presse et la communication institutionnelle.

Les frais indirects s'élèvent à 61 590 € et se composent de la répartition des frais de fonctionnement de la structure.

2.2. Frais de recherche de fonds privés

Cette rubrique comprend les frais liés à la recherche de partenariats d'entreprises et de mécénats, à la boutique, aux événements de prestige et aux soirées organisés tels que le Dîner de la mode et les Chefs solidaires (achats de matériel, frais de logistique et d'organisation, conception, fabrication et diffusion de documents...).

Les coûts directs des autres activités liées à la collecte de fonds représentent un total de 315 570 €, dont 170 006 € pour l'organisation du Dîner de la mode de janvier 2013.

2.3. Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics

Nous n'avons pas de frais directement liés à la recherche de subventions et autres concours publics.

3. Information sur les frais de fonctionnement

Sont affectés aux frais de fonctionnement toutes les charges relatives à la gouvernance de l'association (organisation des conseils d'administration, voyages et déplacements des administrateurs, assurances des membres des différentes instances), au service administratif et financier (frais de comptabilité et d'audit annuel des comptes, frais du service juridique, gestion des ressources humaines, salaires et charges sociales, frais financiers non directement liés aux missions sociales ou aux opérations de collecte...), à la direction générale (missions, déplacements et salaires), ainsi qu'à la part des charges de structures affectées au service administratif et financier et à la direction générale, conformément à la clé de répartition par superficie des bureaux.

Le montant total des frais de fonctionnement de l'association, pour son administration, est de 1 383 851 €.

→ Note sur les affectations par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées en 2013

La présentation du compte d'emploi annuel des ressources (CER) appelle à un traitement différencié des emplois en fonction de l'origine des fonds qui ont permis leur financement. En dehors des frais directement liés à la générosité du public et de ceux qui en sont totalement exclus, il est déterminé une clé de répartition de l'affectation des seules ressources collectées auprès du public par type d'emplois qui est calculée sur la base du pourcentage des emplois réalisés par rapport au budget global de Sidaction.

Ainsi, les ressources de Sidaction issues de la générosité du public sont affectées de façon homogène aux emplois qui n'ont pas de financement dédié.

1. Missions sociales financées par la générosité du public

Le pourcentage de réalisation des missions sociales par rapport au budget global de Sidaction est le même que celui financé par la générosité du public. Pour l'année 2013, les missions sociales représentent 68,3% de l'activité générale, soit 805 784 € financés par la générosité du public.

Seules certaines recettes, issues des financeurs publics et de financeurs privés, essentiellement un fonds de dotation et des fondations d'entreprise, font l'objet d'un fléchage précis en termes d'emploi. Les emplois prévus dans ces conventions de financement ont un suivi spécifique en comptabilité analytique, et sont donc exclus de la partie financée par la générosité du public.

1.1. Information sur les actions réalisées en France

Actions réalisées directement

Les actions en France financées par la générosité du public s'élèvent à 1 019 064 €, soit :

- 516 206 € pour les actions d'aide aux malades et de prévention ;
- 372 182 € pour les actions de recherche scientifique et médicale ;
- 130 676 € pour les événements d'échanges et de visibilité.

Versements à d'autres organismes agissant en France

Les versements en France financés par la générosité du public s'élèvent à 3 940 085 €, soit :

- 1 883 318 € pour des structures menant des actions d'aide aux malades et de prévention ;
- 2 056 767 € pour des structures menant des actions de recherche scientifique et médicale.

1.2. Information sur les actions réalisées à l'étranger

Actions réalisées directement

Les actions à l'étranger financées par la générosité du public s'élèvent à 977 404 €.

Versements à d'autres organismes agissant à l'étranger

Les versements à l'étranger financés par la générosité du public s'élèvent à 2 121 287 €.

2. Frais de recherche de fonds financés par la générosité du public

Pour l'année 2013, les frais de recherche de fonds financés par la générosité du public représentent 23,8 % de l'activité, soit 282 3857 €.

3. Frais de fonctionnement financés par la générosité du public

Une fois les frais de missions sociales et de recherche de fonds totalement financés, nous avons affecté une partie du fonctionnement sur les fonds restant issus de la générosité du public. Ils s'élèvent à 939 818 € et représentent 7,9 % de l'activité.

→ Information sur les dotations aux provisions (II)

Il n'y a pas de dotation aux provisions en 2013.

→ Engagements à réaliser (III)

Les engagements à réaliser correspondent à la variation des fonds dédiés comptabilisés annuellement conformément au plan comptable.

→ Note sur les ressources

La réglementation pour l'établissement du CER fait une distinction entre les fonds directement collectés auprès du public et ceux issus d'opérations de collecte et autres ressources de l'association. Le total des ressources est de 16 487 865 €.

1. Information sur les ressources collectées auprès du public

Durant l'exercice 2013, les opérations faisant appel à la générosité publique ont permis de collecter 11 821 516 € auprès de particuliers, d'entreprises, d'associations ou de collectivités locales.

Conformément à l'article 19 des statuts de Sidaction qui précise : "Les ressources nettes collectées par l'association après déduction des frais de gestion et de collecte des fonds sont réparties par le conseil d'administration à raison de :

- 50 % pour financer des travaux de recherche et d'amélioration de la qualité de la vie des personnes atteintes par l'infection à VIH en France et à l'étranger ;
- 50 % pour financer des activités d'information, de prévention, d'entraide et de soutien aux personnes atteintes par l'infection à VIH et/ou à leurs proches, en France et à l'étranger",

toutes les ressources de Sidaction sont réputées affectées.

1.1. Information sur les dons et legs collectés

Dons manuels affectés

Les dons collectés auprès de particuliers s'élèvent à 11 416 415 € et se décomposent comme suit :

- 3 411 615 € ont été collectés à l'occasion du Sidaction médias des 5, 6 et 7 avril 2013, contre 3 558 113 € pour l'opération organisée en 2012 ;
- 7 309 616 € sont issus des opérations de marketing direct, contre 7 474 473 € pour 2012. Ces opérations ont utilisé le fichier des donateurs⁽¹⁾ issu des campagnes de collecte de fonds menées par l'association de 1994 à 2013, ainsi que des adresses obtenues par échange avec d'autres organismes faisant appel à la générosité publique ;
- 695 183 € proviennent de la collecte Web.

Legs et autres libéralités affectés et non affectés

Au cours de l'année 2013, nous avons encaissé 160 463 €, dont 1 922 € affectés et 158 541 € non affectés, provenant de :

- 9 legs (108 413 €) ;
- 6 assurances-vie (52 050 €).

1.2. Information sur les autres produits liés à l'appel à la générosité du public

Les opérations régionales s'élèvent à 244 639 €.

2. Information sur les autres fonds privés

Les autres fonds privés regroupent l'ensemble des opérations de collecte de Sidaction hors appel à la générosité du public. Ils s'élèvent à 3 062 935 € et se décomposent comme suit :

- 1 402 445 € proviennent du fonds de dotation Pierre Bergé ;
- 558 164 € proviennent des mécénats et partenariats d'entreprise tels qu'avec la Fondation Mac (293 700 €), la Fondation Areva (12 650 €), la Fondation Le Mascaret (21 000 €), la Fondation Air France (49 500 €) ;
- 453 876 € proviennent du Sidaction 2013 ;
- les dons collectés auprès de sociétés se composent des dons issus des opérations de collecte auprès du public au niveau national ou régional. Ils s'élèvent à 648 450 € (Dîner de la mode).

3. Information sur les subventions et autres concours publics

Dans le cadre des missions menées en propre par Sidaction, nous faisons des demandes de subvention auprès des organismes publics. En 2013, nous avons obtenu les subventions suivantes pour un montant total de 1 187 672 €, dont notamment :

- 683 904 € de l'Agence française de développement (AFD) ayant pris la suite des financements du ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) pour les programmes Grandir, Formacap et, en partenariat avec Aides, Homosexuels en Afrique ;
- 90 000 € de la Direction Générale de la Santé (DGS) pour les programmes dans les départements français d'Amérique (DFA) et la mission Milieu carcéral ;
- 24 000 € du ministère de la Justice pour la mission Milieu carcéral ;
- 295 000 € de la Mairie de Paris ;
- 76 902 € du FEI.

(1) Ce fichier a été enregistré sous le numéro 456932 auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, en date du 6 août 1996. Il répond aux exigences de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

4. Information sur les autres produits

Les autres produits s'élevaient à 345 741 €. Ils se décomposent en :

- 10 975 € d'abonnements au magazine *Transversal* et au journal *Ensemble* ;
- 6 180 € de ventes de la boutique ;
- 282 001 € de produits de gestion, dont 242 382 € de restitutions de la part de nos partenaires, 1 000 € de cotisations et 38 620 € de produits de gestion courante ;
- 10 758 € de produits financiers, qui concernent les plus-values générées par les placements à court terme de la trésorerie de l'association ;
- 33 867 € collectés grâce à l'action de Mme Line Renaud. Le fonds Line Renaud est constitué des ressources des albums (vente et droits d'auteurs pour 24 328 €) et de recettes de manifestations organisées au profit de l'association (9 539 €) ;
- 580 € de ventes de matériels ;
- 1 380 € de produits exceptionnels.

→ Information sur les reprises des provisions et amortissements (II)

Les reprises des provisions et amortissements s'élevaient à 70 000 € et concernent des litiges prud'homaux.

→ Report des ressources affectées non utilisées

Cette présentation du CER a été prévue pour pouvoir suivre d'année en année les fonds issus directement de la générosité du public non affectés et non utilisés. Or, dans le cas de Sidaction, du fait de notre obligation statutaire, l'ensemble de nos fonds est réputé affecté. À ce titre, le tableau des fonds dédiés est présenté ci-après.

Les reports des ressources affectées non utilisées sur l'exercice antérieur correspondent à la part des fonds dédiés utilisés au cours de l'exercice.

→ Contributions volontaires en nature

Cette nouvelle rubrique permet de suivre les contributions volontaires chiffrables dont bénéficie Sidaction au cours de l'année.

Les contributions volontaires en nature se décomptent comme suit :

- 84 258 € de bénévolat ;
- 1 304 704 € de prestations en nature.

Elles sont affectées dans nos trois grandes familles de coûts, en fonction de la destination des contributions :

- 1 388 962 € de frais de recherche de fonds.

Les heures de bénévolat non chiffrables sont exclues du tableau.

La gouvernance de l'association Sidaction repose sur le conseil d'administration composé de membres bénévoles, acteurs de la lutte contre le sida en France et à l'étranger, dans les domaines de la prévention, l'aide aux malades, la recherche et les soins médicaux.

Pour l'instruction des demandes de financement, et à travers la mise en place de groupes d'experts dans différents domaines, Sidaction fait appel à des responsables d'associations, des scientifiques et des médecins qui apportent bénévolement leur expérience de la lutte contre le sida.

La diversité des situations professionnelles et personnelles de chacune de ces personnes, qui apportent toutes une expertise de qualité, ne permet pas de valoriser financièrement les 5 708 heures de travail qui nous sont offertes.

NOTES SUR LES ENGAGEMENTS NON VERSÉS PAR SIDACTION

Les engagements votés au bénéfice des actions associatives d'information, de prévention et d'aide aux malades, et des programmes de recherche et d'amélioration de la qualité de vie et des soins restant à verser s'élèvent à 8 661 881 €.

Pour les actions associatives d'information, de prévention et d'aide aux malades en France, en marge de ses propres programmes, Sidaction a engagé, en 2013, 2 702 300 € de financements associatifs. 2 773 123 € ayant été versés en 2013, le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2013, en tenant compte des reliquats, s'établit à 2 546 104 €.

Pour les programmes de recherche scientifique et médicale et d'amélioration de la qualité de vie et des soins des malades, en marge de ses propres programmes, Sidaction a engagé, en 2013, 1 878 769 € de financements jeunes chercheurs, aides aux équipes de recherche et de soutien aux conférences.

3 028 523 € ayant été versés en 2013, le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2013, en tenant compte des reliquats, s'établit à 3 698 296 €.

Pour les programmes de lutte contre le sida dans les pays en développement et en transition, en marge de ses propres programmes, Sidaction a engagé, en 2013, 2 254 295 € de financements.

3 179 673 € ayant été versés en 2013, le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2013, en tenant compte des reliquats, s'établit à 2 417 481 €.

Les soutiens financiers en faveur des programmes dans les pays en développement sont affectés pour moitié au fonds recherche et pour moitié au fonds prévention et aide aux malades.

RAPPORT FINANCIER

	Solde restant à verser au 01/01/2013	Nouveaux engagements et modifications 2013	Versements effectués en 2013	Reliquats sur financements	Restitutions sur financements	Solde restant à verser au 31/12/2013
Appel d'offres Aide aux malades et Prévention	1 788 404 €	1 784 200 €	1 823 572 €	- 60 228 €	-	1 688 804 €
Appel à projets Départements français d'Amérique	196 000 €	225 600 €	234 454 €	- 346 €	-	186 800 €
Appel à projets Emploi	192 400 €	177 900 €	165 222 €	- 15 277 €	- 7901 €	181 900 €
Appel à projets Prévention et soutien en milieu carcéral	252 600 €	221 500 €	240 821 €	- 11 779 €	-	221 500 €
Appel à projets Prévention gay	284 700 €	283 100 €	299 054 €	- 1 646 €	-	267 100 €
Fonds d'urgence associatif	-	10 000 €	10 000 €	-	-	-
TOTAL FINANCEMENTS ASSOCIATIFS FRANCE	2 714 104 €	2 702 300 €	2 773 123 €	- 89 276 €	- 7901 €	2 546 104 €
Appel à projets Prise en charge globale	1 255 000 €	695 072 €	1 125 722 €	-	-	824 350 €
Appel à projets Populations exclues (populations stigmatisées)	522 300 €	405 500 €	407 800 €	-	-	520 000 €
Appel à projets Grandir (projets enfants)	926 073 €	703 205 €	759 498 €	-	-	869 780 €
Appel à projets Homosexuels en Afrique (populations stigmatisées)	277 500 €	32 001 €	234 501 €	-	-	75 000 €
Soutiens exceptionnels et urgences	17 500 €	65 598 €	78 098 €	-	-	5 000 €
Conférences	-	-	-	-	-	-
Appel d'offres Formation PED	361 835 €	272 570 €	574 054 €	-	-	60 351 €
TOTAL FINANCEMENTS INTERNATIONAUX	3 360 208 €	2 173 946 €	3 179 673 €	-	-	2 354 481 €
Financements Jeunes chercheurs	2 363 696 €	788 693 €	1 564 973 €	-	-	1 587 416 €
<i>Appel d'offres permanent</i>	2 363 696 €	788 693 €	1 564 973 €	-	-	1 587 416 €
Aides aux équipes de recherche	798 135 €	538 801 €	594 702 €	-	-	742 234 €
<i>Appel d'offres permanent 2012</i>	798 135 €	538 801 €	594 702 €	-	-	742 234 €
Fonds de dotation Pierre Bergé	1 351 519 €	249 643 €	548 704 €	-	-	1 052 458 €
<i>Solde appels d'offres antérieurs</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Appel d'offres permanent 2011</i>	667 519 €	-	409 852 €	-	-	257 667 €
<i>Appel d'offres permanent 2012</i>	684 000 €	- 357 €	138 852 €	-	-	544 791 €
<i>Appel d'offres permanent 2013</i>	-	250 000 €	-	-	-	250 000 €
Conférences	-	-	-	-	-	-
Amélioration de la qualité de vie et de la qualité de soins	334 700 €	301 632 €	320 144 €	-	-	316 188 €
<i>Appel d'offres 2012</i>	334 700 €	301 632 €	320 144 €	-	-	316 188 €
TOTAL FINANCEMENTS SCIENTIFIQUES ET MÉDICAUX	4 848 050 €	1 878 769 €	3 028 523 €	-	-	3 698 296 €
TOTAL EXERCICE 2013	10 922 362 €	6 755 014 €	8 981 319 €	- 89 276 €	- 7 901 €	8 598 881 €
			Engagements sur 2014			7 512 853 €
			Engagements sur 2015			1 020 322 €
			Engagements sur 2016			65 702 €

NOTES SUR LES FONDS DÉDIÉS DE SIDACTION

L'appel à la générosité publique nous impose la présentation en compte d'emploi de nos dépenses et recettes annuelles. Le déroulement de l'activité de Sidaction n'étant pas calé sur l'année civile, les fonds dédiés nous permettent de respecter la volonté du conseil d'administration et de ses votes en fonction de nos engagements, tout en respectant les règles de présentation annuelle, les fonds dédiés étant les fonds de l'association préaffectés aux actions de Sidaction en fonction des décisions du conseil d'administration.

RESSOURCES	Fonds à engager au début de l'exercice	Emploi comptabilisé au cours de l'exercice	Ressources comptabilisées au cours de l'exercice	Fonds restant en fin d'exercice
	A	B	C	D=A - B + C
Fonds dédiés Aides aux malades et Prévention	- 6 820 820 €	10 963 091 €	9 885 070 €	- 7 898 841 €
<i>Financements associatifs versés</i>	-	5 896 649 €	-	- 5 896 649 €
<i>Cofinancements des financements</i>	-	-	3 150 735 €	3 150 735 €
<i>Actions de lutte contre le sida menées par l'association</i>	-	1 054 034 €	-	- 1 054 034 €
<i>Frais d'instruction et de suivi</i>	-	1 053 397 €	-	- 1 053 397 €
<i>Emplois nets de l'année</i>	-	786 783 €	-	- 786 783 €
<i>Affectation des provisions</i>	-	-	-	-
<i>Ressources nettes de l'exercice</i>	-	-	6 734 335 €	6 734 335 €
<i>Restitutions</i>	-	-	-	-
Affectation en réserve de précaution	-	-	-	-
Coûts liés aux opérations de collecte et de communication 50% consommé au titre de l'aide aux malades	-	2 172 229 €	-	- 2 172 229 €
Fonds dédiés Recherche et Médical	7 968 069 €	6 443 701 €	6 749 258 €	8 273 626 €
<i>Financements scientifiques versés</i>	-	3 028 523 €	-	- 3 028 523 €
<i>Cofinancements des financements</i>	-	-	14 922 €	14 922 €
<i>Actions de lutte contre le sida menées par l'association</i>	-	144 985 €	-	- 144 985 €
<i>Frais d'instruction et de suivi</i>	-	359 209 €	-	- 359 209 €
<i>Emplois nets de l'année</i>	-	738 755 €	-	- 738 755 €
<i>Affectation des provisions</i>	-	-	-	-
<i>Ressources nettes de l'exercice</i>	-	-	6 734 336 €	6 734 336 €
<i>Restitutions</i>	-	-	-	-
Affectation en réserve de précaution	-	-	-	-
Coûts liés aux opérations de collecte et de communication 50% consommés au titre de la recherche	-	2 172 229 €	-	- 2 172 229 €
<i>Dont fonds dédiés FPB</i>	-	1 463 904 €	1 951 149 €	487 245 €
TOTAL FONDS DÉDIÉS	1 147 249 €	17 406 792 €	16 634 328 €	374 785 €

Les partenaires de Sidaction en 2013

Depuis toujours, Sidaction bénéficie du soutien de nombreux partenaires qui assurent un gain considérable de temps, d'argent et une grande visibilité. Ces partenariats existent sous diverses formes :

- la gratuité d'une prestation ou la mise à disposition de matériel, particulièrement de locaux lors des événements organisés par Sidaction (Dîner de la mode, Sidaction...);
- l'implication bénévole de leurs équipes dans le cadre de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises;
- le soutien financier : prise en charge d'une partie des frais d'organisation ou de publication, soutien à un programme terrain, etc.;
- le partenariat de visibilité : diffusion de nos messages de sensibilisation, d'appel aux dons...

LES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

Augure, Durex, Hors Antenne.

LES PARTENAIRES DES PUBLICATIONS

Janssen Cilag, Gilead France, ViiV Healthcare.

LES PRODUITS-PARTAGE

BNP, Hermès, Redskins, Société Générale.

LES PARTENAIRES DU DINER DE LA MODE 2013

C Lagence, Dom Pérignon, Domaines Barons de Rothschild-Lafite, Doré Sécurité, Florence Doré, Fédération française de la couture et du prêt-à-porter, Fondation Pierre Bergé et Yves Saint Laurent, Lomarec, Mac Aids Fund, Patricia Goldman Communication, Pavillon d'Armenonville, Potel & Chabot, Section 9, Société Ricard, SoftAudiovisuel.

LES PARTENAIRES DU SIDACTION 2013

TF1, France 2, France 3, France 4, France 5, France Ô, CANAL+, D8, D17, Arte, M6, W9, 6ter, TMC, MTV, LCI, NT1, Europe 1, Radio France, RTL.

Abri Services, Affichage Fourrageat, C Lagence et toute son équipe, Fasto, JC Decaux, Girod Médias, Insert, Leo Burnett, Lorraine Ricard, Media Affiches, Media Transports, Musée du Quai Branly, Publimat, Regicom, Vue en Ville.

→ Les centres de promesses

Éléments clés dans le dispositif du 110, 12 centres d'appel répartis sur toute la France mettent à la disposition de Sidaction leurs plateaux téléphoniques ainsi que leur personnel pour saisir les promesses de don : AMEX, Axa Atout Cœur, Crédit Agricole Consumer Finance, Free, Oracle, SFR, Sitel et Webhelp.

LES PARTENAIRES FINANCIERS

→ Des programmes scientifiques

ANRS (Université des jeunes chercheurs), AVAC (journée PrEP), Fonds de dotation Pierre Bergé, Lily Safra Hope Foundation.

→ Des programmes associatifs

Direction générale de la Santé, direction de l'Administration pénitentiaire.

Fonds de dotation Pierre Bergé.

Le bureau de Paris de l'Organisation internationale du travail (OIT).

→ Des programmes internationaux

Agence française de développement, Fonds de dotation Pierre Bergé, Initiative Développement, Mairie de Paris, Mac Aids Fund, Fondation Air France, Fondation Areva, Fondation Le Mascaret, International Aids Society et France Expertise Internationale.

Fonds de dotation
PIERRE BERGÉ



MAC
AIDS FUND



MAIRIE DE PARIS



Programmes scientifiques et médicaux

AIDES AUX ÉQUIPES ACCORDÉES EN RECHERCHE APPLIQUÉE EN 2013

Dominique COSTAGLIOLA, Hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Paris : Reconstruire l'incidence de l'infection à VIH en Afrique subsaharienne par l'approche du rétrocalcul généralisé, à partir des diagnostics des personnes vivant avec le VIH/sida éligibles aux traitements anti-rétroviraux : le cas du Cameroun. **Isabelle PELLEGRIN**, Hôpital Pellegrin, Bordeaux : ACTHIV : Participation de l'infection par le CMV ou d'un processus auto-immun dans l'activation lymphocytaire T des patients infectés par le VIH-1 avec une charge virale indétectable sous traitement antirétroviral (cART). **Yves LEVY**, associé M. Benkirane, Développement lymphoïde INSERM U955 - Paris Est, Créteil : Mise en place d'un modèle préclinique de thérapie génique de l'infection par le VIH-1 par surexpression de SAMHD1 dans les progéniteurs hématopoïétiques.

AIDES AUX ÉQUIPES ACCORDÉES EN RECHERCHE FONDAMENTALE EN 2013

Jacques ROYER, Faculté des Sciences Pharmaceutiques et Biologiques, Paris : Études structurales et fonctionnelles de l'effet inhibiteur du PA-457 et de ses dérivés sur l'assemblage et la maturation des particules virales du VIH-1. **Anne HOSMALIN**, Département d'Immunologie et Hématologie - Inserm U567/CNRS UMR 8104, Paris : Relations entre les cellules dendritiques (DC), les monocytes et les cellules NK dans les organes lymphoïdes secondaires lors de l'infection par VIH ou SIV. **Roland MARQUET**, Laboratoire d'Architecture et Réactivité de l'ARN - CNRS UPR 9002, Strasbourg : Mécanismes moléculaires gouvernant la sélection et l'encapsidation de l'ARN génomique du VIH-1 par le précurseur Gag. **Jean-Philippe HERBEUVAL**, CNRS UMR 8147 - Cytokines et Virus, Paris : Étude de la réponse innée et de l'apoptose chez les patients "controllés". **Delphine MURIAUX**, Unité de Virologie Humaine - Inserm U758 - Claude-Bernard - Lyon 1 : Rôle des petites RhoGTPases et voies de signalisation induites lors des phases tardives de la réplication du HIV-1 dans les lymphocytes T CD4+. **Sophie CAILLAT-ZUCMAN**, Laboratoire d'Immunologie et Génétique du Diabète de type 1, Génétique Multifactorielle en Endocrinologie Pédiatrique - Inserm U986V, Paris : Expression de PD-1 sur les cellules NK : conséquences potentielles sur l'infection KSHV. **Hugues LORTAT-JACOB**, Laboratoire des Protéines Membranaires - CNRS UMR 5075 - Université Joseph-Fourier - Grenoble 1 : Étude des mécanismes moléculaires qui contribuent à l'échappement des virus R5 aux chimiokines au cours de l'infection VIH. **Ali SAIB**, Institut Universitaire d'Hématologie - CNRS UMR 7212/Inserm U944, Paris : Rôle de la sumoylation de l'intégrase du VIH 1 dans la réplication virale. **Elmostafa BAHRAOUI**, Centre de Physiopathologie de Toulouse Purpan : La protéine Tat du VIH-1 inter agit avec le TLR4 : voies de signalisation activées et effet sur la production de cytokines et des facteurs immunosuppresseurs IL-10, PD-1/PD-L1 et IDO. **Francis BARIN**, associé J. Warszawski, Laboratoire de Virologie - Inserm U966, Tours : Certaines souches de VIH sont-elles indicatrices de la présence d'anticorps neutralisants protecteurs ? **Olivier BENSUAUDE**, Régulation de l'Expression Génétique Inserm U 1024 - CNRS 1024, Paris : Structure des facteurs P-TEFb et de l'ARN 7SK, cofacteurs cellulaires de la protéine Tat. **Clarisse BERLIOZ TORRENT**, Département de Biologie Cellulaire et Interactions Hôtes Pathogènes - Inserm U1016/ CNRS UMR 8104, Paris : Étude de la restriction induite par BST-2 sur la production du virus de l'immunodéficience humaine dans les macrophages primaires infectés. **Hugues DE ROCQUIGNY**, associé C. Moog, Laboratoire de Biophotonie et de Pharmacologie, Illkirch : Étude par imagerie moléculaire du rôle de la NC dans le trafic intracellulaire et l'assemblage de la polyprotéine de structure Gag du VIH-1. **Florence MARGOTTIN GOGUET**, Département de Biologie Cellulaire et Interactions Hôtes Pathogènes - Inserm U1016/ CNRS UMR 8104, Paris : Caractérisation des mécanismes d'action des protéines virales Vpr et Vpx des virus HIV-1 et HIV-2. **Isabelle MARIDONNEAU PARINI**, Institut de Pharmacologie et de biologie Structurale - CNRS UMR 5089, Toulouse : Rôle de l'interaction Nef-Hck dans la dissémination du VIH-1 par les macrophages et dans la persistance des réservoirs viraux. **Christiane MOOG**, associée H. De Rocquigny, Inserm UDS, Strasbourg : Étude par imagerie moléculaire du rôle de la NC dans le trafic intracellulaire et l'assemblage de la polyprotéine de structure Gag du VIH-1. **Arnaud MORIS**, Groupe Immunobiologie de la Présentation des Antigènes - Inserm U 945, Paris : Autophagy and HIV Interactions: viral replication, antigen presentation and innate immunity. **Marc RUFF**, Département de Biologie et Génomique structurales - CNRS UMR 7104, Illkirch : Études structurales et fonctionnelles du complexe de l'intégrase du VIH-1 avec des protéines partenaires. **Josiane WARSZAWSKI**, associé F. Barin, Centre de recherche en Épidémiologie et Santé des Populations - Inserm U1018, Le Kremlin-Bicêtre - Certaines souches de VIH sont-elles indicatrices de la présence d'anticorps neutralisants protecteurs ? **Winfried WEISSENHORN**, Biologie Structurale des Interactions entre Virus et Cellule Hôte, Grenoble : Analyse structurale de la glycoprotéine de VIH dans sa conformation native. **Victor APPAY**, Immunité et Infection Inserm U945 - Université Pierre-et-Marie-Curie Paris 6 : Immunité et déficit en vitamine D chez le patient infecté par VIH-1. **Philippe BENAROCHE**, Inserm U932 - Paris 5 : Rôle des moteurs moléculaires kinésines durant les étapes tardives du cycle du VIH-1 dans les macrophages primaires. **Monsef BENKIRANE**, associé Y. Levy, Laboratoire de virologie moléculaire - CNRS UPR 1142, Montpellier : Samhd1 un nouveau facteur de restriction du VIH-1: mécanisme d'action, rôle dans la réponse immunitaire et potentiel thérapeutique. **Martine BRAIBANT**, Inserm U966 "Morphogenèse et antigénicité du VIH et des virus des hépatites" - Université François-Rabelais de Tours : Recherche de mimotopes d'épitopes cibles d'anticorps anti-VIH-1 largement neutralisants et évaluation de leur immunogénicité. **Michaela MULLER-TRUTWIN**, Unité de Régulations des Infections Rétrovirales, Paris : Identification des partenaires moléculaires responsables de l'interférence entre les voies de signalisation induites par le TGF-β1 et les Interferon de type I dans les cellules d'homme et de primates susceptibles ou résistant au sida. **Bruno BEAUMELLE**, Centre d'étude d'Agents Pathogènes et Biotechnologie pour la Santé - CNRS UMR 5236, Montpellier : Mécanisme de transport du VIH-1 par les nanotubes. **Serge BENICHOU**, Département de Biologie Cellulaire et Interactions Hôtes Pathogènes - CNRS UMR 8104/Inserm U1016, Paris : Contribution de la forme nucléaire de l'uracile DNA glycosylase à la

réplication du VIH-1. **Rémi CHEYNIER**, Département de Biologie Cellulaire et Interactions Hôtes Pathogènes - CNRS UMR 8104/Inserm U1016, Paris : Impact du reletgraver sur la fonction thymique. **Nathalie DEJUCQ-RAINSFORD**, Laboratoire d'Étude et de la Recherche en Environnement et Santé - LERES - Inserm U1085, Rennes : Identification de facteurs du liquide séminal modulant la transmission sexuelle du virus de l'immunodéficience humaine (VIH). **Stéphane EMILIANI**, Département de Biologie Cellulaire et Interactions Hôtes Pathogènes - Inserm U1016 / CNRS UMR 8104, Paris : Rôle d'un nouveau complexe associé à LEDGF/p75 dans la latence du VIH-1. **Pierre CORBEAU**, CNRS UPR 1142, Montpellier : Interactions entre un récepteur couplé aux protéines G et CCR5 : effet inhibiteur sur l'infection par VIH-1, mécanisme d'action et perspectives thérapeutiques. **Olivier DELEZAY**, Groupe Immunité des Muqueuses et Agents Pathogènes GIMAP EA 3064, Saint-Étienne : Rôle du plasma séminal dans les interactions entre les cellules épithéliales et les cellules dendritiques muqueuses impliquées dans la contamination par HIV. **Rosemary KIERNAN**, CNRS UPR 1142, Montpellier : Small RNA Mediated Silencing of HIV-1 Transcription. **Christine LACABARTZ**, Développement lymphoïde normal dans l'infection par le VIH - Inserm U955, Créteil : Rôle de la voie Interleukine-33/ST2 sur la fonction cytotoxique des lymphocytes T CD8 au cours de l'infection par le VIH. **Matteo NEGRONI**, Laboratoire d'Architecture et Réactivité de l'ARN - CNRS UPR 9002, Strasbourg : Understanding Env trimer stability in the context of the epidemics: implications for antigenic variation.

AIDES AUX ÉQUIPES ACCORDÉES EN RECHERCHE CLINIQUE EN 2013

Maryse GUERIN, Dyslipidémies, inflammation et athérosclérose dans les maladies métaboliques - Inserm UMRS 939, Paris : Impact des thérapies antirétrovirales sur l'athérogénicité de la voie du transport inverse du cholestérol chez des sujets atteints d'une infection par le VIH. **Jean-Christophe PLANTIER**, Laboratoire de Virologie associé au Centre de Référence du VIH, Rouen : Observatoire de la réponse immuno-virologique aux ARV, chez les patients infectés par les VIH-1 du groupe O, vivant en France. **Véronique BOYER**, Biologie structurale des interactions entre virus et cellule hôte UMI 3265 UJF-EMBL-CNRS - Université Joseph-Fourier Grenoble 1, Grenoble : Implication du virus d'Epstein-Barr et des différents variants de la protéine de latence LMP1 dans le développement de lymphome de Hodgkin chez les patients VIH+. **Jean-Christophe PLANTIER**, Laboratoire de Virologie associé au Centre de Référence du VIH - Faculté de Médecine - Pharmacie de Rouen : Observatoire de la réponse immuno-virologique aux ARV, chez les patients infectés par les VIH-1 du groupe O, vivant en France. **Laurence WEISS**, Service d'Immunologie clinique, Paris : Étude pilote de l'effet de l'administration de rosuvastatine sur l'activation immunitaire résiduelle sous traitement antirétroviral : CESAR (Crestor En Sus des AntiRétroviraux).

AIDES AUX ÉQUIPES ACCORDÉES EN SCIENCES SOCIALES EN 2013

Isabelle GOBATTO, Université Victor-Segalen - Bordeaux 2 : Savoirs et pratiques experts et profanes autour du rôle du malade dans la prise en charge de la maladie chronique. Les exemples du VIH et du diabète au Mali. **Marc-Éric GRUENAI**, UMR 912, Marseille : Enfants et parents vivant avec le VIH/sida au Maroc. **Laurent VIDAL**, Observatoire Régional de la Santé PACA, Marseille : Les associations de lutte contre le sida au Cameroun : nouvelles configurations sociales, militantes et médicales. **Marie PREAU**, Laboratoire de psychologie Éducation, Cognition, Développement (LABECD), Nantes : Analyse comparée des facteurs associés au partage du statut sérologique chez les personnes vivant avec le VIH issues de files actives associatives dans 3 pays (Mali, Maroc, RDC). **Bruno SPIRE**, Inserm UMR 912, Marseille : Évaluation médico-économique de trois stratégies de traitement antirétroviral de 2^e ligne en Afrique : projet associé à l'essai clinique 2-lady (ANRS 12169). **Sophie LE CŒUR**, Centre Français sur la Population et le Développement - INED - IRD UMR 196, Paris : Teens Living with Antiretrovirals (TEEWA).

SOUTIEN FINANCIER AUX JEUNES CHERCHEURS EN 2013

Lucile ADAM, CEA - Service d'immuno-virologie UMR E1, Fontenay-aux-Roses : Infectiologie cellulaire et moléculaire, Spécialité Vaccinologie. **Awatef ALLOUCH**, Institut Pasteur - Unité de Régulations des Infections Rétrovirales, Paris : Molecular mechanisms of p21-mediated restriction of HIV replication in human macrophages. **Poornima BASAVARAJIAH**, CNRS UPR 1142 Institut de Génétique Humaine (IGH), Montpellier : Small RNA-Mediated Control of HIV-1 Transcription and its Role in Viral Latency. **Clarisse BENNE**, Hôpital Mondor - Développement lymphoïde Inserm U955 équipe 16 - Paris Est, Créteil : Mise en place d'un modèle préclinique de thérapie génique de l'infection par le VIH-1 par surexpression de SAMHD1 dans les progéniteurs hématopoïétiques. **Vanina BOUE**, UMI 233 "VIH/sida & Maladies associées" Institut de Recherche pour le Développement, Montpellier : Diversité génétique du HIV ; émergence des rétrovirus et autres pathogènes. **Christophe BROQUA**, Centre IRD de Dakar - Institut de Recherche pour le Développement - CHU de Fann, Dakar : Émergence de la question homosexuelle dans l'espace public et lutte contre le sida au Sénégal. **Marina CAILLET**, Institut Gustave-Roussy - Laboratoire Apoptose, Cancer et Immunité - Inserm U848 - Université Paris Sud XI, Villejuif : Étude du rôle de la protéine NALP3 dans les étapes précoces de l'infection à VIH-1. **Sylvain CARDINAUD**, Hôpital de la Pitié-Salpêtrière - Groupe Immunobiologie de la Présentation des Antigènes - Inserm U 945 et U 543 - Université Pierre-et-Marie-Curie - Paris 6 : Présentation des antigènes du VIH-1 et la qualité des réponses T CD8+ spécifiques du VIH-1. **Julie CASTRO**, Institut de Recherche Interdisciplinaire sur les enjeux Sociaux (IRIS), Paris : Prostitution et sida au Mali : construction des sujets, mobilisations collectives et agency. **Fanny CHABROL**, SE4S Sciences économiques et sociales, systèmes de santé, sociétés, UMR 912, Marseille : Les transformations politiques et sociales de la lutte contre le VIH/sida : implications pour la prise en charge du VHC au Cameroun. **Karen CHAMPENOIS**, CESP Centre de recherche en Épidémiologie et Santé des Populations - Inserm U1018-EQ07 - Université Paris Sud - Paris XI Hôpital Kremlin-Bicêtre : Évolution des comportements sexuels et de l'incidence des infections sexuellement transmissibles chez des personnes vivant avec le VIH à l'ère de TasP. **Isabelle CLERC**, Immunomodulation et Immunothérapie - CNRS UMR 5535 Institut de Génétique Moléculaire de Montpellier (IGMM), Montpellier : Impact of metabolism on HIV-1 infection of primary T cells. **Bruna DE ALENCAR**, Institut Curie - Inserm U932, Paris : Rôle des moteurs moléculaires kinésines durant les étapes tardives du cycle du VIH-1 dans les macrophages primaires. **Marion DELPEU**, ADES - Santé, identité, pratiques culturelles - Université Bordeaux 2, Pessac : Jeunesse séropositive et sexualité en Inde du Sud : les constructions politiques et sociales de futurs incertains. **Francesca DI NUNZIO**, Institut Pasteur - CNRS URA-3015 Virologie Moléculaire et Vaccinologie, Paris : Identification des facteurs cellulaires impliqués dans l'amarrage du VIH-1 au pore nucléaire. **Stéphanie DURAND**, École Normale Supérieure de

ANNEXES

Lyon - Laboratoire de Virologie Humaine - Inserm U758, Lyon : Étude du rôle d'APOBEC3A comme le facteur de restriction neutralisé par la protéine VPX SIVsm/HIV-2 pendant l'infection des cellules myéloïdes primaires. **Asma ELBELDI FERCHIOU**, Inserm U986 Hôpital Saint-Vincent-de-Paul, Paris : Expression de PD-1 sur les cellules NK : conséquences potentielles sur l'infection KSHV. **Luigi FLORA**, Université Paris 8 - Laboratoire interuniversitaire EXPERICE, Saint-Denis : Le patient formateur : Élaboration théorique et pratique de la création d'un nouveau métier de la santé. **Pierre FRANGE**, Hôpital Necker-Enfants malades - Unité de Virologie - EA 3620, Paris : Étude de la diversité virale au cours de la primo-infection à VIH-1 chez les patients de la cohorte ANRS-PRIMO C006. **Maud GELLY**, Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris CRESPP - UMR 7217 - CNRS - Université Paris 8 : Le dépistage du sida entre soignants et militants : une pratique de santé face aux inégalités sociales. **Annabelle GERARD**, Département des Maladies Infectieuses - Inserm U 567/CNRS UMR 8104 Institut Cochin, Paris : Implications fonctionnelles du complexe LEDGF/p75:lws1 au cours de la latence du virus VIH-1. **Marjorie GERBIER-AUBLANC**, Centre Population et Développement - UMR 196 Paris-Descartes IRD INED : Les associations de femmes "africaines" face au VIH-sida en Île-de-France, des actrices de la santé initiatrices de transformations sociales. **Gabriel GIRARD**, Institut de Recherche Interdisciplinaire sur les enjeux Sociaux (IRIS) École en Hautes Études en Sciences Sociales, Paris : Des gais séro-négatifs face au VIH à Montréal et à Paris. La structuration individuelle et collective des normes de prévention du sida dans un contexte de médicalisation de la gestion du risque. **Pablo GUARDADO CALVO**, Département de Virologie - Virologie Structurale - CNRS UMR 3015 - Institut Pasteur, Paris : Structural studies of the interaction between gC1qR and the ENV motif 3S. **Meoin HAGEGE**, IRIS-EHESS - CNRS UMR 8156/INSERM U799, Paris : Parcours de soins de sortant-e-s de prison séropositif-ves VIH,VHB et/ou VHC. **Chiraz HAMIMI**, Unité de Régulation des Infections Lentivirales Institut Pasteur, Paris : Génération et rôle de la réponse T CD8 dans le contrôle de l'infection VIH chez les HIV-contrôleurs. **Miriam HOCK**, Université Joseph-Fourier - Biologie structurale des interactions entre virus et cellule hôte - UMI 3265, Grenoble : Analyse structurale de la glycoprotéine de VIH dans sa conformation native. **Caroline IZAMBERT**, Centre de Recherches Historiques - CNRS UMR 8558 EHESS, Paris : Les politiques publiques d'accès aux soins des étrangers des années 1970 à nos jours. La protection sociale française à l'épreuve de l'épidémie de VIH-sida. **Ayrin KÖK**, Institut Mondor de Recherche Biomédicale - Inserm U955, Créteil : Étude de la balance des cellules T régulatrices/Th17/NK-22 dans l'infection par le VIH/SIV. **Hichem LAHOUSSA**, Inserm U1016 CNRS UMR8104 - Institut Cochin, Paris : Caractérisation de la réponse anti-virale induite par l'interféron lors de l'infection des cellules myéloïdes par HIV-1 et HIV. **Annabelle LAPOSTOLLE**, Hôpital Saint-Antoine - Inserm UMR - S707, Paris : Origines migratoires et recours au dépistage VIH (ORMIRED). **Lara MAHI**, Laboratoire d'Analyse Socio-Anthropologique du Contemporain (LASCO) - SOPHIAPOL (EA 3932) - Université Paris X, Nanterre : "Économie et Société" - mutation des sociétés contemporaines - spécialité : Socio-anthropologie du contemporain. **Élise MARSICANO**, Centre de recherche en épidémiologie et santé des populations - Université de Versailles Saint-Quentin - Hôpital Paul-Brousse - Inserm U 1018, Paris : Les personnes vivant avec le VIH face aux discriminations dans la société française : une étude à partir des données de l'enquête Vespa2, 2011. **Joëlle MEZHER**, Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IBMC) - Laboratoire d'Architecture et Réactivité de l'ARN - CNRS UPR 9002 - Université Louis-Pasteur Strasbourg 1 - CNRS UPR 9002, Strasbourg : Immunité innée et contre-mesures virales : études structurales du complexe HIV-1 Vif/hAPOBEC-3. **Jacques NDAWINZ**, Service de Virologie - Inserm UMR S 943 et U 943 - Université Pierre-et-Marie-Curie Paris 6 : Reconstruction de l'incidence du VIH par l'approche du rétrocalcul à partir des données de surveillance : le cas du Cameroun et de la France. **Charles NUTTENS**, Inserm UMR S 945 Immunité et infection - Inserm U 543 - Université Pierre-et-Marie-Curie Paris 6, Hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Paris : Vaccination intradermique anti VIH : implication des cellules dendritiques CD207+ de la peau dans la réponse IgA vaginale. **Marina Elisabeth PENA**, Interactions virus-hôte et maladies hépatiques-INSERM U748 Faculté de Médecine, Strasbourg : Role of Natural Killer cells in controlling HIV replication by antibodies. **Sophie PERRIN**, Hôpital de la Timone - Laboratoire de Biologie Cellulaire, Marseille : ANRS EP45 "Aging" : Vieillesse accélérée, infection par le VIH, traitements antirétroviraux. **Nicolas PETIT**, Hôpital la Pitié-Salpêtrière - Immunothérapie et Virus CNRS UMR 7211 / Inserm U959, Paris : Génétique cellulaire et moléculaire. Contrôle de la charge virale par thérapie génique en l'absence d'antirétroviraux dans un nouveau modèle animal de l'infection par le VIH. **Alizé PROUST**, Institut de virologie - Inserm U748 Interactions virus hôtes et maladies, Strasbourg : Biologie des micro-organismes, Spécialité Virologie. **Laura RICHERT**, Inserm U 897 Institut de Santé Publique, d'Épidémiologie et de Développement - ISPED, Bordeaux : Définition et analyse des critères de jugement des essais vaccinaux du VIH. **Ute SCHMIDT**, Institut de Génétique Moléculaire de Montpellier (IGMM) - CNRS UMR 5535, Montpellier : Quality-control of unspliced genomic HIV-1 RNAs. **Ludvine SINZELLE**, Université Bordeaux 2 - Laboratoire de Microbiologie Cellulaire et Moléculaire et Pathogénicité - CNRS UMR 5234, Bordeaux : Étude du mécanisme d'inhibition de l'intégration du VIH-1 par hRAD51 et de son rôle dans les événements de réparation post-intégration. **Sylvain THIERRY**, École Normale Supérieure de Cachan - Laboratoire de biologie et pharmacologie appliquée (LBPA), Cachan : Rôle des cercles 2-LTR du VIH-1 dans l'expression rétrovirale et dans l'intégration lors de l'infection de cellules primaires. **Bénédicte VANWALSCAPPEL**, Institut Universitaire d'Hématologie - Hôpital Saint-Louis - Unité Génétique et Écologie des Virus, Paris : Thèse : Caractérisation de la résistance du VIH à l'effet antiviral des interférons de type 1. **Juliana VERAS**, Centre de Recherche CNRS-Inserm-EHESS-UPD, Villejuif : Les enjeux de la production des ARVs de seconde ligne au Brésil : utiliser les flexibilités du droit des brevets pour produire des médicaments génériques certifiés. **Zhicheng ZHOU**, Institut Cochin - Entrée muqueuse du VIH et immunité muqueuse Inserm 1016, CNRS UMR 8104, Paris : HIV-1 entry at the foreskin: Crosstalk between the virus and foreskin cells.

ÉQUIPES SOUTENUES PAR LE FONDS DE DOTATION PIERRE BERGÉ EN 2013

Roger LEGRAND*, Division of Immunovirology, Fontenay-aux-Roses, **Nathalie DEJUCQ-RAINSFORD**, Institut de Recherche sur la Santé, l'Environnement et le Travail, Rennes : Origin, nature and role in vaginal transmission of HIV/SIV infected cells in semen : from basic science to prevention strategies proof of concept. **Monsef BENKIRANE***, Montpellier : Paving the way toward HIV/AIDS cure. **Bruno SPIRE***, ESSEM - Inserm 912, Marseille, **Jean-Marie LEGALL**, Pantin, **Marie PREAU**, Inserm U997/CNRS UMR 8156, Paris : "On Demand" Antiretroviral pre-exposure Prophylaxis for HIV Infection in men who have sex with men in France and Canada. **Bernard VERRIER***, CNRS UMR 5305/Université Lyon 1 - Laboratoire de Biologie Tissulaire et Ingénierie Thérapeutique, Lyon, **Stéphane PAUL**, Groupe Immunité Muqueuses et Agents Pathogènes GIMAP - EA 3064, Saint-Étienne, **Christiane MOOG**, Institut de Virologie - UMR 1110, Strasbourg : Induction of poly-reactive blocking HIV-1 antibodies at mucosal sites by a multifunctional particulate vaccine.

* Porteur principal de projet.

FINANCEMENTS ACCORDÉS EN 2013 “QUALITÉ DE VIE ET QUALITÉ DES SOINS”

Réseau Gironde, Bordeaux, Aquitaine : Prestations pour une prévention primaire et secondaire du risque cardiovasculaire chez les personnes vivant avec le VIH. **Entr’Aides Guyane**, Cayenne, DOM-TOM : Ateliers thématiques. **L’Abri**, Évreux, Haute-Normandie : Image de soi - bien-être : la revalorisation et l’estime de soi des personnes porteuses du VIH et atteintes de pathologies chroniques invalidantes. **Acceptess-T**, Paris, Île-de-France : Appess - Activités physiques, psycho-soutien, éducation à la santé et à la sexualité. **Basiliade**, Paris, Île-de-France : Groupes thérapeutiques de balnéothérapie. **Dessine moi un mouton**, Paris, Île-de-France : Qualité de vie – espace du corps. **Institut Alfred Fournier**, Paris, Île-de-France : Evas - Éducation thérapeutique centrée sur la vie affective et sexuelle. **Léonie Chaptal**, Sarcelles, Île-de-France : Renforcement des programmes d’éducation thérapeutique à domicile pour les personnes vivant avec le VIH. **Les Arts**, Paris, Île-de-France : Ateliers d’art-thérapie pour les personnes vivant avec le VIH. **Marie-Madeleine**, Versailles, Île-de-France : Amélioration de la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH par l’ostéopathie fonctionnelle. **Réseau Santé Ressource**, Clamart, Île-de-France : Les entretiens de vie. **Réseau Ville - Hôpital Val-de-Seine**, Suresnes, Île-de-France : Accès aux soins dans l’urgence et participation financière à la confection de prothèses dentaires. **D’un monde à l’autre**, Montpellier, Languedoc-Roussillon : Ateliers Mieux-être (activités physiques adaptées, musicothérapie et cuisine). Accompagner les personnes fragilisées par une pathologie chronique vers une meilleure qualité de vie. **Envie**, Montpellier, Languedoc-Roussillon : Techniques et thérapies complémentaires dans l’accompagnement des personnes touchées par le VIH et les hépatites visant l’amélioration de la qualité de vie ressentie. **Adis**, Dunkerque, Nord-Pas-de-Calais : Un temps pour soi. **SHA**, Aix-en-Provence, PACA : Séances de shiatsu et de réflexologie. **Réseau Santé Marseille Sud**, Marseille, PACA : Aide à l’arrêt du tabac. **Réseau Santé Vieux-Port**, Marseille, PACA : Réadaptation à l’exercice d’une activité physique et sportive régulière. **Réseau Santé Vieux-Port**, Marseille, PACA : Consultations d’ostéopathie. **Da Ti Seni**, Lyon, Rhône-Alpes : Qualité de vie et santé sexuelle des femmes vivant avec le VIH à Lyon. **Nova**, Lyon, Rhône-Alpes : La pause bien-être face à la maladie ou au handicap. **Tempo**, Grenoble, Rhône-Alpes : Action VIH : accompagnement diététique et amélioration de la qualité de vie.

Un financement de 15 000 € a été versé hors appel à projets à la maison d’accueil spécialisé Maison de lumière du groupement hospitalier de Magny-en-Vexin (95420), pour le projet “Achat de mobilier et d’équipements médicaux participant à l’amélioration de la qualité de vie et de la qualité des soins des résidents”. Ce financement a été accordé grâce à un don de la Lily Safra Hope Foundation.

Programmes associatifs France

FONDS VERSÉS PAR SIDACTION PAR RÉGION EN 2013

Région	Association	Nb projets	Total CA projet
Alsace	REVIH-MULHOUSE	2	6 000 €
Aquitaine	GAPS	1	50 000 €
	IPPO (INFORMATION PRÉVENTION PROXIMITÉ ORIENTATION)	1	25 400 €
Bourgogne	CENTRE INTERCULTUREL FRANCO-MAGHRÉBIN	1	6 500 €
	CIGALES	1	10 000 €
Bretagne	RÉSONANCE	1	20 823 €
Centre	GROUPE ACTION GAY ET LESBIEN - LOIRET	1	20 000 €
	HEPSILO - RÉSEAU VILLE HÔPITAL HÉPATITES SIDA 45	2	17 500 €
	MFPF 37	1	11 000 €
Corse	AIUTU CORSU	2	30 299 €
DOM-COM	ACTION POUR LE DÉVELOPPEMENT, L'ÉDUCATION ET LA RECHERCHE (ADER)	1	20 000 €
	ACTION SIDA MARTINIQUE	1	19 000 €
	ARPS	3	20 400 €
	ASSOCIATION DE SOUTIEN AUX FAMILLES DES MALADES ET DE FORMATION	1	20 000 €
	ASSOCIATION RÉSEAU VILLE-HÔPITAL GUADELOUPE	1	17 000 €
	CFAES-L'ARBRE FROMAGER	1	10 000 €
	CHRÉTIENS ET SIDA	1	17 654 €
	DÉVELOPPEMENT ACCOMPAGNEMENT ANIMATION COOPÉRATION (DAAC GUYANE)	1	50 000 €
	ENTR'AIDES GUYANE	1	16 000 €
	INITIATIVE ÉCO	1	15 000 €
	KON YEE	1	4 800 €
	MÉDECINS DU MONDE	1	13 000 €

Région	Association	Nb projets	Total CA projet
DOM-COM <i>(suite)</i>	RIVE	1	3 968 €
	SID'AVENTURE	1	7 900 €
	SIS ASSOCIATION	1	10 000 €
	WI NA WI	1	22 000 €
Île-de-France	ACCEPTESS-T	2	31 100 €
	ACT UP-PARIS	2	87 000 €
	ACTIONS TRAITEMENTS	1	60 200 €
	AERI (ATELIERS EXPÉRIENCE, REDYNAMISATION ET INSERTION)	1	10 000 €
	AFRIQUE ARC-EN-CIEL	1	5 854 €
	AFRIQUE AVENIR	1	28 000 €
	AFRIQUE PARTENAIRES SERVICES	1	14 000 €
	ARCAT	1	71 500 €
	AREMEDIA	1	17 000 €
	ASSOCIATION DE GESTION DU RÉSEAU FRANÇAIS DE RÉDUCTION DES RISQUES	1	25 000 €
	ASSOCIATION ESPOIR	1	14 300 €
	ASSOCIATION MARIE-MADELEINE	1	4 500 €
	ASSOCIATION RÉSEAU DE SOINS 92	1	6 000 €
	ASSOCIATION SANTÉ, MÉDIATION ET DÉVELOPPEMENT- ASSAMEDE	1	48 000 €
	ASUD	1	24 258 €
	AURORE	1	20 000 €
	BASILIADE	2	98 000 €
	BONDEKO "LA FRATERNITÉ" BDK	1	30 800 €
	CENTRE LGBT PARIS IDF	1	18 000 €
	COMEDE	1	36 700 €
	DESSINE-MOI UN MOUTON	1	89 400 €
	ELLE EPHÉMÈRE	1	7 000 €
	HF PRÉVENTION	1	42 000 €

Région	Association	Nb projets	Total CA projet
Île-de-France <i>(suite)</i>	IKAMBERE LA MAISON ACCUEILLANTE	1	71 000 €
	LA MAIN FINE	1	28 000 €
	LA MARMITE	1	24 609 €
	LA PLAGES	1	14 800 €
	LA RÉSILIENCE	1	16 000 €
	LE KIOSQUE INFOS SIDA ET TOXICOMANIE	1	40 000 €
	LES AMIS DU BUS DES FEMMES	1	25 000 €
	LIGNE DE VIE	1	9 400 €
	MFPF	1	24 500 €
	MIGRATIONS SANTÉ	2	39 000 €
	OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES PRISONS - SECTION FRANÇAISE	1	30 000 €
	OUTRANS	1	10 000 €
	PARI-T	1	5 000 €
	PRÉVENTION ACTION SANTÉ TRAVAIL POUR LES TRANSGENRES	2	46 078 €
	RAMM - VIH	1	3 000 €
	SIDA PAROLES	1	12 157 €
	SIS ASSOCIATION	1	13 000 €
	SOL EN SI	1	88 000 €
	URACA (UNITÉ DE RÉFLEXION ET D'ACTION DES COMMUNAUTÉS AFRICAINES)	2	81 700 €
	Languedoc-Roussillon	ARAP. RUBIS	1
ASSOCIATION VIVRE		1	8 500 €
ENVIE		2	70 099 €
LA MAISON DE VIE DU ROUSSILLON		1	4 400 €
SIS ASSOCIATION		1	6 000 €
Limousin	ENTR'AIDSIDA LIMOUSIN	1	9 000 €
Midi-Pyrénées	ACT UP SUD-OUEST	1	55 600 €
	GRISSELIDIS	1	75 000 €
	LA CASE DE SANTÉ	2	30 000 €
	LA CLEF	1	6 000 €
	RELAIS VIH	1	11 700 €
Nord-Pas-de-Calais	ADIS	4	33 600 €
	SIS ASSOCIATION	1	11 000 €

Région	Association	Nb projets	Total CA projet	
PACA	ACTION SANTÉ ALTERNATIVE DU BASSIN CANNOIS	1	6 000 €	
	ASUD MARS SAY YEAH	2	17 700 €	
	AUTRES REGARDS	1	40 000 €	
	CENTRE LGBT CÔTE D'AZUR	1	12 500 €	
	LE TIPI	2	72 600 €	
	LES SŒURS DE LA PERPÉTUELLE INDULGENCE - COUVENT DES CHÊNAIES	1	3 100 €	
	RÉSEAU SANTÉ MARSEILLE SUD	1	10 137 €	
	SANBA	1	6 000 €	
	SOL EN SI	1	12 000 €	
	Pays de la Loire	AUORE	1	11 587 €
	SIS ASSOCIATION	1	23 400 €	
	Rhône-Alpes	ACTIS	3	58 500 €
		ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE SIDA (ALS)	2	52 000 €
CABIRIA		2	85 500 €	
ENTR'AIDS		1	42 800 €	
FRISSE		1	19 000 €	
KEEP SMILING		2	34 500 €	
LE THIANTY OPPELIA		1	10 800 €	
TOTAL				1 222 708 123 €

Programmes internationaux

FONDS VERSÉS PAR SIDACTION PAR PAYS EN 2013

Pays d'intervention	Structures Projets	Somme versée en 2013
AFRIQUE		
AFRIQUE DU SUD	Paediatric AIDS Treatment for Africa (PATA)	29 000 €
	<i>Funding for 7 multidisciplinary treatment teams from Kenya and Burundi to participate in the PATA 2013 East Africa Regional Forum</i>	24 000 €
	<i>Funding for 5 multidisciplinary treatment teams to participate in the 2012 PATA Forum for the Southern Africa region and Nigeria</i>	5 000 €
	The Kidzpositive Family Fund	39 650 €
	<i>Growth Opportunity (GO Project)</i>	12 650 €
	<i>Sidaction Advanced Counsellor Diploma</i>	12 000 €
	<i>The Nyamezela Adolescent Clinic</i>	15 000 €
TOTAL AFRIQUE DU SUD		68 650 €
BÉNIN	Racines	68 000 €
	<i>Consultation prénatale, appui nutritionnel aux nourrissons nés de mères séropositives et prise en charge médico-sociale et psychologique des enfants infectés et affectés par le VIH au centre ADIS de Racines à Cotonou</i>	35 000 €
	<i>Dépistage et prise en charge globale des personnes vivant avec le VIH dans les communes de Cotonou et Savalou</i>	33 000 €
TOTAL BÉNIN		68 000 €
BURKINA FASO	Association African Solidarité (AAS)	100 000 €
	<i>Projet de renforcement des prestations du centre oasis en centre intégré de services de santé sexuelle et reproductive de prévention et prise en charge globale des PVVIH et des minorités sexuelles</i>	90 000 €
	<i>P'tit Village</i>	10 000 €
	Association Laafi la Viim (ALAVI)	39 500 €
	<i>Contribution à l'amélioration des conditions de vie sociale et sanitaire des personnes infectées par le VIH/sida</i>	32 000 €
	<i>Promotion de l'accès à la prévention et aux soins des personnes homosexuelles et autres hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes</i>	7 500 €
	Institut de recherche en sciences de la santé (IRSS)	30 629 €
	<i>Cours régional de formation à la recherche en santé avec orientation VIH/sida et santé de la reproduction</i>	2 191 €
	<i>FOREVIH-Cours régional de formation à la recherche en santé avec orientation sur le VIH/sida et la santé de la reproduction</i>	28 438 €
	KASABATI	39 238 €
	<i>ETHIKasabati 2013 : promotion de l'éthique des soins et de la recherche au Burkina Faso</i>	13 000 €
	<i>Formation des équipes soignantes du GTIE, renforcement des compétences des acteurs associatifs sur l'éthique des soins et de la recherche</i>	15 000 €
	<i>Mobilisation des acteurs communautaires de lutte contre le sida autour des questions éthiques liées aux usages de drogue au Burkina Faso</i>	11 238 €

Pays d'intervention	Structures Projets	Somme versée en 2013
BURKINA FASO (suite)	La Maison des associations (MAS)	67 800 €
	<i>Équipement et matériel de sensibilisation/prévention pour la Maison des associations</i>	8 800 €
	<i>Prévention ciblée des IST et du VIH/sida dans la région des Hauts-Bassins</i>	59 000 €
	Responsabilité-Espoir-Vie-Solidarité (REVS+)	126 000 €
	<i>Amélioration de l'accès à la prévention, aux soins et traitements du VIH/sida et des IST chez les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes au Burkina Faso</i>	12 500 €
	<i>Appui scolaire et alimentaire aux OEV et aux personnes vivant avec le VIH/sida de l'association REVS+</i>	5 000 €
	<i>Construction d'immeuble à usage de siège de l'association REVS+</i>	12 500 €
	<i>Projet de renforcement des capacités de REVS+ pour une prise en charge de qualité des PVVIH/sida</i>	56 000 €
	<i>Renforcement de la prise en charge pédiatrique du VIH/sida à REVS+</i>	40 000 €
	Université de Ouagadougou / Unité de formation et de recherche en sciences de la santé	65 220 €
<i>Diplôme Inter universitaire médical et paramédical sous-régional d'Afrique francophone "Formation à la prise en charge globale des personnes vivant avec le VIH en Afrique subsaharienne"</i>	65 220 €	
TOTAL BURKINA FASO		468 387 €
BURUNDI	Association nationale de soutien aux séropositifs et sidéens (ANSS)	331 888,69 €
	<i>Acquisition d'un nouveau compteur CD4 pour le Centre Turiho</i>	26 200 €
	<i>Consolidation et décentralisation de la formation à travers le centre de formation de l'ANSS</i>	21 000 €
	<i>Contribution à la réduction de la vulnérabilité des MSM</i>	15 000 €
	<i>Maison de la joie - Rallonge</i>	4 905 €
	<i>Maison de la joie 2013 (janv.-déc.)</i>	12 000 €
	<i>Projet de prise en charge globale des orphelins et autres enfants vulnérables - 2013</i>	132 617 €
	<i>Projet de prise en charge globale des personnes vivant avec le VIH/sida au Burundi et appui structurel à l'ANSS</i>	111 000 €
	<i>Remboursement des factures de juillet 12 réglées par l'ANSS pour le compte de l'APECOS</i>	4 166,69 €
	<i>Rénovation et équipement du laboratoire de l'ANSS dans le cadre du projet OPP-ERA</i>	5 000 €
	SWAA Burundi	151 683 €
	<i>Centre d'accueil, d'écoute, de soins et de dépistage volontaire du VIH avec intégration de la planification familiale</i>	33 000 €
<i>Prise en charge médicale et psychosociale des orphelins et autres enfants vulnérables - 2013</i>	118 683 €	
TOTAL BURUNDI		483 571,69 €
CAMEROUN	3SH (Synergie des sciences sociales et humaines)	8 000 €
	<i>Projet de formation à l'annonce de la séropositivité</i>	8 000 €
	Alternatives Cameroun	73 000 €
	<i>Projet Access Extended 2013</i>	58 000 €
	<i>Projet Capacity</i>	10 000 €
	<i>Urgence - Incendie</i>	5 000 €
	Kid Aids	46 000 €
	<i>Formation des acteurs de soin en milieu communautaire à l'accompagnement psychologique et social des enfants infectés par le VIH au Cameroun</i>	18 000 €
	<i>Projet intégré de conseil, dépistage et accompagnement psychologique et social du couple mère et enfant infecté ou exposé au VIH à Yaoundé</i>	28 000 €
	Réseau sur l'éthique, le droit et le sida (REDS)	27 000 €
<i>Phase 2 du projet de renforcement des services juridiques destinés aux PVVIH et aux groupes vulnérables</i>	10 000 €	
<i>Renforcement des capacités des acteurs de lutte contre le sida sur l'éthique de la recherche et des soins</i>	17 000 €	

ANNEXES

Pays d'intervention	Structures Projets	Somme versée en 2013	
CAMEROUN <i>(suite)</i>	SWAA Littoral	108 648 €	
	<i>Financement Air France</i>	15 000 €	
	<i>Prévention et prise en charge globale des orphelins et enfants vulnérables de la SWAA-Littoral à Douala</i>	27 148 €	
	<i>Prise en charge globale et pluridisciplinaire des PVIH au centre Son Ninka</i>	65 000 €	
	<i>Projet de formation des conseillers psycho sociaux à l'éducation thérapeutique et l'aide à l'observance pour une amélioration de la qualité du suivi des personnes vivant avec le VIH/sida sous ARV</i>	1 500 €	
TOTAL CAMEROUN		468 387 €	
CONGO, RÉP. DÉM.	AFIA SANTÉ	32 259 €	
	<i>Formation des prestataires de centres de santé centralisés et acteurs communautaires : prise en charge globale de l'infection à VIH au CS et dans la communauté</i>	25 230 €	
	<i>Formation des prestataires de centres de santé décentralisés : suivi clinico-biologique, prise en charge paramédicale et psychologique des couples mères-bébés et partenaires infectés par le VIH dans les ZS Viadana et Poko</i>	7 029 €	
	SOS SIDA	22 000 €	
	<i>Appui à la prise en charge et au suivi des enfants affectés et infectés par le VIH</i>	19 000 €	
	<i>Appui en médicaments et examens médicaux aux PVIH démunies dans la province du Sud-Kivu</i>	3 000 €	
TOTAL CONGO, RÉP. DÉM.		54 259 €	
CÔTE D'IVOIRE	Alternative Côte d'Ivoire	9 500 €	
	<i>GBAMINEKRO (La santé est un trésor)</i>	9 500 €	
	Centre Solidarité-Action sociale de Bouaké (Centre SAS)	154 536 €	
	<i>GNILÊH 1</i>	40 000 €	
	<i>Prise en charge familiale et décentralisée des PVIH dans la vallée du Bandama</i>	100 000 €	
	<i>Renforcement des capacités des acteurs de terrain dans le cadre de la décentralisation des activités de prise en charge des PVIH dans la région de Gbêké</i>	5 536 €	
	<i>Réparation et maintenance des automates d'hématologie et de biochimie au laboratoire du CSAS</i>	9 000 €	
	Espace confiance	75 000 €	
	<i>Perles et Lagunes 2012-2014</i>	75 000 €	
	Institut national de formation sociale	29 900 €	
	<i>Certificat de prise en charge psychosociale des PVIH en milieu communautaire/associatif</i>	29 900 €	
	Lumière Action	35 000 €	
	<i>Soutien médical et appui au fonctionnement de l'ONG Lumière Action + prévention du VIH et soins et soutien des personnes vivant avec le VIH</i>	35 000 €	
	Renaissance Santé Bouaké (RSB)	68 000 €	
	<i>Projet Secours</i>	50 000 €	
	<i>Projet Yassouah</i>	18 000 €	
	Solidarité Plus	9 000 €	
	<i>Amélioration de la prise en charge de 104 PVIH au CHR d'Agboville en 2013</i>	9 000 €	
	TOTAL CÔTE D'IVOIRE		380 936 €
	MALI	Arcad Sida	141 000 €
<i>Améliorer l'accès des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes aux services de prévention, de dépistage et de prise en charge des IST et du VIH</i>		20 000 €	
<i>Formation des acteurs terrain sur la santé sexuelle, santé de la reproduction, santé positive, dignité et prévention</i>		9 000 €	
<i>Renforcer la prise en charge globale des personnes infectés et affectés par le VIH sur les sites d'Arcad/sida</i>		79 000 €	
	<i>Renforcer la prise en charge globale des enfants infectés par le VIH</i>	33 000 €	

Pays d'intervention	Structures Projets	Somme versée en 2013
MALI <i>(suite)</i>	Association Kéné Dougou Solidarité (AKS)	103 000 €
	<i>Accès au dépistage volontaire et à la prise en charge globale des IST/VIH/sida à Sikasso pendant 12 mois</i>	57 000 €
	<i>Mise en place d'actions de prévention et d'accès aux soins IST/VIH/sida pour les populations MSM à Sikasso</i>	10 000 €
	<i>Prévention de la transmission mère-enfant et prise en charge globale des enfants par le VIH dans la région de Sikasso</i>	36 000 €
	SOLTHIS	12 000 €
	<i>Projet de renforcement des capacités des personnels soignants pour l'amélioration de la décentralisation de la prise en charge médicale du VIH/sida dans la région de Mopti</i>	12 000 €
TOTAL MALI		256 000 €
MAROC	ALCS - Association de lutte contre le sida	25 000 €
	<i>Amélioration de la qualité de prise en charge des personnes vivant avec le VIH suivies à Casablanca et du dépistage à Essaouira</i>	25 000 €
TOTAL MAROC		25 000 €
NIGER	Mieux Vivre avec le sida (MVS)	25 000 €
	<i>Appui au dépistage volontaire du VIH et à la prise en charge médicale, psychoaffective et socioéconomique des personnes infectées et/ou affectées par le VIH/sida</i>	25 000 €
TOTAL NIGER		25 000 €
NIGERIA	LIVING HOPE CARE	23 000 €
	<i>Strengthening support group for PLWHIV, Community-based and faith-based organisations' capacity for effective responses to HIV/AIDS, associated co-infections and service delivery in 3 focal states of Nigeria (Osun, Oyo and Ondo states)</i>	23 000 €
	New HIV Vaccine and Microbicide Advocacy Society (NHVMAS)	24 400 €
	<i>Building the capacity of CSOs to train people living with HIV, TB and malaria in Osun State on research literacy</i>	10 000 €
	<i>Working with MARPS groups (MSM, FSW and IDU) in Nigeria to build their capacity to engage with researches during HIV research activities</i>	14 400 €
TOTAL NIGERIA		47 400 €
RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI	Solidarité féminine	32 658 €
	<i>Aide de proximité aux femmes séropositives et aux enfants exposés au VIH/sida</i>	23 000 €
	<i>Deuxième phase de la formation des accompagnateurs psychosociaux (APS) auprès des personnes infectées ou affectées par le VIH : formation à l'éducation thérapeutique, à la nutrition et à la prise en charge pédiatrique</i>	9 000 €
	<i>Urgence - médicaments antituberculeux à Djibouti</i>	658 €
TOTAL RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI		32 658 €
RÉPUBLIQUE DE MAURICE	Prévention, information et lutte contre le sida (PILS)	28 000 €
	<i>Prévention de proximité, prise en charge et plaidoyer par rapport aux populations vulnérables</i>	28 000 €
TOTAL RÉPUBLIQUE DE MAURICE		28 000 €
RÉPUBLIQUE DU CONGO	Avenir positif	25 480 €
	<i>Formation des prestataires associatifs à la prise en charge pédiatrique et à la prévention de la transmission mère-enfant de l'infection à VIH à Pointe-Noire</i>	2 480 €
	<i>Projet global de soins et d'accompagnement des EVVIH à Pointe-Noire</i>	23 000 €
	Serment universel	45 000 €
	<i>Continuité et passage à l'échelle dans la prise en charge globale des enfants et adolescents infectés et affectés par le VIH à Brazzaville et à Dolisie</i>	45 000 €
TOTAL RÉPUBLIQUE DU CONGO		70 480 €

ANNEXES

Pays d'intervention	Structures Projets	Somme versée en 2013
SÉNÉGAL	CRCF (Centre régional de recherche et de formation à la prise en charge clinique du VIH/sida)	15 000 €
	<i>Projet Éthique 5</i>	15 000 €
TOTAL SÉNÉGAL		15 000 €
TCHAD	Association Djenandoum Naasson - Initiative Développement Tchad	38 000 €
	<i>Amélioration de la prise en charge globale des enfants séropositifs au CDN</i>	38 000 €
TOTAL TCHAD		38 000 €
TOGO	Action contre le sida (ACS)	18 000 €
	<i>Renforcement de la prise en charge médicale et psychosociale des personnes infectées et affectées par le VIH sida suivies à ACS</i>	18 000 €
	Aides médicales et charité (AMC)	68 000 €
	<i>Nye Kekeli</i>	32 000 €
	<i>Renforcement de la prise en charge communautaire des PVVIH et autonomisation des femmes sous TARV suivies par AMC à Lomé et Kpalimé</i>	36 000 €
	Altersanté	10 000 €
	<i>Amélioration durable de la prise en charge thérapeutique des adultes et enfants concernés par le VIH/sida</i>	10 000 €
	CRIPS-Togo (Centre de recherches et d'informations pour la santé au Togo)	27 000 €
	<i>Renforcement de la prise en charge globale (médicale, psychosociale et nutritionnelle) des enfants exposés, infectés et affectés par le VIH et leurs parents, suivis par l'association CRIPS-Togo à Lomé et à Nonépé dans la préfecture de l'Avé</i>	27 000 €
	Espoir Vie Togo (EVT)	83 000 €
	<i>Projet de finition de la construction du Centre Lucia (rez-de-chaussée)</i>	5 000 €
<i>Projet de formation des acteurs associatifs de l'ONG Espoir Vie-Togo à l'éducation thérapeutique</i>	8 000 €	
<i>Projet de renforcement de la prise en charge globale des personnes vivant avec le VIH à Lomé</i>	42 000 €	
<i>Projet de renforcement de la prise en charge médicale et psychosociale des enfants et adolescents infectés par le VIH</i>	28 000 €	
TOTAL TOGO		206 000 €
ZIMBABWE	The Center	17 586 €
	<i>Capacity building for key urban HIV and AIDS community contact persons in Emergency Settings</i>	17 586 €
	The Centre	20 000 €
<i>Fighting HIV in emergency settings</i>	20 000 €	
TOTAL ZIMBABWE		37 586 €
TOTAL AFRIQUE		2 567 575,69 €
ASIE		
CHINE	Aids Care China	50 000 €
	<i>Increasing accessibility for marginalized population in China</i>	50 000 €
	Beijing Zhiaixing Information and Counseling Co., Ltd	20 000 €
<i>Comprehensive HIV/AIDS prevention, care and advocacy for MSM in China</i>	20 000 €	
TOTAL CHINE		70 000 €
INDE	Social Activities Integration (SAI)	32 000 €
	<i>Comprehensive care for marginalized population</i>	32 000 €
TOTAL INDE		32 000 €

Pays d'intervention	Structures Projets	Somme versée en 2013
NÉPAL	Blue Diamond Society	25 000 €
	<i>Care, support program for MSM/TG living with HIV in Nepal</i>	25 000 €
	Nava Kiran Plus	56 000 €
	<i>Comprehensive package for PLHA through CCC & CHBC</i>	56 000 €
TOTAL NÉPAL		81 000 €
THAÏLANDE	Thai Aids Treatment Action Group (TTAG)	20 000 €
	<i>Getting what works in HIV prevention, treatment and care into the hands of those who need it most: evidence-based services, linkages, and advocacy capacity-building for people who inject drugs (PWID), people in prison (Prisoners) and migrant sex workers</i>	20 000 €
	TOTAL THAÏLANDE	
TOTAL ASIE		203 000 €
EUROPE ORIENTALE		
AZERBAÏDJAN	Clean World	8 000 €
	<i>Law clinic for drug users and the people infected with HIV II phase</i>	8 000 €
	Healthy Life and Development	11 500 €
	<i>Continuation of comprehensive care for drug users and sex workers in Ganja, Dalimmadli and Yevlakh</i>	11 500 €
	Public Organization Against AIDS	10 000 €
<i>Strengthening response to HIV/AIDS through reinforcement of social services, care and support for most at risk groups</i>	10 000 €	
TOTAL AZERBAÏDJAN		29 500 €
RUSSIE	Doctors to Children	20 000 €
	<i>Positive childhood : dissemination of best practices of community-based organizations working with HIV-affected children in Russia</i>	20 000 €
	European Aids Treatment Group (EATG)	7 000 €
	<i>Integrated approach in treatment of HIV and related co-infections (TB/HCV) – training for the Russian community of PLWH and their health care providers</i>	7 000 €
	Humanitarian Action	42 940 €
	<i>Aide d'urgence - Achat de seringues</i>	5 940 €
	<i>Development of a sustainable system of integrated services for people affected by HIV epidemics in St Petersburg</i>	37 000 €
	IMENA +	28 000 €
<i>School of patient for HIV+drug users prisoners and former prisoners ; Consulting of prisoners before and after blood testing in prisons ; Medical support of people living with HIV/AIDS</i>	28 000 €	
TOTAL RUSSIE		97 940 €
UKRAINE	Chernihiv regional branch of All Ukrainian Charitable Organization "All Ukrainian Network of People Living with HIV/AIDS"	12 000 €
	<i>The prevention of the epidemic HIV/AIDS among the prisoners in Chernihiv colony #44</i>	12 000 €
	Tochka Opory	30 000 €
	<i>Innovation as a way to society consolidation</i>	20 000 €
<i>National educative program "A Friendly Doctor for HIV-positive MSM"</i>	10 000 €	
TOTAL UKRAINE		42 000 €
TOTAL EUROPE ORIENTALE		169 440 €

ANNEXES

Pays d'intervention	Structures Projets	Somme versée en 2013
UNION EUROPÉENNE		
FRANCE	Institut de médecine et d'épidémiologie appliquée (IMEA)	55 000 €
	<i>Diplôme d'université "Cours international sur infection VIH et les autres IST dans les pays à ressources limitées"</i>	55 000 €
	Université Victor Segalen Bordeaux 2	55 000 €
	<i>Formation à la recherche en épidémiologie appliquée au domaine de l'infection par le VIH : enseignements via Internet</i>	55 000 €
TOTAL FRANCE		110 000 €
ROUMANIE	ARAS	60 300 €
	<i>Comprehensive approaches to HIV/AIDS</i>	10 000 €
	<i>Financement Air France</i>	7 500 €
	<i>TITAN Low - threshold medico-social clinic / Une seconde chance</i>	7 800 €
	<i>TITAN Low - threshold medico-social clinic</i>	35 000 €
	Romanian Harm Reduction Network (RHRN)	19 000 €
	<i>Developping local answers to emerging HIV threat among legal drug users in Romania</i>	19 000 €
TOTAL ROUMANIE		79 300 €
TOTAL UNION EUROPÉENNE		189 300 €
TOTAL GÉNÉRAL		3 129 315,69 €

Conception et réalisation graphique : Virginie Hélaine
Chef de projet : Bérénice Pierson
Rédactrice en chef : Neijma Lechevallier
Secrétariat de rédaction : Franck Antoni
Coordination générale : François Dupré
et Christine Tabuenca
Crédit photo : Xavier Héraud - yagg.com /
Oxfam / iStock / Laura Martelli, Gaëlle Julien,
Bruno Thomas - Sidaction / Lahcene Abib - MDM /
Julien Pignon - MDM / DR
Impression : Typocentre



228 rue du Faubourg Saint Martin
75010 Paris
Tél. : 01 53 26 45 55
Fax : 01 53 26 45 75

www.sidaction.org

*Association reconnue d'utilité publique,
habilitée à recevoir legs & donations.*